

P.2 POÉSIES

ANTJIE KROG

Katherine L. Battaiellie

P.32 LE GRAND ENTRETIEN

INVESTIR LES QUARTIERS
POPULAIRES
D'AUJOURD'HUI

Isabelle Lorand

P.38 FÉMINISME

CERVEAU, SEXE
ET PRÉJUGÉS

Catherine Vidal



DOSSIER

LES MOTS GLISSANTS

EXPRESSION COMMUNISTE



Le N° hors-série, compte-rendu de la Convention nationale sur l'industrie est disponible au prix de 5 €. Il montre et démontre notamment que la désindustrialisation de la France n'est en rien une fatalité et qu'un nouveau mode de développement respectueux de l'humain et de l'environnement est possible. Un outil utile pour s'informer, approfondir ce sujet, organiser des débats et engager la contre-offensive.

THÈMES DES PROCHAINS NUMÉROS DE LA REVUE DU PROJET :

Contre le choc des civilisations ; La gauche ; le climat ; La laïcité...

Vous avez des idées sur ces dossiers ? N'hésitez pas à nous contacter.

Écrivez à revue@pcf.fr

3 ÉDITO

Clément Garcia Leur République et la nôtre

4 POÉSIES

Katherine L. Battaielle Antjie Krog

5 REGARD

Silvana Solinas Personne et les autres

6 ▶ 30 LE DOSSIER

LES MOTS GLISSANTS

Pierre Crépel, Camille Ducrot et Igor Martinache Mots à maux

Marine Roussillon La langue, un enjeu politique

Marie Leca-Tsiomis Quelques mots piégés au XVIII^e siècle

Lexique de mots ouvertement piégés

Lexique de mots glissants

Franck Lepage Vers une contre-offensive : Des ateliers de désintoxication du langage ?

Gérard Streiff Le parler creux du PS

Camille Ducrot « L'effrontée nationale » ou comment les journaux font de la publicité au FN

Mathias Reymond Les mots piégés du journalisme

Basile Ducerf Les mots du *management* en éducation

Martin Thibault Ouvrier : un mot devenu honteux ?

Morane Chavanon et Gabriel Montrieux

La dépolitisation des enjeux sociaux

Anne Fretel État-providence

31 LECTRICES & LECTEURS

Claude Mazaauric Réflexions à la lecture du n° 46 de *La Revue du projet* sur le dossier : Nation, une voie vers l'émancipation

32 ▶ 35 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Isabelle Lorand Investir les quartiers populaires d'aujourd'hui

PUBLICATIONS DES SECTEURS

Marine Roussillon La réforme du collège

36 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Retour sur les rapports PCF/PCI

38 FÉMINISME

Catherine Vidal Cerveau, sexe et préjugés

40 MOUVEMENT RÉEL

Jean-Michel Galano Pour une laïcité émancipée

42 HISTOIRE

Blaise Pichon Des conflits entre et dans les cités

44 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Cerise Moleg Tiers-espace, quotidien et démocratie ?

46 SCIENCES

Marie-Neige Cordonnier Qu'est-ce qu'une journaliste scientifique ?

48 SONDAGES

Gérard Streiff Droite/extrême droite : proximité et distance

49 STATISTIQUES

Michaël Orand Comment les Français se logent-ils ?

50 CRITIQUES

• **LIRE** : **Patrick Coulon** Anarchie : une petite poussée de fièvre ?

• **Jean Salem** *Résistances*

• **Stéphane Vautier** *Quand on jugeait les anarchistes. Chroniques judiciaires d'Albert Bataille (1856-1899)*

• **Frédéric Lordon** *Capitalisme, désir et servitudes*

• **Stéphane Bonnéry (dir.)** *Supports pédagogiques et inégalités scolaires : études sociologiques*

54 DANS LE TEXTE

Florian Gulli et Jean Quétier Communisme, travail et liberté

57 BULLETIN D'ABONNEMENT

59 NOTES

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Clément Garcia.

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Patrice Bessac

Rédacteur en chef : Guillaume Roubaud-Quashie • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Caroline Bardot, Hélène Bidard, Davy Castel, Igor Martinache, Nadhia Kacel, Victor Blanc, Stéphanie Loncle, Clément Garcia, Maxime Cochard, Alexandre Fleuret, Marine Roussillon, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand, Pierre Crépel, Florian Gulli, Jean Quétier, Séverine Charret, Vincent Bordas, Mickaël Bouali, Quentin Corzani, Camille Ducrot, Stève Bessac • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : Juin 2015 - N°48. ISSN 2265-4585 - Numéro de commission paritaire : 1019 G 91533.

Leur République et la nôtre

C'est le printemps ! L'heure des grands ménages, de fleurir le balcon et, pourquoi pas, de ripoliner la façade de son parti politique si celui-ci vous semble irrémédiablement entaché par les affaires, les scandales et les règlements de comptes internes. Ainsi, Nicolas Sarkozy s'est-il mis en tête de rebaptiser du nom « Les Républicains » son Union pour un mouvement populaire.

On passera sur la mode qui consiste, signe des temps, à redéfinir son appartenance politique : des « Progressistes » dont rêve Manuel Valls pour éradiquer une bonne fois pour toutes le qualificatif socialiste – qui, il est vrai, lui sied mal – aux « Patriotes » promu par Florian Philippot pour mieux se démarquer de l'arrière-boutique fasciste de son actuel parti.

Ce qui retient l'attention dans cette affaire, et scandalise à juste titre, c'est évidemment l'appropriation du marqueur républicain, sans autre qualificatif que ce mot glorieux, lourd de sens, intimement lié à notre histoire nationale.

Certes, Nicolas Sarkozy a besoin de se tailler sur mesure une machine de guerre électorale ; certes, sa fascination pour le modèle états-unien et la personne de George Bush a pu le pousser à emprunter son nom – et sa ligne ? – au parti hégémonique de la droite locale ; certes, il y a du grotesque à voir l'ancien président, celui pour qui le curé restera supérieur à l'instituteur, l'adepte d'une ligne à la fois ultralibérale et maurassienne – c'est-à-dire fondamentalement antirépublicaine – s'approprier le noble vocable.

Mais, après tout, nous sommes bien habitués à ce « R », dont la droite use et abuse depuis la Libération : Mouvement républicain populaire, Union pour la nouvelle République, Union des démocrates pour la République, Rassemblement pour la République. Sans oublier le mémorable Parti Républicain des Longuet, Madelin et autre transfuges du mouvement d'extrême droite Occident, pépinière des futurs artisans (Blanc, Soisson) de l'alliance électorale avec le FN, et le Mouvement national républicain mégrétiste de sinistre mémoire.

Est-ce à dire que la République est un signifiant de droite ? Évidemment non, et ce serait oublier qu'elle est avant tout fille de la Révolution et qu'il fut un temps où gauche

et République se confondaient. C'est que la droite, après la Libération, eut beaucoup à se pardonner de ses errements et trouva assez lucidement dans la République, aidée par le gaullisme triomphant, le moyen de couper le cordon avec ses anciens démons.

La République, et c'est sa force, a largement démontré sa capacité à accueillir en son sein ses anciens ennemis, contraints d'en accepter le cadre et les bornes. Elle dit beaucoup : Liberté, Égalité, Fraternité. Mais elle n'épuise en rien le débat politique et règle encore moins le conflit de classe. La République pour qu'elle reste fidèle aux idéaux qui l'ont portée, est un combat permanent.

La troisième du nom, par exemple, n'est-elle pas née du charnier de la Commune (qui se voulait d'ailleurs République universelle) ? N'a-t-elle pas été coloniale jusqu'à l'os, voté les pleins pouvoirs à Pétain, tiré sur les mineurs en grève, envoyé sa jeunesse se faire massacrer dans les tranchées de la Grande guerre ? Mais n'a-t-elle pas aussi accouché du Front populaire, de la laïcité, permis l'éclosion du plus ardent défenseur d'une République sociale en la personne de Jaurès ?

Voyons comment Sarkozy aborde la chose. Pour lui, comme il l'a fort bien exposé dans différents entretiens, République et démocratie s'opposent, l'une étant le régime de l'ordre et de l'autorité, l'autre celui du laisser-faire et de la décadence. Qu'il utilise l'islam et singulièrement la question des femmes voilées pour étayer son raisonnement démontre, si besoin en était, quelle conception il porte de la République et quel sort il entend lui réserver (ce dont notre précédent numéro parle amplement). Ainsi, n'ayant rien à redire des dérives de la cinquième, se situe-t-il dans une tradition bien française, dont notre premier ministre se réclame volontiers, qui définit la République par l'ordre. Vieille et habile technique qui consiste à brandir l'ordre pour renvoyer de ses contradicteurs l'image de joyeux trublions et, surtout, pour mieux justifier et perpétuer l'effroyable désordre capitaliste et ses désastreuses options austéritaires.

Voilà qui heurte frontalement notre conception selon laquelle République et démocratie ne font qu'un, qui porte l'exigence de consolider et d'élargir les

« choses publiques », de rendre le citoyen maître de son destin dans la cité comme dans l'entreprise, d'inscrire l'égalité en tous droits. Égalité ? Un mot étrangement absent du vocabulaire de cette droite si « républicaine »...

Les communistes ont su se situer aux avant-postes du combat pour la défense des valeurs républicaines. Le souffle émancipateur de la Libération, dont nous célébrons le 70^e anniversaire, leur permit, avec leurs camarades du Conseil national de la Résistance, d'apporter une solide pierre à l'édifice républicain en élargissant le champ des « choses publiques » : sécurité sociale, statut de la fonction publique, plan Langevin-Wallon, État qui ne capitule pas devant les puissances d'argent et se veut relais des aspirations populaires, démocratisation de la culture, etc..

Solide pierre qui renforce l'affront présidentiel de ne pas avoir jugé utile d'honorer au Panthéon la mémoire d'une composante majeure de la Résistance qui fut, dans les heures sombres, l'honneur de la République.

Face au hold-up sarkozyste, notre tâche et notre responsabilité sont donc grandes pour ne pas laisser dériver ce puissant concept vers des eaux obscures. À nous de lui donner sens et contenu, de mener le combat pour une République sociale, fraternelle et laïque comme ont su le faire, il y a soixante-dix ans, les libérateurs.

Notre parti s'est engagé dans un profond travail pour définir un communisme de nouvelle génération. « La France en commun » avons-nous intitulé le document élaboré par le Comité du projet, base de travail d'une nouvelle visée émancipatrice qui passera inévitablement par une sixième République, ferment d'un nouvel âge politique et vecteur d'une nouvelle distribution des pouvoirs. Voilà de quoi porter le fer contre l'inquiétant projet sarkozyste, voilà matière à redonner toute leur puissance subversive aux valeurs républicaines contre l'ordre inégalitaire et sécuritaire qui s'enracine dangereusement. ■



CLÉMENT GARCIA
rédacteur en chef adjoint.

Antjie Krog

Née en 1952 au cœur de l'Afrique du Sud (comme son grand aîné André Brink disparu récemment), Antjie Krog est fille de fermiers afrikaners et conservateurs. Elle est déjà une rebelle lorsque, encore lycéenne, elle publie dans le journal de son établissement un poème où elle espère l'amitié entre Blancs et Noirs. Ces vers irritent le pouvoir en place, mais, lorsqu'ils lui parviennent, réconfortent Nelson Mandela, alors incarcéré sur l'île de Robben Island.

Vingt-quatre ans plus tard, un de ses poèmes, hommage à Nelson Mandela, sera lu lors de l'intronisation de ce dernier comme président de la République.

Antjie Krog a déjà publié plusieurs recueils de poésie, en afrikaans ou en anglais, lorsqu'elle prend en 1993 la direction d'une revue afrikaans anti-apartheid au Cap. En 1994 elle couvre pour la radio publique les travaux de la commission Vérité et réconciliation, où 22.000 victimes viendront témoigner (« Les artères de notre pays saignent à leur rythme »), et elle écrira un essai sur ces témoignages et les débats de la commission.

Elle enseigne la littérature à l'université du Cap-Occidental depuis 2004, année où grâce aux éditions du Temps qu'il fait nous découvrons son œuvre en France.

Sa révolte ne vise pas seulement l'apartheid et sa terrifiante violence, mais aussi le machisme ambiant et les « vieilles résignations » (« je suis/je suis/le seigneur m'entende/une putain de femme libre »), ou le mépris dans lequel sont tenues en dehors de l'afrikaans les langues d'Afrique du Sud (elle traduira de nombreuses œuvres écrites dans ces langues), ou encore les mensonges de la poésie traditionnelle.

Elle qui se sait « de l'autre côté de l'injustice » croit au pouvoir des mots pour « distiller la révolution ».

Quittant « la rengaine des voix préfabriquées », elle décrit les marches de protestation où des bergers allemands hurlent sur les manifestants, « les chiens puceux des townships », les hommes qui « boivent comme des trous à leur mini-bar/et parlent désespérément de baise ». Dans une langue très vivante, créative, au rythme entrecoupé, elle évoque aussi le désir féminin (de manière parfois très audacieuse), ou l'amour inspiré par son mari, ses enfants, la beauté radieuse de sa terre natale. Les formes et le ton de cette poésie sont très variés, mais leur force, leur intensité, est constante.

KATHERINE L. BATTAILLIE

TRANSPARENCE DE LA SOLE

...
mes quatre enfants
dorsales et caudales les tiennent en bel équilibre
les petites nageoires près du cou vibrent sans cesse
les yeux si doux

dans la mare d'eau saumâtre Maman
pétrit l'argile des métaphores

...
ni pillards ni fuyards
je presse ma bouche contre chaque visage
chiffonné Maman sait

vous survivrez à la marée

DES CHOSES DONT JAMAIS BIEN SÛR ON OSERAIT FAIRE UN POÈME

des choses dont bien sûr jamais personne n'oserait faire
un poème
envahissent le nouveau territoire de la poésie :

changer de tampon de serviette pour faire pipi dans les
toilettes des townships où je me rends maintenant

sol couvert de déchets jusqu'aux chevilles
sur mes semelles adidas je progresse comme un chat

aucun objet à disposition
ni siège ni poubelle ni crochet ni verrou ni porte
...

16 DÉCEMBRE

pourtant nous sommes façonnés par des saisons
de prospérité et de douleur
par la simplicité de quatre murs
par la poussée de la terre
la duplicité de la lumière et de l'été
c'est pourquoi nulle part ailleurs nous ne pouvons aller
car nulle part la terre n'est tendue de tant d'émotion
l'air n'est si clair
le jour ne se lève avec autant de violence
nulle part ne pouvons dormir aussi doucement
que dans la paume ouverte de ce pays

Extraits de *Ni pillard, ni fuyard*,
éditions Le temps qu'il fait, 2004

Traduction de l'afrikaans par Georges- Marie Lory



Forever Weak and Ungrateful, 2015, 8 photographures, 50 x 33.3 cm and 33.3 x 50 cm - © Mathieu Kleyebe Abonnenc

Personne et les autres

Intitulée *All the World's Futures*, la 56^e biennale de Venise qui vient d'ouvrir début mai est une nouvelle fois l'occasion aux pays représentés de se lancer dans la bataille de la diplomatie culturelle. À rebours du fonctionnement habituel régissant les pavillons nationaux, l'artiste belge Vincent Meessen a fait le choix d'inviter d'autres artistes belges et étrangers au lieu de représenter seul la Belgique. Nommée *Personne et les autres* du titre d'une pièce de théâtre perdue de l'auteur marxiste André Frankin, cette exposition tente de se réappro-

prier les études postcoloniales pour revisiter l'histoire de l'art. L'œuvre de Mathieu Kleyebe Abonnenc est représentative de l'intention des artistes rassemblés à cette occasion quand il photographie un monument en l'honneur du politicien abolitionniste Victor Schoelcher en montrant toute l'ambiguïté de ce « pouvoir bienveillant ».

SILVANA SOLINAS

LES MOTS GLISSANTS



La Revue du projet
N°24, février 2013.

DOSSIER

« On ne se méfie jamais assez des mots », écrivait Céline à la fin du *Voyage au bout de la nuit*. Le dossier « Les mots piégés » du n° 24 de la *Revue du projet* (février 2013) nous invitait déjà à « lessiver » les mots, selon la formule de Brecht, pour retrouver leurs sens véritables. Nous poursuivons cet essai d'éducation populaire en nous attaquant aussi aux expressions glissantes et à quelques autres tromperies.

PRÉSENTATION

Mots à maux

PAR **PIERRE CRÉPEL, CAMILLE DUCROT
ET IGOR MARTINACHE***

La méfiance envers les mots est une posture saine : ceux-ci, en conceptualisant les éléments qui forment la réalité, réduisent nécessairement son infinie diversité. Mais la tâche s'avère titanesque, les médias, les technocrates et les politiques rendent intouchables et sacrés un certain nombre de mots et d'expressions utilisés sans interrogation. Méfions-nous du regard techniciste qui fait croire à une neutralité des termes.

La revue s'est consacrée ces derniers temps, dans ses dossiers, à l'analyse de tel mot et de ses usages comme « l'assistanat » (n° 39, septembre 2014) ou « la liberté » (n° 43, janvier 2015). L'expression même de « mots piégés » est ambiguë. Certains d'entre eux sont détournés au service d'intérêts ou ouvertement forgés par le capitalisme pour faire avaler les couleuvres du système d'injustice dans lequel nous vivons – un exemple : « l'État-providence » qui associe dans une même expression un système de droits créé

par et pour le peuple, mais qui suggère inconsciemment que ceux-ci émaneraient d'une puissance tutélaire, mystérieuse, qui placerait ledit peuple sous assistance.

« [Les mots “glissants”] ont plusieurs sens, selon le regard politique qui leur est porté. »

Mais, plus fondamentalement, la plupart des mots sont porteurs de sens multiples pouvant conduire, si l'on n'y prend pas garde, à des malentendus et autres quiproquos aux conséquences potentiellement fâcheuses : nous les avons appelés « mots glissants ». Ils ont alors plusieurs sens, selon le regard politique qui leur est porté. Ils nécessitent de notre part une nouvelle définition, adaptée à l'actualité, mais aussi une nouvelle appropriation et surtout une nouvelle défense. Les mots de « laïcité », de

« progrès » ou de « rigueur » entrent dans ce cas de figure : ils ont acquis un sens politique qui s'éloigne de nos définitions et qui nous empêche de les utiliser tranquillement, tant ils sont imprégnés d'*a priori* contractés négligemment ou sournoisement. Et on sous-estime toujours la capacité du capitalisme à s'adapter, à récupérer les aspirations des peuples et des individus, à légitimer sa domination au plus profond des consciences par le véhicule du langage !

Ces deux types d'expressions vont faire l'objet de lexiques, légèrement ironiques, mais salvateurs pour opposer la réalité à chacun d'entre eux. Une « désintoxication » nous sera ensuite proposée par Franck Lepage, suivie de l'examen (du décryptage) de fausses évidences, de termes employés dans divers milieux ou secteurs, comme « les mots creux » du gouvernement, ceux des journalistes, ceux du *management* au sein de l'école, etc.

UNE VIGILANCE NÉCESSAIRE FACE AU CYNISME DU CAPITALISME

L'effort de lucidité sur les mots ne date pas d'aujourd'hui. Les dictionnaires

critiques ou raisonnés s'y sont penchés depuis plusieurs siècles, nous en verrons ci-dessous des exemples avec Diderot ou Rousseau. Cet effort est-il plus nécessaire aujourd'hui qu'autrefois ? Peut-être. En tout cas, il est indispensable, car le cynisme et la cruauté du capitalisme actuel forcent celui-ci à s'avancer plus masqué. On

Est-ce à dire que nous réclamerions des textes politiques froids, au cordeau, sans talents et sans passion, exprimés en jargon ? Où est la limite entre, d'un côté, le bien dit, l'image frappante et, de l'autre, l'abus de langage, la tromperie ? La réponse n'est pas toujours simple, le critère essentiel nous semble celui du vrai débat

l'attention sur ces écueils, il suffit de voir des sites comme AGORAVOX, ACRIMED, la SCOP Le Pavé, etc. On pourrait étendre le programme au décryptage des méthodes de la pub, d'autres techniques de vente de marchandises politiques frauduleuses, aux utilisations abusives de statistiques très choisies ou interprétées en torsion de la réalité, bref à ce que Noam Chomsky et Edward Herman appellent *La Fabrication du consentement*. ■

« Où est la limite entre, d'un côté, le bien dit, l'image frappante et, de l'autre, l'abus de langage, la tromperie ? »

ne doit pas limiter notre vigilance aux noms, aux verbes et aux adjectifs, on doit s'attaquer aussi aux articles (pensons au « la » de « la réforme » ou de « la croissance »), aux petits adverbes et prépositions, aux astuces grammaticales, aux « mots-fouines », selon l'expression de Baillargeon dans le *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* (« la croissance pourrait atteindre jusqu'à 3 % », ce qui évidemment ne veut plus rien dire).

sur le fond, mené avec franchise : si le lecteur, l'auditeur est respecté et peut distinguer l'effet oratoire, si l'auteur a suscité son esprit critique, l'image ou le détour ne sont pas répréhensibles ; au contraire, si l'expression cache les enjeux, endort celui qui la reçoit, là il y a perversion.

On l'aura compris. Notre dossier a un but d'éveil, il ne saurait être exhaustif. Bien d'autres que nous attirent

*Pierre Crépel est responsable de la rubrique Sciences.
Camille Ducrot est responsable de la rubrique Lire.
Ils ont coordonné ce dossier.
Igor Martinache est rédacteur en chef adjoint de ce numéro.

LA LANGUE, UN ENJEU POLITIQUE

Tu as une formation littéraire et tu es responsable du réseau École du PCF. Nous souhaitons, à ce double titre, te poser quelques questions sur le dossier des mots piégés ou glissants.

ENTRETIEN AVEC
MARINE ROUSSILLON*

Les programmes utilisent souvent, sans états d'âme, des expressions à la mode ou discutables que nous condamnons...

C'est vrai, et c'est souvent le résultat de choix politiques : soumettre l'école aux règles du *management*, transformer les enseignants en exécutants... En même temps, quand les programmes emploient un langage précis, technique, et placent ainsi les enseignants en position « d'ingénieurs » de leur pratique, les médias s'empressent de critiquer la « novlangue pédagogue » ! Enseigner est un métier qui nécessite des techniques (c'est l'objet de la pédagogie). Il y a besoin de termes précis pour les désigner et les transmettre. La polémique sur la soi-disant « nov-

langue » n'est que le nouvel avatar d'un vieux débat. Au XVII^e siècle déjà, les mots techniques étaient bannis de la littérature et des dictionnaires au nom du « bon goût ». Ce bon goût, c'est toujours celui de la classe dominante : à l'époque, la noblesse oisive domine et les mots du travail apparaissent comme grossiers. Aujourd'hui, ce sont les mots du *management* qui sont à la mode : on peut parler de « gérer » sa classe, de transmettre des « compétences transférables » ou de « piloter » un établissement sans susciter de scandale. Mais le travail des enseignants dans sa dimension technique doit, lui, rester invisible.

Faire une place à la technique et au travail dans la langue, dans les médias mais aussi à l'école, est un enjeu politique de première importance, car comment réfléchir et lutter sur ce dont on ne peut pas ou ne sait pas parler ?

À l'école, au collège, au lycée, à l'université, propose-t-on aux élèves une réflexion critique sur les mots et les expressions ?

L'école de nos grands-parents demandait aux élèves d'apprendre des mots – des règles de grammaire, des listes de départements, des formules de mathématiques – sans y réfléchir, comme autant de savoirs qu'il ne s'agissait pas d'interroger. Face à la crise de notre école, certains expriment parfois la nostalgie de cette école du « par cœur » et des savoirs. Mais heureusement que nous n'en sommes plus là !

En français par exemple, le passage par l'étymologie ou par l'étude des techniques d'écriture, le fait de mettre l'élève lui-même en position d'auteur, sont autant de moyens de s'interroger sur les mots et de montrer que leur sens est le résultat à la fois d'une histoire, d'un contexte et d'une ►

► situation de communication. Cette dimension critique de l'enseignement est essentielle. Nous vivons dans une société où les connaissances évoluent très vite. Les adultes de demain ne pourront pas se reposer sur ce qu'ils auront appris à l'école. Pour maîtriser leur travail, pour participer à la vie démocratique de leur pays, ils auront besoin de savoir eux aussi construire et critiquer des savoirs.

« Articuler l'acquisition de compétences, la découverte d'une culture et la réflexion sur les mécanismes de la langue »

Cependant, cette dimension critique est encore insuffisamment développée. Pire, il arrive trop souvent qu'elle régresse ! Ainsi, les programmes de français pour le lycée ont récemment opéré un retour à une conception très patrimoniale de la littérature – l'étude des grandes œuvres et de « l'émotion esthétique » qu'elles suscitent – au détriment de l'interrogation sur les techniques d'écriture et leurs effets. Les programmes de langue vivante, de leur côté, privilégient une conception utilitariste de la langue comme outil de communication, en développant de moins en moins la réflexion sur ce qu'est un langage et la manière dont il fonctionne. La vision réactionnaire d'une école identitaire, transmettant un patrimoine figé et la vision libérale d'une école de l'employabilité, transmettant des compétences déconnectées des savoirs pour former des exécutants efficaces et dociles, convergent pour limiter le développement de l'esprit critique.

Des menaces très graves pèsent sur l'enseignement des langues anciennes et des langues vivantes autres que l'anglais. Va-t-on se retrouver avec des jeunes qui auront seulement baigné dans un sabir anglo-américain commercial ou branché ? Et si oui, quelles en seraient les conséquences ? L'anglais n'est pas par essence une langue moins riche, moins émancipatrice que l'allemand ou le latin. Toute langue, si elle est enseignée comme un simple outil de communication, perd beaucoup de ses capacités émancipatrices. La première urgence est donc de repenser les contenus et les pratiques de l'enseignement des langues pour articuler l'acquisition de compétences, la découverte d'une culture et la réflexion sur les mécanismes de la langue.

Dans une école émancipatrice, l'enjeu de l'apprentissage d'une langue est de faire en sorte que la langue maternelle n'apparaisse plus comme naturelle : que l'élève puisse adopter un regard réflexif sur les mots de son quotidien et ainsi en faire un usage plus libre. Dans cette perspective, l'apprentissage de l'anglais n'a pas plus de valeur que celui de l'occitan. Au contraire, une langue qui apparaît

comme lointaine, étrange, permettra d'autant mieux aux élèves de mettre à distance leurs pratiques quotidiennes pour en faire un objet de réflexion. C'est tout l'intérêt de l'enseignement du latin par exemple. En outre, du point de vue de la collectivité, il est évident que plus les langues enseignées en France seront diverses, plus les élèves auront à partager et à échanger et plus leur réflexion sera riche. Enfin, cette question de l'enseignement des langues doit aussi prendre en compte la diversité des langues de France. Comment comprendre que l'arabe et le chinois soient encore traités comme des langues rares alors que beaucoup d'élèves les pratiquent chez eux, avec leur famille ? Pour que l'école construise la culture commune de la nation dans le partage des cultures de chacun, pour qu'elle permette à tous de construire une relation émancipée à sa propre culture familiale, il est nécessaire qu'elle enseigne à égalité des langues bien plus nombreuses et diverses.

Pour Condorcet, le premier but de l'instruction publique était de former un citoyen qui puisse se décider en connaissance de cause. Où en est-on aujourd'hui ?

Le projet de Condorcet était révolutionnaire : il s'agissait pour lui de

transformer des sujets en citoyens, de permettre à chacun de prendre en main non seulement son destin, mais celui du pays. Ce défi est encore d'ac-

tualité ! Il est même plus grand encore à l'heure de la mondialisation : les adultes de demain devront faire des choix qui engageront leur avenir, celui du pays et celui du monde. Depuis les attentats de janvier dernier, on parle beaucoup de formation du citoyen. Mais trop souvent, cette formation est réduite à une « éducation à » la citoyenneté, en marge des autres apprentissages, et qui ressemble fort à une leçon de morale. Imposer les « valeurs de la République » comme un catéchisme laïque, ce n'est sûrement pas former un citoyen émancipé !

Nous avons d'abord besoin de démocratiser le fonctionnement de l'école en créant des espaces de débat entre acteurs de l'éducation et en valorisant leur parole. Des droits nouveaux pour les collégiens et les lycéens, un statut de représentant des parents d'élèves permettant à tous les parents de s'engager dans la vie de l'école, des espaces ouverts de rencontre et de débats, des observatoires des inégalités à l'école réunissant enseignants, parents et élus... seraient autant de moyens d'y parvenir. Le développement de pratiques démocratiques pourrait alors être articulé à des temps de réflexion sur ces pratiques, au sein de l'enseignement disciplinaire ou dans le cadre des heures de vie de classe.

Mais comment espérer faire de l'école un espace d'apprentissage de la démocratie quand la parole des enseignants est méprisée par leur ministre, que le décret d'application d'une réforme contestée est publié le lendemain d'une grève majoritaire ?

Que propose le PCF pour une formation intelligente, lucide et critique du citoyen ?

Le défi d'une école véritablement émancipatrice serait de permettre aux adultes demain de comprendre le monde pour pouvoir le transformer. Cela implique que les savoirs ne soient pas simplement transmis, mais que les élèves puissent les construire et les déconstruire ; qu'ils soient arti-

« Imposer les "valeurs de la République" comme un catéchisme laïque, ce n'est sûrement pas former un citoyen émancipé ! »

culés à des compétences permettant à chacun non de s'adapter au monde tel qu'il est, mais de le transformer ; qu'ils soient inscrits dans la cohérence

transformer des sujets en citoyens, de permettre à chacun de prendre en main non seulement son destin, mais celui du pays. Ce défi est encore d'ac-

d'une culture pour développer chez chacun la capacité à réfléchir sur ses pratiques, à se former pour se transformer.

position de créateurs, en articulant formation disciplinaire et professionnelle, et en faisant une large place à la recherche disciplinaire et pédago-

enseignants prennent du recul sur leurs pratiques et les fassent évoluer... C'est pourquoi nous pensons nécessaire de prolonger la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans avec un droit à l'école dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent, d'augmenter le temps scolaire sans pour autant augmenter le temps de travail des enseignants en mettant en œuvre partout le « plus de maîtres que de classes » et de prévoir des temps de formation et de concertation dans le service des enseignants. ■

« Le défi d'une école véritablement émancipatrice serait de permettre aux adultes demain de comprendre le monde pour pouvoir le transformer. »

Cela nécessite non seulement une refonte des programmes, mais surtout de repenser la formation des enseignants, pour leur permettre de transformer aussi leurs pratiques. Une relance de la formation continue est essentielle. Dans la formation initiale comme dans la formation continue, il s'agit de mettre les enseignants en

gique. Les mouvements d'éducation nouvelle et populaire peuvent jouer un rôle moteur dans cette formation. Une telle transformation des contenus et des pratiques demande du temps : du temps pour que tous les élèves s'approprient des savoirs plus complexes ; du temps pour faire varier les activités ; du temps pour que les

***Marine Roussillon** est membre de l'exécutif national. Elle est animatrice du secteur Éducation du Conseil national du PCF.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

QUELQUES MOTS PIÉGÉS AU XVIII^e SIÈCLE

Les écrivains des Lumières n'ont cessé de réfléchir à la langue, ce lieu d'expérience fondamental, cet espace unique de l'échange et de l'erreur, de la maîtrise et de la servitude ; la langue, ce moule premier de l'usage, où s'inscrivent toutes les conventions, tous les implicites d'une société, mais aussi cet espace essentiel de la liberté de penser et de l'exercice de l'esprit.

PAR **MARIE LECA-TSIOMIS***

Une des entreprises des Encyclopédistes, de Diderot notamment, a été, dans ce grand Dictionnaire, de dévoiler les sens latents des mots, d'en indiquer les pièges liés à un usage social marqué, notamment, par la hiérarchie des castes de l'Ancien Régime. Prenons-en quelques exemples, parmi tant d'autres.

BASSESSE, ABJECTION

Dans l'article consacré aux mots « Bassesse, abjection », Diderot met en évidence les rapports de classe sous-tendus par l'usage de ces termes :

« Observons ici combien la langue seule nous donne de préjugés [...]. Un enfant, au moment où il reçoit dans sa mémoire le terme *bassesse*, le reçoit donc comme un signe qui doit réveiller pour la suite dans son entendement les idées de défaut de

naissance, de mérite, de fortune, de condition, & de mépris : soit qu'il lise, soit qu'il écrive, soit qu'il médite, soit qu'il converse, [...] il croira penser autrement que tout le monde & se tromper, s'il ne méprise pas quiconque manque de naissance, de dignités, de mérite & de fortune ; et s'il n'a pas la plus haute vénération pour quiconque a de la naissance, des dignités, du mérite & de la fortune ; et mourra peut-être, sans avoir conçu que toutes ces qualités étant indépendantes de nous, heureux seulement celui qui les possède ! Il ne mettra aucune distinction entre le mérite acquis & le mérite inné ; & il n'aura jamais su qu'il n'y a proprement que le vice qu'on puisse mépriser, & que la vertu qu'on puisse louer. Il imaginera que la nature a placé des Êtres dans l'élévation, & d'autres dans la *bassesse* ; mais qu'elle ne place personne dans l'*abjection* [...] ; et faute de penser que ces autres sont pour la plupart injustes & remplis de préjugés, la différence *mal fondée* que l'usage de sa langue met entre

les termes *bassesse* & *abjection*, achèvera de lui corrompre le cœur et l'esprit.

Et je dis, moi, que les termes *abjection*, *bassesse*, semblent n'avoir été inventés que par quelques hommes injustes dans le sein du bonheur, d'où ils insultaient à ceux que la nature, le hasard, et d'autres causes pareilles n'avoient pas également favorisés ; que la Philosophie soutient dans l'*abjection* où l'on est tombé, et ne permet pas de penser qu'on puisse *naître* dans la *bassesse* ».

INDIGENT

Qu'est-ce qu'un « indigent » ? Il est vrai qu'on entend rarement ce mot de nos jours : il fait peur, sans doute, dans sa crudité, et on lui préfère l'acronyme hypocrite : « SDF ». Quant aux dictionnaires contemporains, le Larousse ou le Robert, ils nous disent, à l'unisson, que l'indigent est celui « qui manque des choses nécessaires à la vie ».

Diderot, lui, en donnait une définition indéniablement plus abondante ►

► et surtout plus complète car référée à l'organisation politique, fondatrice de l'injustice sociale :

« Homme qui manque des choses nécessaires à la vie, au milieu de ses semblables, qui jouissent avec un faste qui l'insulte, de toutes les superfluités possibles. Une des suites les plus fâcheuses de la mauvaise administration, c'est de diviser la société en deux classes d'hommes, dont les uns sont dans l'opulence & les autres dans la misère. »

CITOYEN

Rousseau nous offrira un dernier exemple : dans *Du Contrat social*, il s'arrête sur ce mot essentiel, Citoyen. Reprochant aux Français de se dire

« citoyens » alors qu'ils vivent sous un monarque et de confondre le mot « ville » et le mot « cité », il établit une définition rigoureuse axée sur l'être politique :

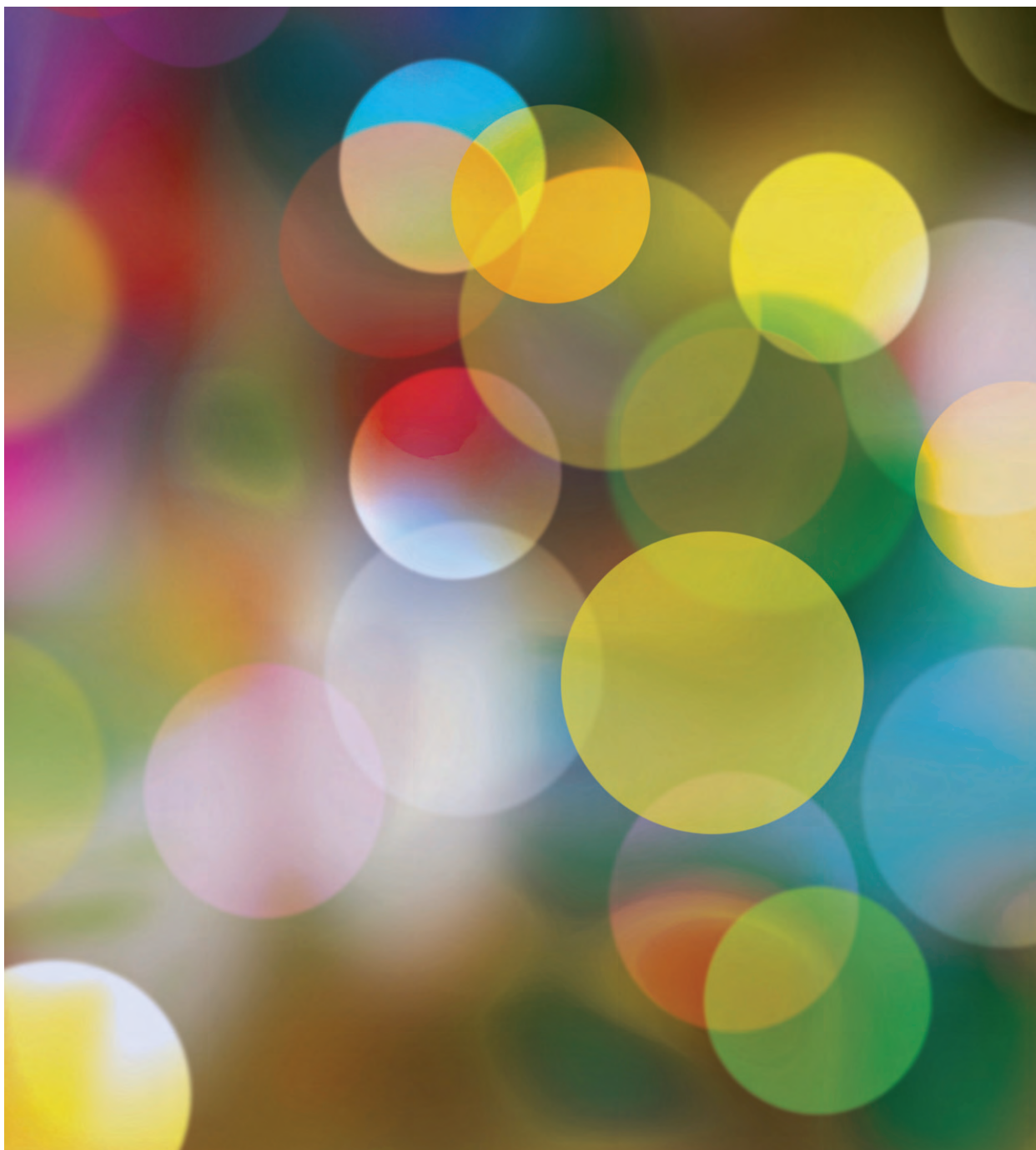
« Le vrai sens de ce mot s'est presque entièrement effacé chez les Modernes. La plupart prennent une Ville pour une Cité et un Bourgeois pour un Citoyen. Ils ne savent pas que les maisons font la Ville mais que les Citoyens font la Cité. » (*Du Contrat social*, L. I, chap. VI, n.)

Rappelons enfin ces réflexions de Diderot, il y a environ 250 ans. Bien sûr, elles évoquent d'autres types de mystifications langagières, d'autres formes de langage de bois, d'autres

espèces d'aliénations ; ceci étant, on ne peut que mesurer leur actualité :

« Il faut apprendre aux peuples qui prononcent aujourd'hui comme il y a quatre cents ans, les mots de vice, de vertu, de rois, de prêtres, de ministres, de lois, de gouvernement, quelles sont les véritables idées qu'ils doivent y attacher. C'est de l'idiome d'un peuple qu'il faut s'occuper quand on veut faire un peuple juste, raisonnable et sensé. » (Lettre à Falconet, juillet 1767). ■

***Marie Leca-Tsiomis** est professeur émérite de littérature française à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.



LEXIQUE DE MOTS OUVERTEMENT PIÉGÉS

Il y a des expressions essentiellement forgées pour faire passer en douce un mode de pensée qui accepte (à l'insu de son plein gré ?) le système d'injustices et d'aliénations qui nous gouverne. On est alors enfermé, parfois sans s'en rendre compte, dans un labyrinthe dont toutes les issues sont bouchées. Voici quelques exemples.

A

Ajustement structurel (programme d')

Traduction hâtive de l'anglo-américain *structural adjustment*. Officiellement : prêts « accordés » par certaines institutions internationales (FMI et Banque Mondiale) à certains pays pauvres très endettés en contrepartie de certains efforts de leur part. Réalité : chantage exercé contre certains gouvernements et populations en grande difficulté pour les aligner sur les canons de l'ultra-néolibéralisme : réduction des dépenses sociales et services publics, privatisations, ouverture en grand des vannes pour les « investisseurs étrangers », transfert massif des revenus du travail vers le capital et la finance.

B

Bavures voir Frappes.

Bobo

Abréviation de « bourgeois-bohème », pour désigner des gens relativement aisés (mais pas toujours), plutôt de gauche, urbains, vaguement écologistes et de préférence idéalistes (et souvent taxés d'hypocrites). Terme d'un journaliste américain conservateur modéré. Employé en général de façon péjorative pour casser ce qu'on appelait autrefois « l'alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels ». En fait ces gens ne sont ni bourgeois (ils ne possèdent pas les moyens de production), ni vraiment « bohèmes ». Voir aussi « Classe moyenne ».

C

Charge sociale

Cotisation sociale, part de la valeur ajoutée qui va à la santé, aux retraites, etc. Le mot « charge » vise à évoquer une « tare » qui « pèse » sur le dynamisme nécessaire des entreprises. Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

La classe moyenne

Façon de mettre dans le même sac la plupart des riches et la plupart des pauvres, indépendamment de toute analyse

de leurs places vis-à-vis de la propriété des moyens de production, de la finance et des destinations des bénéfices. L'article défini singulier « la » n'est pas le moins piégé dans cette expression. Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

La classe politique

Façon de mettre dans le même sac les élus du peuple, qui font leur travail lors de mandats limités, et des politiciens professionnels issus de l'ENA, de Sciences Po, et ayant toujours vécu dans des milieux bien à part.

Collaborateur

On dit aussi « associé », « équipier », « opérateur », etc. C'est une façon flatteuse et pas chère de ne pas dire « ouvrier » et surtout de casser la solidarité ouvrière. Une femme de ménage est appelée une « technicienne de surface » (voir plus loin l'article de Martin Thibault).

Confort (médicament de)

Médicament que les autorités veulent cesser de rembourser, même s'il est indispensable pour atténuer la douleur. Comment en effet oser justifier que soient payés à quelqu'un, par la collectivité, des produits analogues aux chaises longues, aux édredons et aux jacuzzis ?

D

La Défense, le ministère de la Défense

C'est ce qu'on appelait autrefois plus sincèrement le ministère de la Guerre, puis de façon assez neutre le ministère des Armées. Un pays comme les États-Unis, qui, de toute son histoire, n'a jamais été attaqué par aucune armée étrangère et a mené des guerres extérieures dans une centaine d'autres, n'a qu'un ministère de « la Défense », certainement pas de « l'Attaque ».

Devoir (verbe)

« Mot-fouine » qui change insidieusement le sens de la phrase. Exemple : lors de cette manifestation, le gouvernement « a dû » faire appel aux forces de « l'ordre » (= il a envoyé les flics tabasser les manifestants, souvent sans raison particulière).

Diversité. Issus de la diversité

Les Noirs, les Arabes (voire les Berbères), les Roms, les Juifs, les Asiatiques, les homosexuel(le)s, les hermaphrodites ou soi-disant tels, parfois même les femmes, les tétraplégiques, les trisomiques 21, etc. Les « hommes blancs », quant à eux, sont donc issus de l'uniformité. ►

E

L'État-providence

La sécurité sociale, les bureaux de poste des villages, les tarifs réduits dans les transports, les HLM, pire encore tout ce qui est gratuit (sauf la pub), etc. Le mot « Providence » laisse entendre que c'est tombé du ciel et immérité, que cela transforme les gens en « assistés » plus ou moins oisifs qui n'auraient même plus intérêt à se prendre en main (voir plus loin l'article d'Anne Fretel).

Excellence

Mot dégoulinant de modestie qui doit faire fureur dans les universités, tout laboratoire est sommé de démontrer son « excellence » (c'est-à-dire sa supériorité par rapport aux autres), sinon les crédits lui sont coupés. Il y a les pôles d'excellence, les LABEX, les IDEX, bref la concurrence doit être partout. L'excellence est mesurée par des critères quantitatifs réputés « objectifs » (nombre de publications, facteur h, note A+, etc.) qui, en fait, favorisent souvent ceux qui sont dans le moule et dans les bons réseaux.

F

Frappes

Bombardements autant de populations civiles que d'objectifs militaires. Ces frappes sont « ciblées » (mais ratent souvent leurs cibles) et « chirurgicales ». Elles ne visent que les « terroristes ». Les morts des « femmes, enfants et vieillards » sont alors des « bavures ».

I

Intégration

L'intégration des immigrés et de leurs descendants laisse entendre que ceux-ci arriveraient sans talent, sans valeur et sans vertu, avec leurs tares ou leurs défauts de civilisation, et que la seule issue positive pour eux consisterait à tout abandonner de leurs « identités » pour se fondre dans la civilisation supérieure qui daigne les accueillir.

L

Le, la, l'

Article défini visant subrepticement à faire passer pour unique ce qui est divers. Par exemple, « la » fraude dans le bus, pour celui qui n'a pas les moyens de payer des transports de plus en plus chers, est mise sur le même plan que la fraude fiscale par milliards aux Bahamas, au Liechtenstein, etc. des princes de l'argent. Autre exemple, « la » croissance, où on ne dit pas de quoi. « La » gauche, tantôt pour désigner le PS et faire comme si le reste de la gauche n'existait pas, tantôt pour englober la gauche combative dans l'opprobre face à l'impopularité du PS.

Libéral

Dans le Larousse du XIX^e siècle, partisan de la liberté. Mais aujourd'hui, un capitaliste se proclame libéral ; Giscard se disait « libéral avancé », etc. L'adjectif a été en général repris par les journalistes pour désigner le capitalisme à l'état sauvage et dérégulé, où plus rien ne serait « hors du marché ». Milton Friedman (conseiller de Pinochet) regrettait qu'en américain « *liberal* » ait gardé son sens de tolérant, ouvert, progressiste. « Ultralibéral » est moins trompeur, puisque, au-delà de la liberté, il y a la licence ! Voir *La Revue du Projet*, n° 43, janvier 2015.

M

Mérite (au)

Les bourses de telle filière ne seront plus données « sur critères sociaux » mais « au mérite ». Lire : en fonction des notes obtenues, car il est clair que celui qui est issu d'un milieu de culture et d'argent a bien autant de mérite à avoir une bonne note que celui qui vit dans une famille nombreuse immigrée avec parents au chômage et ne connaissant pas le français.

Mille-feuille

Terme de pâtisserie utilisé pour supprimer les communes, les départements. On a créé des structures plus grosses et plus technocratiques, intermédiaires, et ensuite on dit qu'il y en a trop, donc on est sommé de se débarrasser de celles qui ont des élus jugés trop proches des préoccupations populaires.

O

Opérateur

Voir Collaborateur

P

Partenaires sociaux

MM. Bouygues, Dassault, Bolloré, Gattaz joueraient à la belote avec les syndicats. Les intérêts des uns et des autres seraient convergents et ne demanderaient que quelques ajustements techniques, sans problème, du moins si les syndicats étaient de bonne volonté. Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

Plan social

Plan de licenciement. Le volet « social » signifie que ce sont les contribuables et non les patrons responsables qui sont appelés à amortir légèrement le choc pour les victimes.

R

Ressources humaines

Êtres humains considérés uniquement en fonction de ce qu'ils peuvent rapporter au patronat. Voir aussi « Capital humain » dans *La Revue du Projet* n° 24, février 2013.

S

Les Sages

Hommes politiques et hauts fonctionnaires (membres du Conseil constitutionnel et de la Cour des comptes) n'ayant jamais connu la faim ni le froid et qui décident froidement quels comptes et quelles règles il faut choisir parmi tant d'autres possibles dont on feint d'ignorer l'existence.

Sécuritaire

Répressif. Ainsi, la mise au pas des rebelles, des syndicalistes, de ceux qui aident les sans-papiers n'aurait pour objectif que d'assurer la « sécurité » des citoyens tranquilles et honnêtes. Alors que les gouvernants capitalistes ont besoin d'un certain matelas minimum d'insécurité pour justifier leur appareil répressif, ils font croire qu'ils recherchent avec désintéressement la sécurité de tout le peuple.

T

Tabou

Dans le nouveau vocabulaire de la droite et du PS, « lever un tabou », c'est s'attaquer aux secteurs qui étaient jusqu'ici plutôt protégés des vautours, afin de les remettre au « marché » : services publics, éducation, santé, logement social. De même, libérer la parole, c'est en général ouvrir les vannes du racisme, de la xénophobie, de la haine de l'autre (en ménageant le CAC 40 et la finance internationale), c'est rendre fréquentable l'extrême-droite.

TER

Vous croyez que ça veut dire « trains express régionaux », mais non, c'est « transports express régionaux » et la SNCF est devenue, et de très loin, la première compagnie de transport *rutier* française. Elle a fait aussi main basse sur des sites de covoiturage, ainsi propose-t-elle aux jeunes et aux pauvres des voyages bien moins chers que le train (certes bien plus risqués) : pas d'investissement, pas de personnel, pas de frais de fonctionnement, uniquement des travailleurs bénévoles, et elle empoche une ristourne !

Le terrorisme, les terroristes

Désigne, pêle-mêle, les assassinats perpétrés par des intégristes, un œuf jeté par un syndicaliste sur un mur d'un bâtiment du MEDEF, un parti qui lutte contre une occupation étrangère ou une dictature (ex. le PKK), etc. Le « terrorisme » n'a jamais de cause profonde, il faut le combattre, sans l'analyser, sinon on est « complice » ou « angélique ».

Tolérance zéro

Expression venant d'une loi du New Jersey en 1973 ; s'applique aux petits actes de délinquance, au resquillage dans le métro, à l'incivilité des jeunes (surtout « issus de l'immigration ») ; ne s'applique pas aux non-versements de cotisations sociales par les patrons, aux évasions dans les paradis fiscaux, aux violations des règles internationales par les États-Unis, Israël, etc. dans leurs colonies : dans ce cas, on leur demande poliment de ne pas exagérer.

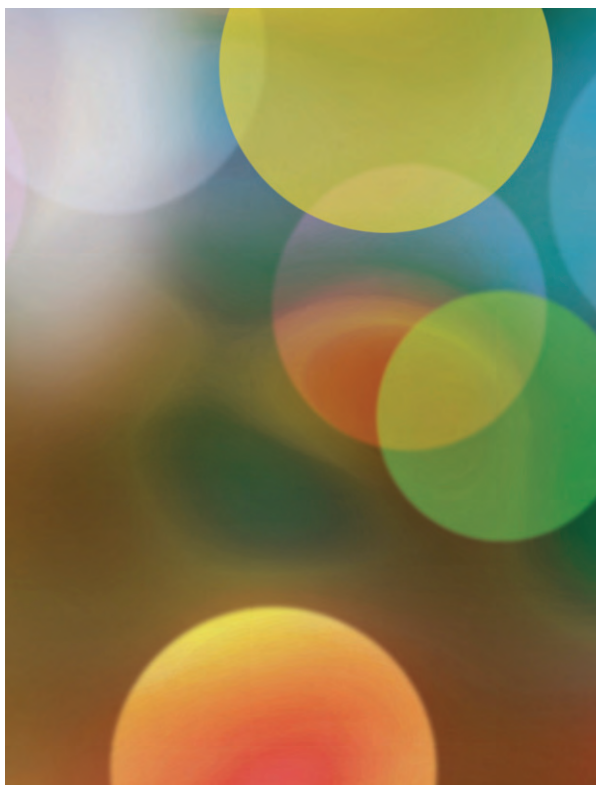
Totalitaire, totalitarisme

« Totalitario » fut créé dès 1923 pour désigner le régime fasciste de Mussolini et adopté en italien tant par ses opposants que ses partisans. Il désigna rapidement aussi le régime nazi et plus généralement tout régime dans lequel l'État tend à confisquer la totalité des activités de la société. En 1951, Hannah Arendt, dans *Les origines du totalitarisme*, associa nazisme et stalinisme dans ce même concept. On oublie souvent de dire qu'en 1966, dans sa réédition, elle considérait que son interprétation ne s'appliquait pas plus aux successeurs de Staline qu'à son prédécesseur. Profitant des erreurs et des crimes commis dans certains pays dirigés par des partis dits communistes, la propagande occidentale de guerre froide en fit une façon de désigner ensemble et sans distinction les communistes et les nazis, avec comme but essentiel de discréditer les régimes qui n'acceptaient pas les règles du jeu capitaliste. Communisme et nazisme sont d'ailleurs rangés sur les mêmes rayons dans les centres de documentation.

Z

Zéro

voir Tolérance zéro



LEXIQUE DE MOTS GLISSANTS

R
E
S
S
O
D

Il est bien normal que, selon ses idées politiques et sociales, on ne donne pas le même contenu à la liberté, à la démocratie, à l'économie, à la sécurité, à la justice, à la paix. Si le débat a lieu cartes sur tables et dans la clarté, il est sain. Au-delà des mots franchement piégés, sournois, forgés pour tromper, il en existe d'autres générateurs de quiproquos, d'ambiguïtés, de confusions. Ils sont passés dans le langage courant, il vaut quelquefois mieux les éviter, mais, quand on est obligé de les employer, autant expliciter le sens qu'on y met. Ces mots comportent des enjeux de classe importants. Voici quelques exemples.

A

Aisé

voir Modeste

Archaïque, archaïsme

Ancien, vieilli, dépassé, à supprimer au nom de la « modernité ». Depuis les années 1980, ne concerne plus l'esclavage, la famine en Afrique ou en Asie, la tuberculose, etc., mais les emplois de titulaire, les services publics, les conventions collectives, les prud'hommes, bientôt les retraites et les congés payés ?

Austérité

voir Rigueur.

C

Compétitif, compétitivité

Personne n'aspire à être dépassé par les événements, à proposer des marchandises à des prix exorbitants, ou à faire faillite ; il est donc évident qu'on doit être « compétitif ». Mais ce mot-valise est devenu prétexte à comparer et noter tout (le *benchmarking*), pour peser sur les salaires, abaisser les normes sociales et environnementales, mélanger finance et production...

Complot

Il y a bien entendu de vrais complots de malfaiteurs, mais il y a aussi des négociations ultra-secrètes dont on n'a pas le droit de connaître le contenu avant que tout soit ficelé, par exemple le traité de libre-échange transatlantique (ou TAFTA). Mais « la théorie du complot », c'est autre chose, c'est faire croire que des groupements clandestins et mystérieux (éventuellement juifs, jésuites ou francs-maçons) monteraient de toutes pièces des « coups » ou de fausses informations (l'attentat contre Charlie serait imaginaire). Pour certains journalistes et politiciens, dénoncer les conditions de négociation du TAFTA serait assimilé à une variante de « la théorie du complot ».

Conflit

C'est parfois effectivement un désaccord plus ou moins violent, mais il s'agit souvent d'une guerre d'agression d'un pays puissant contre un pays pauvre. La symétrie ainsi rétablie donne une apparence de neutralité. Exemple : « le conflit israélo-palestinien ». On peut évoquer aussi « les événements » d'Algérie entre 1954 et 1962, « le problème » chypriote en 1974, etc.

Coopération

Qui pourrait être contre ? Pourtant, « la coopération », c'est en général la politique néocoloniale dans les pays qui venaient d'obtenir formellement leur indépendance politique (mais non économique) vers 1960. Dans les années 1970, les journaux satiriques disaient que c'était « prendre aux pauvres des pays riches pour donner aux riches des pays pauvres » (sans oublier les retombées positives pour les riches des pays riches).

Croissance

On dit « la » croissance, mais on ne dit pas de quoi. En général, il s'agit de celle du produit intérieur brut (PIB), qui compte de la même façon toutes les activités, utiles, inutiles, nuisibles. Le terme est souvent agité de façon magique : « un point de croissance génère tant d'emplois ». Face aux gaspillages et à la finitude des ressources, divers mouvements ont proposé une politique de « décroissance » en précisant souvent de quoi, mais l'expression globale « la » décroissance porte un risque de confusion avec les régressions ou l'austérité.

D

Décroissance

voir Croissance.

Développement

Terme qui veut à peu près tout dire. On parlait autrefois de « pays sous-développés », puis de « pays en voie de développement ». Permettre à des populations qui en étaient dépourvues d'avoir l'eau courante, des écoles ou des hôpitaux, n'est pas répréhensible. Pratiquer la déforestation à outrance pour imposer des monocultures d'OGM au pro-

fit des multinationales, est-ce du développement ? L'expression « développement durable » n'a pas le même sens pour tout le monde.

E

Expert, expertise

Évidemment, pour parler de quelque chose, il vaut mieux l'avoir étudié, qui donc voudrait ne pas consulter les gens les plus compétents sur le sujet, les « experts » ? Mais, en général, l'expertise n'est pas neutre, même dans les sciences physiques (pensons au nucléaire, aux OGM) ; elle l'est encore moins en économie, en politique, en droit : on invite alors, dans les médias, des « experts » bien choisis, en omettant de signaler qu'il y en a d'autres, tout aussi experts, qui démontrent des points de vue opposés.

G

Gratuit(s)

Ce qui est indispensable à la vie en société doit être accessible à tous, par exemple l'information, mais celle-ci nécessite un travail forcément payé par ailleurs. Les « gratuits » (*20 minutes, Métro, Direct matin...*) sont payés par la publicité, laquelle entre dans le prix des marchandises qu'elle pousse à acheter, donc les journaux gratuits sont payés par les gens, y compris ceux qui les lisent ; bien entendu, ils ne sont pas neutres et véhiculent pour l'essentiel l'idéologie chère à leurs propriétaires, les Bolloré, Bouygues, etc.

I

Identité

Mot utilisé à tort et à travers. Comme les êtres humains sont à la fois tous pareils et tous différents, on peut cultiver telle ou telle singularité ou personnalité (linguistique, culturelle, religieuse) sans s'opposer bêtement aux autres ou au contraire de façon haineuse. « L'identité nationale » sert surtout à réprimer les immigrés.

Investissement

Désigne, pour certains, l'argent servant à acheter de nouvelles machines, à promouvoir les inventions, la formation ; pour d'autres, celui placé en Bourse ou dans la spéculation.

Islamique, islamiste, islamiste modéré, islamiste radical, musulman, anti-islamique, anti-islamiste, islamophobe, etc.

Les dictionnaires reconnaissent que les sens de ces mots, dans le langage courant, changent en permanence. Habituellement, ceux qui pratiquent l'islam sont appelés les musulmans, et ce sont plutôt les intégristes, les politiciens, voire les fanatiques qui sont nommés « islamistes ». Beaucoup de gens confondent la lutte contre les intégristes

et celle contre la foi de l'islam, voire contre « les Arabes » en général (même si la plupart des musulmans sont asiatiques, noirs africains, berbères, etc.). Donc mieux vaut expliquer clairement de quoi on parle. Voir *La Revue du Projet* n° 47 (mai 2015).

J

Juif, Israélien, israélite, sioniste

En principe, les trois derniers sont assez clairs. Les Israéliens sont les habitants d'Israël (ce qui comprend de nombreux Arabes, et pas seulement dans les territoires occupés) ; les israélites pratiquent la religion de ce nom ; les sionistes veulent une installation des juifs d'un peu partout en Israël (souvent en chassant les Palestiniens). Définir les Juifs est plus délicat. Hitler avait des définitions délirantes et macabres. Netanyahu en a une autre, également raciste...

L

Laïcité

Rien de plus simple, chacun a le droit de croire ce qu'il veut, mais l'État ne reconnaît, ne soutient et ne finance aucun culte. Pourtant souvent, la laïcité est confondue avec l'anticléricalisme (lequel combat, avec plus ou moins de finesse, soit les Églises, soit les religions, ce qui n'est pas la même chose), voire – dernier avatar – avec la stigmatisation des musulmans en général. D'autres courants, au nom d'une « laïcité ouverte » ou d'une « laïcité positive » cherchent à réintroduire en contrebande le primat du curé, du rabbin ou de l'imam sur l'instituteur (le dossier de la revue en décembre 2015 sera consacré à ce sujet).

M

Management

Mot anglais qui vient du vieux français « mesnager », tenir les rênes d'un cheval. Aujourd'hui, vague synonyme du verbe « gérer », lui-même employé à toutes les sauces (on « gère » sa vie, ses relations, etc., voire on « gère » tout court), et suggère en particulier que toute organisation humaine (collectivité ou services publics en particulier) devrait être administrée comme une firme privée à but lucratif. L'inverse serait peut-être préférable...

Modernité

voir Archaïsme.

Modeste

Une personne de condition « modeste » est peu riche mais pas miséreuse, une personne « aisée » est assez riche mais pas trop. Jusque-là, rien de bien surnois, mais de nombreux politiciens, journalistes et gens d'affaires utilisent ces adjectifs pour refuser les allocations familiales, la gratuité de l'école ou de la santé à ceux qui ne sont pas vraiment pauvres. D'un autre côté, opposer les « modestes » aux « aisés », c'est aussi détourner le regard des vrais profiteurs.

Mutuelle

C'est, en principe, une banque ou une assurance sans but lucratif, fonctionnant de manière participative avec des règles démocratiques, avec un objectif social ; mais, de plus en plus souvent, le mot est détourné pour présenter sous un jour sympathique des compagnies privées à but très lucratif, vautours qui se jettent sur les lambeaux des services publics décapités ou dévitalisés.

P

Politiquement (in)correct

Anglicisme, qui s'est répandu en France à la fin du XX^e siècle et veut dire à peu près tout et son contraire. Pour des gens de gauche, il s'agit de dénoncer les euphémismes, les faux-fuyants, le conformisme ; pour ceux de droite, ce sont les acquis sociaux et certains droits qui sont en ligne de mire ; pour d'autres, cette expression sert surtout à se singulariser par telle ou telle provocation.

Populaire, populiste

Le premier est plutôt connoté positivement, bien qu'il soit très vague ; le second a eu un sens variable : en Amérique du sud, il a qualifié autant les très ambigus Juan et Eva Peron (en Argentine) que Vargas (au Brésil) relativement à gauche (surtout comparé aux dictatures sanglantes ultérieures) ; chez nous, il sert souvent à désigner l'extrême droite nationaliste et « beauf », mais aussi à suggérer une communauté de vues entre celle-ci et la gauche combative (Mélenchon = Le Pen !!!). Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

Pragmatique, pragmatisme

S'oppose à irréaliste, rêveur. Être efficace, avoir le sens du but, c'est évidemment une qualité, mais ces mots sont souvent utilisés pour justifier l'absence d'idéal, de principes, voire de scrupules ; les courants dominants du PS l'invoquent pour faire passer leur ralliement aux critères du monde des affaires. Voir *La Revue du projet*, n° 42, décembre 2014.

Progrès

Qui pourrait prôner la régression ? Il faut clairement se prononcer pour le progrès, mais le progrès de quoi ? Le progrès scientifique, le progrès technique, celui des mœurs, de la liberté, « le progrès de l'esprit humain » ? Tout cela ne va pas automatiquement de pair, comme l'ont montré les débats entre Voltaire, Rousseau et autres figures des Lumières, ou ceux sur le scientisme aux XIX^e et XX^e siècles. Rien ne dispense de considérer la question au concret.

Projet

Qui pourrait vivre sans projets ? Construire, aspirer à autre chose, avoir de l'imagination, quoi de mieux et de plus naturel ? Mais le mot a été détourné pour habituer les gens à ce qu'ils n'aient « droit » à rien et que tout se négocie avec les autorités et les pouvoirs. Ainsi a-t-on dit aux universitaires qu'il fallait « passer du réflexe des crédits à la culture du projet ». Décrypté : vous (les petits « pavloviens » qui n'avez ni maîtrise de l'intérêt général, ni conscience professionnelle), vous n'avez intrinsèquement droit à rien ; si vous voulez un peu d'argent pour travailler, rédigez des rapports, proposez des montages, mendiez et nous (les politiciens et les hommes d'affaires cultivés et connaisseurs des grands enjeux de société), nous déciderons en fonction de nos critères (voir l'article de Franck Lepage).

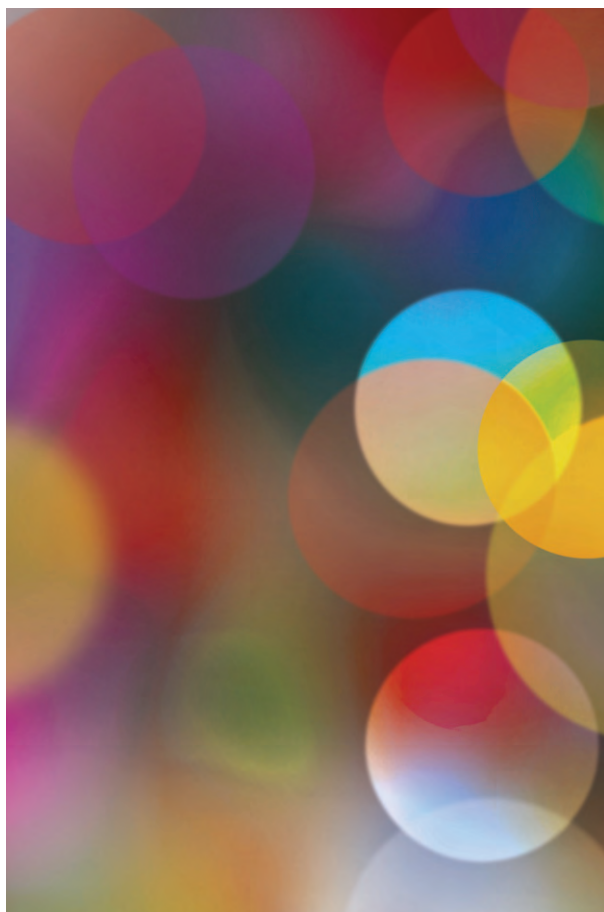
R

Radical

Qui va à la racine des problèmes. Mais en France le parti radical « valoisien », c'est la droite plus ou moins centriste ; les radicaux de gauche, c'est la droite de la gauche molle ; la gauche radicale signifie au contraire la gauche de la gauche (aussi bien en France qu'aux États-Unis) ; autrefois un « radical », c'était souvent un conservateur qui n'allait pas à la messe ; l'islamisme radical, ce sont les intégristes fanatiques.

Rigueur

Évidemment, il en faut, personne ne peut accepter trop de laxisme, ni un manque de rigueur intellectuelle. Ce mot a été mis à la mode par le gouvernement Mauroy dès mai 1982 en prélude à son tournant définitif et plus accentué de 1983. À l'époque le mot « austérité », qui visait les pauvres et non les riches, avait mauvaise presse et caractérisait la politique anti-sociale des gouvernements précédents Giscard-Barre, alors il a fallu en trouver un autre moins connoté, pour dire la même chose.



VERS UNE CONTRE-OFFENSIVE : DES ATELIERS DE DÉSINTOXICATION DU LANGAGE ?

Chacun a entendu parler des « conférences gesticulées » de Franck Lepage et de ses « ateliers de désintoxication du langage », où il ridiculise et décrypte les mots fourbes des politiciens et des dominateurs. Pourquoi et comment les mettre en place ?

PAR **FRANCK LEPAGE***

Ce que nous appelons « langue de bois », est une langue que nous n'utilisons pas dans la vie quotidienne. Lorsque nous invitons des amis à dîner, nous ne leur proposons pas de faire une soirée de lien social, ou un couscous interculturel. Cette langue structure nos relations

coordonnée, et surtout financée par la grande industrie, on travaille à faire passer dans les opinions publiques internationales, le projet fou et totalitaire de privatisation de la totalité des fonctions collectives. Ce projet naît dans l'immédiat après-guerre, autour de ce que l'on appelle l'école de Chicago, pour contrebalancer les politiques économiques keynésiennes basées sur de forts services

• Dans les années 1970, une première déclinaison se développe sous la théorie de la « gestion axée résultat » (GAR), qui consiste à dépolitiser complètement les problèmes, et à les énoncer d'une façon technique.

• Enfin, dans les années 1980, la « méthodologie de projet », traduction concrète des deux premières vagues, arrive. Le *projet* transforme tout ce qu'il touche en marchandises à l'insu de ceux qui, en toute bonne foi, pensent utile de planifier leur action, d'en prévoir le résultat et les étapes intermédiaires. En interdisant l'erreur, l'échec, le tâtonnement et l'expérimentation, le projet tue le désir. Il fabrique un produit.

Sur pression des États-Unis, au nom de la gestion axée résultat, l'ONU a modifié l'article 1 de sa charte. Il ne s'agit plus de la réduction des « inégalités » (objectif politique) dans le monde, mais de la réduction de la « pauvreté » (objectif technique) dans le monde, ce qui peut se réaliser en augmentant les inégalités. L'action internationale s'est traduite par huit objectifs concrets : les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Par exemple l'objectif de la réduction des inégalités hommes femmes, devient celui de la scolarisation de toutes les filles en primaire à l'horizon 2020. On voit bien, dans le cas de l'Arabie Saoudite où les filles sont scolarisées massivement dans le supérieur, que cela n'a aucune espèce d'incidence sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans ce pays. Dans les ateliers de désintoxication, nous prenons chacun de ces mots, et nous en décortiquons la manipulation. *Transparence, traçabilité, compétences, excellence, mutualisation, partenariat, développement, territoire, lien social, évaluation, objectifs*, sont des mots qui nous empêchent de penser. Il s'agit de comprendre collectivement comment ils organisent notre soumission à l'autorité, et nous aliènent, ce qu'ils remplacent, et de remettre le vocabulaire à sa juste place. Que signifie d'appeler « partenaire » une mairie qui ▶

« Pour détruire le syndicalisme (préoccupation du CNPF après 1968), il fallait rendre imprononçable – et donc impensable – la notion de métier (savoir-faire collectif), et la remplacer par la notion de compétence (savoir-être individuel). »

institutionnelles (CAF, Pôle emploi, etc.), nos relations politiques (l'interdiction faite à l'INSEE en 2008 par la cellule de communication de l'Élysée d'utiliser le terme de « récession » et l'obligation d'utiliser « croissance négative ») et surtout nos relations professionnelles ; elle modifie notre rapport au travail et le sens de nos métiers, comme l'a imaginé le patronat français à partir de l'année 1971 avec l'aide linguistique des Américains, venus expliquer – par exemple – que pour détruire le syndicalisme (préoccupation du CNPF après 1968), il fallait rendre imprononçable – et donc impensable – la notion de métier (savoir-faire collectif), et la remplacer par la notion de compétence (savoir-être individuel).

Cette langue est imaginée scientifiquement dans des *think-tanks* (laboratoires d'idées) : la fondation du Mont Pèlerin à Lausanne, l'institut Adam Smith, ou l'OCDE à Paris... (lire à ce propos le livre de Keith Dixon, *Les évangélistes du marché*, Collection Liber Raisons d'agir). Dans des lieux qui travaillent à la manipulation du langage dans une visée politique

publics, des politiques sociales redistributives, la création de la sécurité sociale, la généralisation des retraites, le statut de la fonction publique, les conventions collectives, les grandes nationalisations... On peut en voir aujourd'hui la plus effrayante expression dans le traité constitutionnel européen, refusé par référendum et imposé par la force : la notion même de « concurrence libre et non faussée » est l'expression d'une pure et simple destruction de ce qui fait civilisation entre nous (nous avons retiré au marché ce que nous considérons comme des fonctions collectives devant être assumées collectivement). C'est pourquoi il est temps de lancer une contre-offensive et c'est ce que nous faisons dans les ateliers de désintoxication de la langue de bois.

LES TROIS PHASES DE L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE

• Dans les années 1950, apparaît la théorie de la « rationalisation des choix budgétaires », qui repose sur l'idée apparemment logique qu'il ne faut pas gaspiller l'argent public – nous serons tous d'accord avec cette idée.

► finance une association et est en position de donneur d'ordre ? d'appeler « collaborateur » un salarié engagé dans un rapport de subordination ? Les neuro-linguistes savent que, lorsque des termes sont opposés à l'intérieur du même oxymore, tel que « croissance négative », « frappes chirurgicales », ou « égalité des chances », le cerveau humain décide de ne retenir que le mot positif. Il s'agit donc alors, dans notre tête, de croissance et non de récession, de soigner et non de tuer, d'égalité et non de chances.

LES PRINCIPALES CATÉGORIES DE LA LANGUE

- Les euphémismes : on ne dit plus un « handicapé », mais une « personne à mobilité réduite », faisant ainsi disparaître la dimension sociale du handicap au profit d'un simple problème technique. On ne dit plus un « nain », mais une « personne de petite taille ». Il serait alors logique de cesser de parler des « socialistes », mais plutôt de parler des « personnes de petites convictions ».
- Les antiphrases, tel que « plan de sauvegarde de l'emploi » pour un licenciement collectif.
- Les enjoliveurs tels qu'« hôtesse de caisse » à la place de caissière.
- Les anglicismes comme *coach* à la place de contremaître.
- Les sigles tels que les TS au lieu de suicide, RGPP au lieu de suppressions de fonctionnaires.
- Les hyperboles comme la « désinflation compétitive » pour le gel des salaires.

- Les pléonasmes comme « démocratie participative », ou « lien social ».
- Les oxymores tels qu'« égalité des chances », etc.

LUTTER CONTRE CE LANGAGE

Ces mots ont pour fonction de dissimuler une hiérarchie, de faire croire à une fausse égalité. Ils nous interdisent de penser les rapports sociaux de domination. Il devient difficile de résister au dominateur en question. Il est consternant d'entendre chaque

force. C'est ce que nous mettons en œuvre dans nos ateliers.

Il est aujourd'hui urgent de lutter contre ce langage. C'est difficile parce qu'il se présente sous les auspices du bon sens, parce qu'il recourt à un vocabulaire positif tel que Georges Orwell l'avait dessiné dans son roman *1984*, vocabulaire qui, en éliminant toute possibilité de désigner négativement un problème, fait disparaître la possibilité d'en nommer

« Un vocabulaire qui, en éliminant toute possibilité de désigner négativement un problème, fait disparaître la possibilité d'en nommer et donc d'en travailler les contradictions »

matin sur une radio de service publique telle que France Inter, que « selon les experts de l'OCDE (sic), le coût du travail est trop cher en France ». Nous ne pouvons pas compter sur les médias pour nous défendre, il faut nous défendre nous-mêmes. Nous devons refuser à l'école le « livret personnel de compétences » pour nos enfants. Nous devons refuser dans l'entreprise les « entretiens annuels de progrès ». Mais pour pouvoir les refuser, il nous faut repenser quoi mettre à la place. Cela ne peut se faire que collectivement. Individuellement ce langage nous aliène d'une façon plus efficace qu'une répression par la

et donc d'en travailler les contradictions. Si on ne peut plus travailler les contradictions, on n'est plus en démocratie, car la démocratie est précisément le travail des contradictions. Nous sommes tous experts de ce langage. Mobilisons notre intelligence collective. ■

***Franck Lepage** est militant d'éducation populaire, co-fondateur de la SCOP Le Pavé.

COMMENT RENDRE INVISIBLE LA DIFFÉRENCE ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ



Regardez ces deux inscriptions : même graphisme, même message central : « Grand Lyon, communauté urbaine ». Mais celle de gauche est une camionnette de la collectivité, la seconde d'une entreprise privée (Véolia, est-il écrit sur la portière de côté). Ainsi Véolia est-il paré du prestige désintéressé du public avec la bénédiction de M. Collomb. Il n'y a pas de « mensonge » et ça coûte moins cher qu'une campagne de pub.

LE PARLER CREUX DU PS

Une certaine vacuité du discours officiel est un élément important de la crise de la politique, laquelle est aussi une crise du langage politique, trop souvent un langage vide de sens, une langue morte. Vide et creux, mais évidemment pas sans orientation politique...

PAR **GÉRARD STREIFF***

En écoutant parfois le premier ministre, le Président également, on pense au spectacle de Franck Lepage, La langue de bois décryptée avec humour (voir l'article précédent). Comme dans un jeu de bonneteau, le militant-acteur propose au public une dizaine de mots-valises, qu'il mélange en tous sens pour improviser, à diverses reprises, un égal galimatias politicien. François

(avant Tsipras). Mais ce faisant, ils ont recours à des mots qui n'ont plus grand sens, qui ne parlent plus aux gens et qui effacent de l'imaginaire toute référence de gauche.

Cette démarche se retrouve dans de nombreuses interventions de Manuel Valls. Même dans son allocution devant l'Assemblée Nationale du 16 septembre 2014, où, pourtant, il s'efforçait de politiser sa parole et de donner des gages de gauche à ses députés perplexes. Mais, comme si son naturel revenait au galop, on

faut utiliser toutes les flexibilités du pacte de stabilité [...] », « une politique globale de la demande [...] », « vous avez engagé le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et le pacte de responsabilité et de solidarité et ces dispositifs commencent à produire leurs effets [...] », « le pacte est là pour créer des marges de manœuvre [...] », « le crédit impôt recherche, le programme d'investissement d'avenir, la BPI ont fait leurs preuves [...] », « réformer, c'est simplifier les normes... », etc.

« La gauche social-démocrate n'a plus de mots pour raconter l'Histoire. »

Hollande, Manuel Valls donnent souvent le sentiment de pratiquer une langue de bois au vocabulaire limité, qu'ils alignent dans un ordre légèrement différent selon l'assistance. Le premier ministre, pourtant, lorsqu'il arriva à Matignon aux lendemains de catastrophiques élections municipales, déclara devant l'Assemblée nationale, le 8 avril : « Beaucoup de nos compatriotes n'y croient plus. Ils ne nous entendent plus. La parole publique est devenue pour eux une langue morte. » Bien vu. Au même moment, sur le même sujet, le nouveau premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, faisait mine de gronder : « Je demande aux socialistes de faire un effort : le jargon technocratique, ça suffit ! » Bravo ! Claude Bartolone ne disait pas autre chose en critiquant la « gestionnisme aiguë » de nombre de ses compères. Mais ces autocritiques et mises en garde ont-elles servi à quelque chose ? À l'Élysée, à Matignon, dans les ministères, tout ce petit monde a replongé avec délice dans une phraséologie techniciste et (apparemment) dépolitisée. Réflexe de technocrates ? Sans doute. Volonté de parer la réalité d'une illusion de scientificité ? Aussi. Soumission à une doxa européenne ultralibérale ? Également. Le parler creux est enfant du sabir européiste dont usent et abusent les technos, de Stockholm à Athènes

entendait surtout un premier ministre déployer avec gourmandise des perles du genre : « nous adaptons le rythme de réduction des déficits [...] », « la loi stimulera l'investissement en rendant plus stable l'environnement réglementaire [...] », « il

DES PROPOS D'EXPERT COMPTABLE

A qui s'adresse-t-on ici ? aux Français dans la profondeur du pays ? aux marchés financiers ? à la technostructure européenne ? à un jury de l'ENA ? C'est un peu comme si le cabinet du premier ministre parlait au cabinet du premier ministre. Ces propos d'expert-comptable sont inaudibles pour le plus grand nombre. La politique, c'est un constat, un projet, un rêve aussi. Ici, ces mots ne font plus sens, ils sont inintelligibles, ils ne parlent ▶

DES COQUILLES VIDES

EXTRAIT

Le « mal-langage » politique a contaminé l'ensemble de l'échiquier partidaire et standardisé des discours, davantage cliqués par le passé. Un phénomène provoqué largement par la fin des batailles idéologiques à partir des années 1990, et renforcé depuis par les mutations médiatiques de l'information en continu et du tweet, qui réclament une expression « à chaud » et calibrée, au risque de se limiter parfois à des slogans ou à des mots-valises. Combien de fois au cours de ces dernières années n'a-t-on pas entendu un-une responsable « en situation » expliquer « les yeux dans les yeux » que le pays était « à la croisée des chemins » ou affirmer que telle « réforme d'ampleur » était « la mère de toutes les batailles » (...) Ces mots, forts en apparence, ont en réalité perdu de leur substance au fil du temps :

des coquilles vides rendant leurs locuteurs inaudibles par les Français qui éprouvent de plus en plus de défiance envers leurs dirigeants. Quand cette politique qui s'exprime en bannissant toute aspérité est menée par la gauche, l'effet social et démocratique n'en est que plus désastreux, car « l'histoire de la gauche est jalonnée de marqueurs très forts dans le vocabulaire et leur disparition n'en est que plus spectaculaire » explique l'historien Christian Delporte, auteur de *Une histoire de la langue de bois* (Flammarion, 2009), qui remarque que « le PS ne parle plus depuis longtemps des ouvriers ni même des travailleurs, mais des salariés noyés dans le grand ensemble flou des classes moyennes ».

Bastien Bonnefous, « La politique à bout de souffle », *Le Monde*, 20 octobre 2014

► pas à l'opinion. C'est une ultime version d'une novlangue désincarnée qui ne peut que détourner le citoyen du politique, quand il ne le pousse pas dans les bras de la droite ou de populistes à la Le Pen ou la Zemmour dont les propos, en comparaison, sont limpides.

Valls voulait parler vrai, il parle souvent creux. Pour le chercheur Gaël Brustier, auteur de *Voyage au bout de la droite*, 2010, et de *La guerre culturelle aura bien lieu*, 2011 (Mille et une nuits) : « Un discours politique, c'est à la fois une vision de l'Histoire à long terme et des mots qui s'incarnent dans le réel et l'imaginaire immé-

diat des citoyens. Or le vallsisme n'est pas un corps idéologique très élaboré, Manuel Valls réagit plus à l'actualité qu'il ne dessine le futur. Il s'inscrit dans un social-conservatisme qui invoque les seules valeurs républicaines pour résoudre les problèmes économiques et sociaux ».

C'est un peu comme si cette social-démocratie française avait renoncé à donner une lecture du monde, et du pays, reprenant quelques mots en vogue, le « terrorisme » pour ce qui concerne l'international, « les coûts » et « les charges » pour le terrain français. En somme, elle laisse la droite donner le ton, le sens de la marche.

« Les mots du PS sont des balles à blanc face aux droites décomplexées. Les socialistes sont des pitbulls entre eux mais des moutons face aux droites », ajoute Gaël Brustier. La gauche social-démocrate n'a plus de mots pour raconter l'Histoire. Pour Christian Delporte (voir ci-dessus), « le changement de vocabulaire (du pouvoir) est autant la conséquence que la cause de son changement de politique ». ■

*Gérard Streiff est responsable des rubriques Combat d'idées et Sondages.



« L'EFFRONTÉE NATIONALE » OU COMMENT LES JOURNAUX FONT DE LA PUBLICITÉ AU FN

« Effrontée », « star », « complexée », « sécuriser », « molécule pure », « ligne politique » : des mots innocents pour présenter la nouvelle étoile montante du Front national ?

PAR CAMILLE DUCROT*

L' *Express* a publié le 18 mars dernier un article de huit pages sur Marion Maréchal-Le Pen. En couverture de son numéro, une superbe photo et un titre, qui nous semble positif : « L'effrontée nationale ». Celle qui sait faire preuve d'une insolence salvatrice, à la fois dans l'Assemblée nationale et dans le Front national ? Ou, comme *l'Express* le dit, celle qui lance sans cesse des polémiques et concurrence sa tante ? Comment ce magazine – pourtant défini par son directeur Christophe Barbier comme n'étant « ni de droite, ni de gauche, au-dessus de la mêlée » – peut-il faire l'apologie de l'élue FN du Vaucluse ? Analyse.

MARION MARÉCHAL-LE PEN, UNE STAR COMPLEXÉE

Marion Maréchal-Le Pen est une « star », une vedette au même titre que les acteurs et les chanteurs. Ainsi, nous saurons tout dans cet article sur ses « jeans bien coupés » accordés à ses bottes, ou sur ses cheveux longs, joliment repoussés sur le côté. Et comme il est de notoriété publique, lorsqu'une star daigne faire son apparition, dans

sa riche voiture aux vitres teintées, après s'être fait attendre, on ne voit qu'elle et on l'acclame. Il ne reste qu'à imaginer le tapis rouge.

Pourtant les journalistes font attention à la rendre humaine, un peu de proximité avec le quidam moyen ne nuit pas : Marion Maréchal-Le Pen est « complexée », adjectif bien utile pour attirer l'attention de la femme qui s'occupe de son tour de taille à force de trop manger de publicités ou qui se sent inutile et idiote en société. Complexée par sa voix (cela reste acceptable) ou par la crainte de rater ses multiples interviews. Elle est « capable de stresser une nuit entière » avant un passage à la radio ! Humaine, trop humaine.

Humaine, elle l'est encore lorsque le journaliste décrit le harcèlement dont elle était l'objet à l'école publique avant de finir sa scolarité dans le privé catholique pour se « sécuriser ». Le passage d'une école à l'autre devient ainsi une nécessité pour le bien-être de l'enfant, et pas un mouvement réalisé par conviction politique et religieuse... Ou encore lorsqu'elle voit le secret du nom de son père biologique sortir dans la

presse. Elle est alors soutenue par des politiques de tous bords, ce qui souligne une forme de popularité.

MARION MARÉCHAL-LE PEN, UNE HÉRITIÈRE DE LA TRADITION LEPÉNISTE

Si le mot « héritière » n'apparaît pas dans l'article, c'est pourtant l'idée qui traverse tout le texte. À l'aide de nombreuses citations de son grand-père et de leurs proches, Marion Maréchal-Le Pen est située dans la hiérarchie familiale : elle devient alors discrète puisque son frère est, à l'opposé, « fort en gueule », expression tellement négative qu'elle la sanctifie encore un peu plus. Mais aussi classique, face à sa mère qui est « baba cool », entendez pas vraiment militante, et non pas élèveuse de moutons dans le Larzac. Ou encore « pure » face à une Marine Le Pen amollie par Florian Philippot. Pour être exact, le journaliste parle de « la composition de la molécule de Marion Maréchal-Le Pen » qui est « bien plus pure » que celle de sa tante : c'est-à-dire qu'elle est dans la tradition de Jean-Marie Le Pen auquel son nom est maintes fois accolé et elle est plus honnête que sa tante qui diabolise le parti en le dénaturant.

Car évidemment, la politique, pour le journaliste, c'est dans les gènes. Non content de récupérer la diatribe de la députée sur « l'aristocratie Le Pen » où l'on entre en politique de génération en génération comme on entrait dans l'armée, l'article ajoute qu'elle aurait « réveillé le logiciel qui sommeillait en elle ». En effet, préexistait en Marion Maréchal-Le Pen l'outil lui permettant de construire une vision politique du monde. Nul besoin de le construire, malgré une éducation très catholique et une famille très engagée. Bourdieu doit se retourner dans sa tombe.

Le journaliste ne nous épargne finalement pas le laïus sur ce nouveau « métier » qui révulse un peu la députée tant il peut contrarier... la vie de famille. Ce qui fait qu'elle essaie le plus possible d'établir un équilibre et de ne pas trop s'investir au FN tout en songeant à se présenter aux régionales.

MARION MARÉCHAL-LE PEN, UNE « LIGNE POLITIQUE » DIFFÉRENTE

De politique, il n'est pourtant pas trop question. Le mot « programme » est habilement remplacé par l'expression de « ligne politique », tellement plus floue qu'elle peut contenir assez largement les envolées de l'élue. Contre les « banlieues chouinantes », les demandeurs d'asile à huer, la gauche qui subventionne les mosquées plutôt que les paysans, ou en faveur de la reconnaissance du génocide vendéen. Cela comprend également le catholicisme pratiqué en latin, ou encore la volonté d'un large rassemblement à droite.

Parlons plutôt de stratégie, ou même de guerre : Marion Maréchal-Le Pen devient « chef de bande », à la tête de « maigres troupes » qui veulent en « découdre » avec Marine Le Pen à laquelle elle est opposée tout au long de l'article. Il est bien plus vendeur de réaliser un feuilleton à la *Game of Thrones* que de présenter un programme politique.

Pour conclure, ne nous trompons pas, si cet article nous paraît hagiographique, certains militants d'extrême droite ont été largement offusqués de sa publication. Comme quoi les mots ne sont pas interprétés de la même manière partout... ■

*Camille Ducrot est responsable de la rubrique Lire.



JARGON SYNDICAL

Les mots piégés ne sont pas seulement ceux de l'adversaire, ce sont aussi ceux d'un jargon d'initiés de bonne volonté qui ne se rendent pas compte qu'ils sont incompréhensibles au commun des mortels. Voici une concentration de deux communiqués syndicaux, certes un peu arrangés par nos soins, qui l'illustrera.

Après avoir supprimé la PFR, le gouvernement présentait le 6 novembre 2013 au CSFP un texte sur la mise en œuvre du RIFSEEP*. Malgré l'opposition générale, le gouvernement a publié le 20 mai 2014 le décret 2014-513 portant création du RIFSEEP, puis le 5 décembre 2014 la circulaire afférente. Des dates butoirs ont été fixées pour les personnels de l'AENES et les ITRF. Le RIFSEEP reprend l'idée centrale de la PFR avec une partie IFSE et une autre CIA. La CA du SGASOTEN, le CSN du SNAIASU et le BN du SNASUB appellent en conséquence au boycott des CTP, des CPE et CAPA de l'INSERM, de l'IFFSTAR (ex-INRETS et LCPC), de l'INRIA, et de tous les EPST, mais aussi à celles des EPIC. Ce mouvement doit s'étendre à l'ESR.

Déjà, il y a quatorze ans, la LOLF, présentée comme une pièce maîtresse dans les relations entre pouvoirs constitués, remplaçant l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959, prétendant une logique de performance de la gestion publique

d'une part, et d'autre part une transparence de l'information budgétaire, instaurait des PAP, évalués par des RAP, et imposait une nomenclature budgétaire par destination des dépenses. La fongibilité asymétrique, qu'elle impliquait, portait un coup à notre statut. Il y a huit ans, la RGPP, aujourd'hui remplacée par la MAP, prétendant s'inscrire dans un paysage administratif profondément remanié, n'était qu'une structure calquée sur une logique essentiellement comptable et un plan social déguisé. Aujourd'hui, les DUP, visant à remplacer les CE, les DP et les CHSCT, ont pour but d'affaiblir notre juste représentation. Ces politiques anti-sociales doivent cesser.

NON À LA FONGIBILITÉ ASYMETRIQUE, NON À LA MAP, NON AUX DUP, NON AU RIFSEEP !

*Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

LES MOTS PIÉGÉS DU JOURNALISME

Par temps de mobilisation sociale, durant une campagne électorale, au cours d'un conflit armé ou pendant les Jeux Olympiques, les journalistes utilisent souvent un vocabulaire simplificateur et abusent parfois de mots inopportuns. Et quand ces tics de langage récidivent, sans être corrigés, ils travestissent la lecture des événements.

PAR **MATHIAS REYMOND***

Ce n'est pas une découverte : les grands média restreignent le champ des possibles. Les débats sont encadrés et, hors d'un périmètre bien clôturé, la discussion n'est plus possible. Si le choix des sujets d'actualité (ce dont on doit parler) est clairement orienté en fonction d'intérêts

libérales, les autres – celles qui demandent plus d'État, plus de fonctionnaires, moins de marché – ne sont que des projets « archaïques ». Quand une réforme proposée est imposée, cela s'appelle « LA réforme » (voir Henri Maler et Mathias Reymond, *Médias et mobilisations sociales*, Syllepse, 2007). Et s'opposer à cette réforme devient : le « refus de la réforme ». Ainsi, il ne faut plus dire : « les travailleurs com-

désagréments (la « galère ») que subissent les usagers, non à l'intransigeance du gouvernement, mais à l'obstination des grévistes. « Victimes » des grèves, les « otages » sont d'excellents « clients » pour les micros-trottoirs : tout reportage se doit de les présenter comme excédés ou résignés.

Lors des interventions militaires occidentales, le vocabulaire choisi est également révélateur. Ainsi, durant le récent conflit en Libye, il fut question par exemple des « frappes » (voir Julien Salingue, *Lexique médiatique de la guerre de Libye*, (site Internet d'Acrimed, 28 mars 2011). Ce terme désigne en réalité les bombardements effectués par « les alliés » : cela ne fait aucun doute, les « alliés » ne bombardent pas, ils « frappent ». Ils « frappent » la Libye, comme d'autres « frappent » à la porte, « frappent » un ballon de football ou se « frappent » dans les mains. On parle pourtant bien de centaines de missiles. Mais chacun avouera que le terme « frappes » n'est pas aussi négativement connoté que le mot « bombardements » : « Libye. Les frappes militaires devraient baisser d'intensité, selon les USA » (site

« La pression subie, la précarité réelle, ne doivent pas faire oublier que les journalistes ont une part de responsabilité dans le choix des mots comme dans la formation des esprits, dans la diffusion de la culture et du savoir. »

mercantiles, politiques, idéologiques ou simplement culturels, la manière d'en parler (ce qu'il faut penser) relève d'une forme de propagande. Les média de parti pris (dans la presse écrite), les chroniqueurs et les éditorialistes n'hésitent pas à jouer ce rôle de prescripteur – sans forcément s'en cacher. Par contre, les média de masse (les chaînes de télévision et les grandes radios) présentent l'information, en sélectionnant les sujets, mais en les traitant avec une neutralité apparente. Toutefois, le choix des mots concourt à faire passer un message et à raconter une histoire selon un point de vue... qui n'est pas neutre.

UN LANGAGE SIMPLIFICATEUR

Comme l'expliquent Henri Maler et Philippe Monti, *Lexique pour temps d'Europe et de Référendum*, (site Internet d'Acrimed, 13 juin 2005), dès lors qu'il s'agit d'économie et de social, les éditorialistes vedettes vont faire preuve de « pédagogie », afin d'enseigner aux ignorants, non ce qu'ils ne savent pas, mais ce qu'ils doivent savoir : toute la vérité sur les bienfaits du gouvernement, par exemple. En effet, il n'est de bonnes « réformes » que

battent les politiques libérales qui favorisent chaque jour davantage les revenus du capital et dissolvent l'État social ». Mais écrire, comme l'a fait *Le Monde* : « Une autre chose dont on peut être sûr – et qui nourrit l'antienne d'un pays impossible à réformer, c'est la nature difficile des rapports sociaux en France. La conflictualité l'emporte sur le consensus. Vieil héritage de la culture ouvrière revendicative du XIX^e siècle du côté des organisations syndicales, crispées sur la défense des droits acquis. » (7 juin 2005) Il y a quelques années, l'émission *Mots croisés* sur France 2 s'interrogeait benoîtement : « Pourquoi est-il impossible de réformer la France ? ». Et si la « réforme » passe, c'est que la « pédagogie » (et non la force) a triomphé, comme s'en félicitait par avance *Challenges* (13 septembre 2007) à propos de la « réforme des régimes spéciaux » : « Si [...] cette réforme passait sans coup férir, ce serait le signal que la pédagogie finit toujours par triompher ».

On retrouve ce langage réducteur et caricatural dès que les grèves bloquent les usagers souvent « pris en otage ». Ce terme – « otage » – est particulièrement approprié pour attribuer les

« Le choix des mots concourt à faire passer un message et à raconter une histoire selon un point de vue... qui n'est pas neutre. »

Internet de *Ouest France*, 22 mars 2011) ; « Libye : frappes françaises en suspens » (dépêche AFP, 21 mars 2011) ; « Le pétrole recule légèrement, malgré la poursuite des frappes en Libye » (site Internet du *Parisien*, 22 mars 2011) ; etc.

Quant à Kadhafi et ses forces armées, ils ne « frappent » pas, ils « pilonnent » : « Kadhafi pilonne la population civile »

(site Internet de France info, 16 mars 2011) ; « Libye : les pro-Kadhafi pilonnent Zenten » (dépêche AFP, 19 mars 2011) ; « Les forces pro-Kadhafi [...] ont notamment pilonné la ville pétrolière de Ras Lanouf » (*Libération*, 11 mars 2011) ; etc. Ce Kadhafi ne respecte décidément rien. Il aurait pu se contenter d'opérer, comme les « alliés », des « frappes ». Des « frappes », dont on nous assure qu'elles sont « ciblées ».

UN OUTIL DE PROPAGANDE

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini également sur d'autres thèmes, mais force est de constater qu'en triant ainsi les mots, les journalistes contribuent à écrire une version biaisée de l'actualité et des événements qu'ils commentent. Ainsi le langage journalistique est un outil – parmi d'autres – de propagande. En s'intéressant aux analyses prodiguées par les éditorialistes et chroniqueurs vedettes,

Thierry Guilbert – spécialiste des sciences du langage – montre (dans *L'évidence du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2011) le processus de construction du discours néolibéral dans la presse écrite. Il insiste particulièrement sur l'usage et le sens des mots utilisés car, explique-t-il en s'inspirant de Michel Foucault, « ce sont les acteurs et les journalistes qui font exister un "fait brut" en tant qu'événement. L'événement n'est donc pas un fait, mais la mise en mot de ce fait ».

Pourtant cette « mise en mot » des faits n'est pas le produit des seuls prescripteurs d'opinion et concerne l'ensemble de la profession. Elle apparaît dès la formation des journalistes auxquels on enseigne comment faire court et vite en utilisant des termes simples. Puis elle se poursuit dans les rédactions dont le modèle d'écriture de l'in-

formation est trop souvent calqué sur celui de BFMTV. Enfin, conditionnés par la concurrence, les média produisent des reportages comme d'autres « tweetent », en 140 signes... (voir *L'Humanité*, 20 avril 2015). Ces journalistes inconnus, ces reporters inconnus, ont toutes les excuses du monde, à faire mal leur travail. Mais la pression subie, la précarité réelle, ne doivent pas faire oublier que les journalistes ont une part de responsabilité dans le choix des mots comme dans la formation des esprits, dans la diffusion de la culture et du savoir. Et cette responsabilité mérite une exigence sans faille. ■

***Mathias Reymond** est co-animateur d'Acrimed (Action-Critique-Médias).

LES MOTS DU MANAGEMENT EN ÉDUCATION

« Gérer les flux », « gouvernance », « pilotage », « compétence » : la « managerialisation » de l'Éducation nationale est en marche, même si on est encore loin d'y avoir atteint le niveau d'autres services publics ou ex-publics, comme Pôle emploi...

PAR **BASILE DUCERF***

Les pratiques éducatives et administratives qui encadrent l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur sont désormais progressivement orientées par des concepts provenant du monde de la gestion et du *management*. Flexibilité, décentralisation, dérégulation, autonomie, marchandisation, efficacité, capital humain etc. sont au rendez-vous. La sociologie n'a-t-elle pas pour but de mettre en lumière ce dont nous n'avons pas clairement conscience ? Observons donc dans quels mots de l'éducation se cache la logique de marché et de *management*. Les enseignants s'en amusent parfois : un « référentiel bondissant » est alors une boutade pour désigner un ballon. Malheureusement la situation n'est pas à prendre à la légère : aujourd'hui la communauté pédagogique utilise allégrement un langage du *management* appliqué à l'éducation. Parler de

« hiérarchie centrale et de soumission à l'administration » comme dans les années soixante ou bien de « piloter un projet d'établissement, maintenant autonome, et d'évaluer les objectifs détaillés en compétences pour une plus grande transparence (sic) et efficacité » n'implique certes pas le même langage, mais surtout transforme les pratiques éducatives sur le terrain : les

pratiques et par conséquent idéologique, dérégulation et affaiblissement du pouvoir central menés tambours battants. En voici trois exemples.

Gérer les flux

À la suite des 80 % au bac de Jean-Pierre Chevènement, les établissements du secondaire et du supérieur

« Les politiques publiques, organisées nationalement, ont disparu au profit d'une mise en concurrence des pratiques. »

politiques publiques, organisées nationalement, ont disparu au profit d'une mise en concurrence des pratiques. Changer ces mots, c'est transformer toute la structure de l'Éducation nationale : changement sémant-

ont été les acteurs principaux de la démocratisation scolaire qui s'est traduite par une explosion du nombre d'inscriptions. Comment intégrer dans les structures existantes ces nouveaux étudiants ? Recruter plus ►

de personnels ? Non, il était préférable de « dégraisser le mammoth ». Les politiques éducatives tentent alors de résoudre ce problème en libéralisant les structures éducatives. Il y a beaucoup plus d'étudiants ? Réponse : il faut « gérer ces flux ». Les établissements, sous la contrainte de cette massification, doivent donc « gérer des flux » d'élèves et d'étudiants. Outre les nouvelles difficultés que vont rencontrer tous les acteurs du système d'éducation nationale et supérieure, la boîte de Pandore a été ouverte. « Gérer des flux » d'étudiants ne donne aucune indication concernant les buts ni les contenus de leurs apprentissages. Par contre, qui dit plus de demandes d'inscription, dit opportunité de profit. Voici que l'offre de formations supérieures se démultiplie. Le marché de l'éducation s'impose. Le mouvement de déconstruction du système d'éducation français par l'idéologie néolibérale s'est amorcé à ce moment-là.

Gouvernance/pilotage

Concernant l'enseignement public, le changement sémantique managérial s'est accéléré avec la mise en place de l'autonomie des établissements scolaires et universitaires (Réformes Fillon 2005, poursuivies par Gilles De Robien, Xavier Darcos, Luc Chatel et surtout par Valérie Pécresse). Il ne s'agit plus de diriger les établissements en fonction des décisions nationales mais de faire preuve de « gouvernance » en pilotant les établissements. La « gouvernance », c'est agir en collaboration avec des partenaires égaux (sic) pour une prise de décision optimale. Comment cette gouvernance s'opère-t-elle ? Grâce au pilotage par les résultats. (Voir l'article sur « La Gouvernance » dans *La Revue du projet*, n° 24).

Nous voici au cœur des logiques de marché :

- moins de contrôle grâce à l'autonomie,
- moins de contestation de la hiérarchie dans un système de « gouvernance » puisque la notion de hiérarchie a vocation à disparaître,
- injonction à l'efficacité (ou efficience) grâce au pilotage.

L'éducation devient quantifiable par des indicateurs de résultats. Le culte de la performance frappe tous les établissements. Il s'agit de se faire bien voir des recteurs et bénéficier de plus de moyens financiers, mais aussi de palmarès qui font régulièrement la couverture, par exemple, de *L'Express*,

afin d'attirer une population d'élèves déjà en réussite. Piloter par les résultats ne revient-il pas plutôt à naviguer à l'aveugle ? Orienter ses actions en fonction de ce qui fonctionne (ce qui se vend) est une logique de marché. L'éducation à la française était, à l'inverse, une prise de décision (pédagogique) en fonction de ce qui réduit les inégalités sociales, économiques, territoriales etc. Les inspecteurs d'académie ont d'ailleurs fait les frais de ce changement sémantique. Eux qui garantissent l'égalité de l'éducation sur l'ensemble du territoire national se sont vus fortement remis en cause dans cette logique d'autonomisation. Leur existence même a été menacée puisque, si les établissements ont

de fragmenter les apprentissages, de déconnecter les savoir-faire des savoirs qui leur donnent sens, et de développer un enseignement de moins en moins émancipateur et de plus en plus inégalitaire. Elle est étroitement liée à une autre notion clé des politiques libérales : l'employabilité. Elle a été diffusée dans les milieux pédagogiques, non pas par des pédagogues, mais par l'OCDE. Elle a pour but de répondre aux « attentes du patronat pour lequel il est urgent d'étendre les savoir agir » (Crahay). Les enseignants travaillent-ils pour le patronat ? Dans un sens oui, puisque fixer comme finalité d'apprentissage la « résolution de problème en mobilisant des compétences transférables »

« La notion de « compétence » a permis de fragmenter les apprentissages, de déconnecter les savoir-faire des savoirs qui leur donnent sens, et de développer un enseignement de moins en moins émancipateur et de plus en plus inégalitaire. »

vocation à devenir autonomes, pourquoi ne pas conférer leur pouvoir d'évaluation des enseignants et du respect des programmes aux chefs d'établissement ? La « gouvernance » et le pilotage sont bien des transformations langagières de dérégulation latente de notre système d'éducation.

Compétences

Terminons avec le mot qui a fait le plus polémique dans le milieu enseignant. Le terme de « compétence » fait référence aux aptitudes, savoir-faire et savoir-être de l'élève. Ces aptitudes sont censées être transférables, c'est-à-dire utilisables d'une matière à une autre, d'un contexte à l'autre. Savoir analyser un tableau statistique, par exemple, est transférable en classe d'histoire-géographie, économie-sociologie et physique-chimie. Être capable d'utiliser un ordinateur et des outils de bureautique et de communication sera transférable dans une multitude de contextes différents. En soi, dans un bon état d'esprit, ce pourrait être un atout. Alors pourquoi y a-t-il eu tant de débats autour de ce changement de langage ?

La notion de « compétence » a permis

était une demande expresse des dirigeants économiques.

Avec ces termes de « compétences » et « d'employabilité », l'école est donc sommée de s'adapter au marché du travail au lieu de donner les moyens aux futurs travailleurs et citoyens de le transformer ; de former des exécutants dociles au lieu de travailleurs émancipés, capables d'agir sur leur travail. Nous sommes bien loin des principes d'éducation populaire et humaniste visant l'éducation politique pour tous, la réduction des inégalités, la lutte contre l'obscurantisme et l'émancipation individuelle de toute forme d'autorité. Les enseignants ont-ils d'ailleurs remarqué que ces dernières expressions avaient déjà disparu des circulaires ? ■

*Basile Ducerf est professeur de sciences économiques et sociales. Il enseigne au lycée Jean-Paul Sartre à Bron..



OUVRIER : UN MOT DEVENU HONTEUX ?

Quand un jeune *ouvrier* se présente aujourd'hui, il est rare qu'il emploie ce terme même. La réponse à cette question banale « que fais-tu dans la vie ? » révèle la présence quotidienne des rapports de classe, notamment lors d'échanges entre personnes de milieux sociaux différents.

PAR **MARTIN THIBAUT***

Avoir honte de dire ce que l'on fait ou « botter en touche » pour ne pas avouer aux autres (en même temps qu'à soi-même) la réalité de sa condition montre que l'on a intériorisé une certaine hiérarchisation des professions, elle-même fruit de constructions socialement situées. Ainsi, par exemple, pour un jeune ouvrier, avoir du mal à se dire « ouvrier » dans un échange avec une jeune femme issue des classes moyennes, traduit deux choses. D'un côté, un contexte de « dévalorisation symbolique » de cette catégorie sociale particulièrement prégnant depuis les années 1980-1990. De l'autre, l'intériorisation de ces grilles de lecture dominantes par les jeunes générations qui ont grandi dans des familles ouvrières « après la classe ouvrière » (pour reprendre la formule de Stéphane Beaud et Michel Pialoux),

notamment dans un contexte où l'allongement de la scolarité, même limité, peut tendre à distordre les représentations du groupe d'origine. Et ce, d'autant plus, quand le monde ouvrier a parallèlement perdu progressivement le pouvoir de définir le monde selon ses propres intérêts, ce qui s'était avéré pendant longtemps relativement protecteur à l'égard des représentations dominantes.

« SE VOIR AVEC LES YEUX DES AUTRES »

Une particularité très forte des jeunes ouvriers aujourd'hui, notamment ceux qui ont acquis une certaine qualification et ont de ce fait passé un certain temps à l'école, tient dans cette manière de se percevoir. Comme 40 % des enfants qui grandissent de nos jours dans une famille où un parent au moins est ouvrier, ils pensaient souvent pouvoir accéder à une meilleure condition – encouragés en cela par leurs parents eux-mêmes. Or,

si les possibilités de sortir de leur classe restent en réalité limitées, ce prolongement de la scolarité au moment où le monde ouvrier est particulièrement touché par des crises multiples (et notamment une crise de représentation), tend à les voir adopter sur eux-mêmes une perception avec « les yeux des autres » selon la formule de Bourdieu.

Qu'ils adoptent un point de vue méprisant sur le groupe pour mieux s'en démarquer, se considèrent comme des « oubliés », refusent de porter le bleu de travail, déplorent de ne pas travailler en « costard-cravate » et de ne pas faire partie des classes moyennes « comme tout le monde », ou pensent être méprisés lors de relations avec d'autres milieux sociaux ; dans toutes ces situations, ils donnent à voir l'intériorisation de schèmes de lectures dominantes sur eux-mêmes qui suscitent une certaine douleur et justifient de vouloir se présenter autrement. ►

► LA PERTE D'INSTRUMENTS DE DÉFENSE SYMBOLIQUE

Le Parti communiste, notamment, a longtemps promu la parole ouvrière dans l'espace public et permis une représentation de sa condition autonome et construite politiquement, mais le revirement symbolique des années 1980 a laissé le groupe sans moyen de se défendre face aux représentations dominantes dans les champs politique et médiatique. Il n'y a aujourd'hui plus qu'un seul ouvrier à l'Assemblée nationale, par exemple, pour près de 6 millions d'ouvriers, ce qui illustre leur « invisibilisation » et leur exclusion pérenne des lieux de pouvoir !

La perte de visibilité, également médiatique, des ouvriers dans les années 1980 s'est accentuée au début des années 1990, annonçant la fin d'un monde. Par exemple, le 25 avril 1990, *Libération* se demandait « Que sont les prolétaires devenus ? », le 24 juin 1992, *Le Monde* s'interrogeait sur « l'avenir ouvrier ». *Télérama* faisait écho à « La Marche du siècle » (FR3) dont une émission était consacrée au « déclin de la classe ouvrière ». Le 11 novembre 1992, un nouveau dossier du *Monde* était consacré au « modèle ouvrier en déshérence ».

Au début des années 2000, leur retour sur le devant de la scène semblait les renvoyer un peu plus dans le passé, par la médiatisation d'ouvriers qui perdaient leurs emplois, victimes des délocalisations. Ceci occultait, au passage, la présence d'un nombre grandissant d'ouvriers dans le secteur tertiaire : près d'un ouvrier sur deux y travaille aujourd'hui, ce qui en fait le secteur regroupant le plus d'ouvriers, devant l'industrie pour un bon tiers et environ 15 % dans le BTP. Eux qui semblaient avoir disparu réapparais-

saient ainsi « muséifiés », semblant appartenir encore un peu plus à un monde « vieux » et « dépassé », ce qu'illustre cette visibilité symptomatique des ouvriers une fois qu'ils avaient perdu leur emploi. Pourtant, aujourd'hui, un quart des ouvriers a

tembre 2009) où les ouvriers et les employés sont majoritaires. Le discours dominant opère ainsi comme prophétie auto-réalisatrice non pas sur le réel mais sur les représentations du réel pour des jeunes qui vont entrer dans la condition ouvrière alors

« Aujourd'hui, un quart des ouvriers a moins de 30 ans, ce qui en fait le groupe le plus jeune et loin devant les cadres (dont seul un sur huit a moins de 30 ans) pourtant supposés "jeunes et dynamiques". »

moins de 30 ans, ce qui en fait le groupe le plus jeune et loin devant les cadres (dont seul un sur huit a moins de 30 ans) pourtant supposés « jeunes et dynamiques ».

MIRAGE DES CLASSES MOYENNES ET ÉROSION DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Dans ce contexte, à mesure que les scolarités ouvrières s'allongeaient, même de manière limitée, sous l'effet de la politique des 80 % au bac, les enfants d'ouvriers ont eu progressivement tendance à voir leur condition d'origine comme un repoussoir et un monde en déclin. Contre cette figure ouvrière, ils souhaitent appartenir aux « classes moyennes », ce mirage annoncé malgré la permanence d'une société de classes (voir Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La vie des idées.fr*, 22 sep-

qu'ils rêvaient d'y échapper et qui, en ayant été souvent scolarisés davantage que leurs parents, pensaient légitimement pouvoir avoir droit à un autre destin que celui de la reproduction.

Au final, la perméabilité aux représentations dominantes des jeunes ouvriers illustre un écartèlement plus général des classes populaires contemporaines. Dans ce contexte, on comprend aisément la difficulté pour ces jeunes d'intérioriser une conscience de classe commune avec leur groupe d'origine quand ils ont trop espéré s'en évader et qu'ils ne semblent jamais totalement fermer la porte de leurs espoirs initiaux d'appartenir à un autre monde... ■

***Martin Thibault** est sociologue. Il est maître de conférences en sociologie à l'université de Limoges.

JARGON MUNICIPAL

Le vocabulaire d'initiés municipaux, pourtant élus de proximité ou fonctionnaires territoriaux, éloigne souvent le bas peuple de la compréhension des choses les plus simples. En voici une petite caricature, à peine imaginaire, élaborée avec quelques agents territoriaux amusés.

En vue du DOB, nous avons réuni les comités techniques, les comités de pilotage, de suivi et d'évaluation. Vu la convention d'objectifs, le PLU, les ZAU, les PAE engagés, le GPV, vu l'état des dotations forfaitaires et des dotations globales de fonctionnement, nous avons réparti les charges sociales urbaines pour optimiser les conditions d'exercice de la citoyenneté. La péréquation verticale et horizontale a cadré la structure opérationnelle pour les

sujets d'intérêt collectif. le BM s'est mobilisé en faveur des services d'intérêt général qu'il a déclinés en régions, DSP, CREM, REM et PPP. Le noyau dur de sa politique vise la promotion du développement durable, de l'économie sociale et solidaire. L'emploi des jeunes et des seniors, la mixité sociale et la démocratie participative sont ses axes principaux.

Résumé en langue vulgaire, il s'agit de « la préparation du budget de la ville ».

LA DÉPOLITISATION DES ENJEUX SOCIAUX

La « politique de la ville » s'accompagne de toute une novlangue et contribue à véhiculer une certaine vision du monde, concentrant dans ses textes et les discours qui l'entourent, en apparence d'ordre technique et purement gestionnaire, un véritable modèle politique.

PAR **MORANE CHAVANON**
ET **GABRIEL MONTRIEUX***

En 2013, le Comité interministériel des villes a impulsé la « première réforme d'ampleur de la politique de la ville depuis plus de dix ans » les citations suivantes sont extraites du dossier de presse: <http://www.ville.gouv.fr/>.

Le premier volet de cette réforme est la mise au centre d'une figure sociale particulière : « l'habitant de quartier populaire ». Ceci devait permettre une refonte de la « géographie prioritaire », accompagnée de la signature de nouveaux contrats de ville, remplaçant les « contrats urbains de cohésion sociale », courant 2014.

UNE IDENTITÉ SOCIALE TERRITORIALE, COUPÉE DU MONDE DU TRAVAIL

Le premier axe de la réforme, « La participation des habitants », est à ce titre particulièrement révélateur. Face au constat d'une détérioration de la situation des quartiers de la politique de la ville depuis sa mise en place au milieu des années quatre-vingt-dix, l'une des solutions séduisantes dégagées est d'incorporer davantage les « habitants » aux projets, notamment de rénovation urbaine. La montée des inégalités sociales, le chômage de masse et la précarisation, autant de phénomènes concentrés dans ces quartiers, ne sont pas présentés comme relevant d'un système écono-

mique global. En désignant les individus avant tout comme des « habitants » et en les sommant de participer à une vie citoyenne circonscrite au quartier, on façonne une identité sociale territoriale, coupée du monde du travail, y compris dans sa dimension heurtée (licenciement, chômage de longue durée, temps partiel, intérim...). Il est donné à voir une communauté homogène dont l'organisation collective et les possibilités d'action passent par le fait d'accepter d'occuper la place aménagée pour elle dans l'organigramme des politiques publiques et des opérations de rénovation urbaine. Pas de rapports de domination sociale, seulement des opportunités de co-construction qui ne s'étaient pas ▶



► suffisamment ouvertes jusque-là ! Afin de susciter l'adhésion et de créer un ancrage affectif à cette réforme, le gouvernement a mis en place un

tion des populations à faibles revenus. Les dispositifs publics visant à déployer « une politique réparatrice, de lutte contre les fractures urbaines, contre

nagement et de gestion de l'espace tels que peuvent les développer les Plans de prévention des risques d'inondation. Au même titre que les cours d'eau, les « concentrations urbaines de pauvreté » causent de sporadiques risques de débordement, risques qu'il s'agit d'encadrer dans le cadre d'une politique locale de gestion du territoire. L'outil phare de cette gestion locale du risque social est celui de la « mixité sociale » qui, dans une acception purement géographique, ne représente rien d'autre que l'impératif de dispersion spatiale de la « pauvreté », soit, autrement dit, l'impératif d'invisibilisation statistique des « bas revenus ». Noyées parmi les autres groupes sociaux, ces catégories populaires seraient toujours aussi populaires, certes, mais moins saillantes et visiblement moins problématiques, car spatialement « mieux réparties ». Cette représentation des enjeux soci-

« L'outil phare de cette gestion locale du risque social est celui de la "mixité sociale" qui, dans une acception purement géographique, ne représente rien d'autre que l'impératif de dispersion spatiale de la "pauvreté". »

Programme national sur la mémoire et l'histoire dans les quartiers populaires. Avec cette réforme, la politique de la ville prend des accents toujours plus psychologisants, contribuant à naturaliser des situations « locales », évitant de mettre en cause le système qui en est la source.

les inégalités territoriales et contre les ségrégations sociales » se parent ainsi des meilleures intentions. Les enjeux sociaux ainsi « naturalisés » amputent la « pauvreté » de ses dimensions sociales et la consacrent comme un simple fait statistiquement mesurable

LES « QUARTIERS PRIORITAIRES », UN ESPACE LOCAL DE CONCENTRATION DES POPULATIONS À FAIBLES REVENUS

Rajeunie, elle vient prendre appui sur une « cartographie » des difficultés sociales. Ainsi, « l'objectif de la réforme de la géographie prioritaire est clair : simplifier la géographie actuelle », « en créant un périmètre unique : le quartier prioritaire de la politique de la ville ; en créant un critère unique, lisible et objectif : la concentration urbaine de pauvreté », cette dernière étant définie par « la part de populations à bas revenus ». Les « quartiers prioritaires » sont donc présentés et définis, dans cette politique de la ville, comme un espace local de concentra-

« "L'habitant", assigné à un rôle de bon participant aux échelons locaux prévus pour lui, et la "pauvreté", pensée au prisme de concentration spatiale, sont deux facettes de ce "local" et de ses implications tacites (et toxiques) en matière de construction des représentations. »

et géographiquement qualifiable, vidé de ses dimensions socio-économiques et structurelles : phénomène naturel, sans cause ni responsable, localement identifié. La politique de la ville se calque ainsi sur des principes d'amé-

aux n'est pas sans rappeler les « classes laborieuses, classes dangereuses » de Louis Chevalier (*Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon, 1958).

Ainsi, « l'habitant », assigné à un rôle de bon participant aux échelons locaux prévus pour lui, et la « pauvreté », pensée au prisme de concentration spatiale, sont deux facettes de ce « local » et de ses implications tacites (et toxiques) en matière de construction des représentations. En individualisant et en spatialisant les enjeux sociaux, en assignant ces conceptions à leur confortable dimension locale, les outils rhétoriques et intellectuels proposés offrent, sous un appareil de « politique » de la ville un excellent exercice de dépolitisation des enjeux sociaux urbains. ■



*Morane Chavanon et Gabriel Montrieux sont politistes. Ils sont doctorants en science politique à l'université Lyon 2.

ÉTAT-PROVIDENCE

À ce terme préférons celui d'État social afin de mieux définir un système où chacun apporte sa contribution financière via le versement de cotisations sociales (salariales et patronales) ou le versement de taxes affectées et d'impôts.

PAR ANNE FRETTEL*

Dans le débat public, de nombreux partisans des réformes à engager dans le champ de la protection sociale mobilisent à dessein le terme d'État-providence, cherchant par cette expression à mettre l'accent sur le côté « tombé du ciel » du système français de solidarité pour en critiquer le fondement. Parler d'État-providence permet de souligner le caractère « extérieur » du système de protection sociale et de mettre l'accent sur une opposition entre l'État et l'initiative individuelle.

Pour déconstruire cette approche il n'est pas inutile de revenir sur les origines de cette expression et de montrer pourquoi il est préférable, pour poser des alternatives dans le débat public, de lui préférer le terme d'État social.

UNE CRITIQUE IMPLICITE DU RÔLE SOCIAL DE L'ÉTAT

Comme le rappelle le sociologue Robert Castel dans *Les métamorphoses de la question sociale* (1995), l'origine du terme d'État-providence pose d'emblée cette expression dans l'optique d'une critique de l'interven-

de l'intervention publique pour en souligner l'assujettissement et la passivité pour les personnes bénéficiaires qui en découlent. L'expression est donc une construction idéologique cherchant à marquer le caractère nocif d'une intervention publique. Le terme a ensuite été remis sur le devant de la scène par un certain nombre d'ouvrages cherchant à décrire la construction historique de l'État-providence pour en souligner les limites actuelles (comme celui de Pierre Rosanvallon *La crise de l'État-providence* - 1981 celui de François Ewald *L'État-providence* 1986). Sans surprise, un certain nombre de constats économiques, prenant appui sur les

« L'origine du terme d'État-providence pose d'emblée cette expression dans l'optique d'une critique de l'intervention de l'État. »

tion de l'État, portée tout autant par les libéraux conservateurs que par le mouvement ouvrier. L'idée à travers le terme de « providence » est d'appuyer sur le caractère tombé du ciel

dogmes néolibéraux, sont dressés pour justifier la notion de crise : l'État « providence » serait un poids car il conduit à une « explosion des dépenses » en regard de la progres- ▶

sion des recettes dans un contexte de croissance ralentie ; son système de financement « alourdirait » le coût du travail et générerait de l'exclusion puisqu'il prive d'emploi notamment les salariés peu qualifiés ; l'accès à des droits automatiques « déresponsabiliserait » les personnes ; l'attribution des prestations sociales serait en prise

« bénéficiaires, réceptacles passifs de ses dons ». Or à ces yeux, la construction des réponses apportées à la question sociale repose sur des compromis sociaux entre des intérêts divergents. L'État social est donc une construction sociale, qui s'est opérée par étapes, sur la base d'un accord progressivement construit entre le

par l'expression elle-même problématique de « partenaires sociaux ». Une telle implication vise justement à faire prendre conscience aux citoyens que le système repose sur la base de *leurs* compromis politiques. L'État social ne peut donc être rabattu sur l'État, il ne se réduit pas à une action publique en tant que telle, même si l'État joue un rôle dans l'organisation d'ensemble du système. Autre dimension essentielle, l'instauration de la Sécurité sociale vise, pour Laroque, à assurer un « bien-être social » rompant avec des protections *a minima* accordées jusqu'alors via les systèmes d'assurance sociale des années 1920-1930 (systèmes relevant d'une logique assistancielle c'est-à-dire garantissant une protection en priorité pour les personnes les plus démunies). Il s'agit d'assurer une véritable protection au travailleur et à sa famille avec une visée de progrès social en postulant que l'économie est au service de ce projet politique, à travers le partage des fruits de la croissance.

L'État social est une manière de répondre à des questions récurrentes : comment faire vivre la solidarité (au sens de cohésion de la société) ? Sous quelles formes ? Gérée par qui ? Au nom de quels principes ? Il n'y a donc pas de réponse divine et naturelle à ces questions, mais des choix collectifs et politiques. ■

« D'assurer une véritable protection au travailleur et à sa famille avec une visée de progrès social en postulant que l'économie est au service de ce projet politique, à travers le partage des fruits de la croissance. »

avec les « lourdeurs administratives » qu'une gestion publique induit. La boucle est donc bouclée.

Un tel terme n'existe pas dans d'autres pays où il est question, quand on prend par exemple le terme anglais de « *welfare state* », de souligner la dimension de bien-être social. Cette approche en termes de bien-être est portée par un autre terme : celui d'État social.

LA COHÉSION SOCIALE : DES CHOIX POLITIQUES

Robert Castel, entre autres, a ainsi choisi de parler d'État social et non d'État-providence. Il en donne les raisons en indiquant notamment que l'expression d'État-providence sous-entend une relation en face-à-face entre un « État bienfaiteur » et des

capital et le travail. C'est d'ailleurs un système où chacun y apporte sa contribution financière via le versement de cotisations sociales (salariales et patronales) ou le versement de taxes affectées et d'impôts (la mise en place en 1989 de la CSG – la contribution sociale généralisée – voulait que revenus du travail et du capital participent au financement du système). On est bien loin d'une manne qui tombe du ciel ! Cet accord et cette volonté de mettre en avant la question du compromis politique sont centraux et sont au cœur du projet de Pierre Laroque quand il fonde la Sécurité sociale à travers sa volonté de construire un système reposant sur la gestion par les intéressés (autrement dit les représentants des salariés et du patronat, souvent désignés

*Anne Fretel est économiste. Elle est maître de conférences à l'université Lille-1.



Ce texte est un extrait du journal manuscrit quotidien de CLAUDE MAZAUERIC, que l'auteur a eu l'amabilité de nous permettre de publier. Il y revient sur le numéro 46 de *La Revue du projet*, consacré au thème de la nation.

Lecture faite avec avidité mais sans préjugés, je suis surpris de l'hétérogénéité des contributions, non en raison de la diversité des objets analysés ou de l'approche singulière des auteurs, mais à cause de l'absence d'une vision stratégique d'ensemble du dossier. Une telle vision d'ailleurs était-elle aujourd'hui concevable ? Quoique les présentateurs se soient bien gardés de tenir l'existence des « nations » comme s'il s'agissait d'une survivance et qu'ils n'aient pas manqué de rappeler que l'*internationalisme* figure comme l'un des principes essentiels de la visée communiste, lecture faite, l'on n'en éprouve pas moins le sentiment que la « question nationale » est désormais subordonnée à la question de la démocratie, à celle des formes de la souveraineté populaire dans une configuration géopolitique d'ensemble qui subordonne la nation à ce qui relève du supranational comme la partie au tout, notamment par référence à l'existence (toujours problématique) de l'Union européenne et, en son sein, de la « zone euro » [...]

« Des objets ne sont pas évoqués, sinon par la bande, mais qui sont pourtant de très grande importance, comme pour la France en tant que nation historiquement constituée, la domination polymorphe exercée par l'Allemagne sur l'espace européen. »

Le dossier conduit le lecteur attentif à se demander quel est l'angle stratégique d'attaque de la problématique évoquée dans l'introduction : internationalisme ou patriotisme ? Mais cet angle d'attaque commun à toutes les contributions du dossier, n'apparaît à peu près jamais comme un élément d'unification de la pensée. Quelle orientation y est dominante ? Priorité de l'action par référence à l'intérêt national, entendu ici à l'évidence comme défense prioritaire des couches populaires ou subalternes ? Ou recherche systématique de la convergence des luttes à l'échelle européenne (voire mondiale) au regard des enjeux fondamentaux de la guerre et de la paix et du sauvetage de la planète ? Si *patriotisme* ou *internationalisme* sont des référents utiles et très présents dans les analyses proposées, des mots devenus usuels dans l'espace politique ne sont pas prononcés : souverainisme, cosmopolitisme, hégémonie, etc. Des objets ne sont pas évoqués, sinon par la bande, mais qui sont pourtant de très grande importance, comme pour la France en tant que nation historiquement constituée, la domination polymorphe exercée par l'Allemagne sur l'espace européen, notamment en Europe centrale, orientale et baltique depuis l'unification, et sur les choix de l'Eurogroupe, ou, à l'inverse, l'apparition d'un cos-



mopolitisme unificateur en Amérique latine, échappant (peut-être durablement) à la domination états-unienne et qui conduit à une modification des rapports de force mondiaux : pourtant, dans ces deux cas, comme sans doute dans le monde entier (voir la Chine, l'Inde, les espaces « russophones » ci-devant soviétiques...), l'expression d'une *fierté nationale*, (ou son équivalent centre-sud-américain) devient bien un moyen de lutte anticapitaliste et de résistance anti-impérialiste. Un trait que, par exemple, le gouvernement de Tsipras en Grèce, les démocrates en Asie ou dans le monde arabe, s'emploient à transformer ou à canaliser en ferment de conscience politique populaire adapté aux circonstances. Et surtout en instrument de contournement et de résistance à l'*ethnicisme* réducteur, à figure religieuse ou raciale, donc en moyen de combat pour l'émancipation humaine.

Après tout, tel qu'il est ce dossier rend assez bien compte de la difficulté de construire une orientation politique qui soit conforme aux principes théoriques qui nous inspirent mais adaptée à un monde en transition, en plein processus de transformation polycentrée. Que de différences avec ce que nous découvrons au temps de notre jeunesse, il y a cinquante ou soixante ans !

Comment passe-t-on de la cacophonie à la symphonie ? Vaste question et n'est pas Lénine qui veut. L'humanité ne se pose jamais clairement que les questions que quelque part quelques-uns découvrent qu'on devrait pouvoir les résoudre. Découvrons vite ces chercheurs d'or. En attendant, piochons...

*Claude Mazauric est historien. Il est professeur émérite à l'université de Rouen.

LECTURES & FÉCITÉS

Investir les quartiers populaires d'aujourd'hui

Lors de ses vœux à la presse Manuel Valls, premier ministre, a parlé d'*apartheid social* pour qualifier la situation de certaines villes dans les banlieues. Nous revenons avec **Isabelle Lorand**, responsable de la politique de la ville et de l'aménagement du territoire pour le PCF, sur la situation dans les quartiers populaires et l'action communiste qui y est menée.

Q u'est-ce que la politique de la ville et de l'aménagement du territoire ? Quelles leçons peut-on en tirer depuis les 30 dernières années ?

Ce sont deux choses bien distinctes. La politique de la ville est presque un dispositif purement technique mais l'ambition affichée est celle de l'égalité des territoires. Elle se concrétise par des aides financières et des appuis à hauteur de 0,13 % du budget national. Quand Valls parle d'apartheid à propos des quartiers populaires c'est un terrible aveu d'échec de la politique de la ville depuis 30 ans. L'utilisation de ce terme est scandaleuse car il suppose une politique active de ségrégation.

En réalité, la politique de la ville vise à une politique de rattrapages pour les quartiers populaires. Mais ce dont ont besoin les habitants des quartiers populaires c'est d'un travail, d'une bonne école etc. Ce n'est pas du tout du même niveau que l'aménagement du territoire. Cela a toujours existé, les Romains en avaient une certaine idée, ils construisaient des routes etc. En ce qui nous concerne, c'est en 1963 qu'apparaît la DATAR [NDLR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale], De Gaulle

met en place une véritable cohérence territoriale de l'aménagement. L'objectif énoncé par le président est de penser aux équipements nécessaires, aux politiques économiques pour tendre vers l'égalité des territoires. Par exemple, le coût d'un billet de train est le même tout au long d'une ligne alors que les investissements et les retours sur investissement ne sont pas les mêmes d'une gare à l'autre. C'est aussi l'obligation pour

« Il faut en finir avec l'austérité. La logique de réduction des dépenses publiques réduit les investissements

toutes les pharmacies de fournir les médicaments en vingt-quatre heures. De fait, en amener au cœur de Paris n'a pas le même coût que dans un village en montagne. Ainsi, la question n'est plus seulement la construction de routes pour que les usines puissent accéder rapidement aux matières premières et

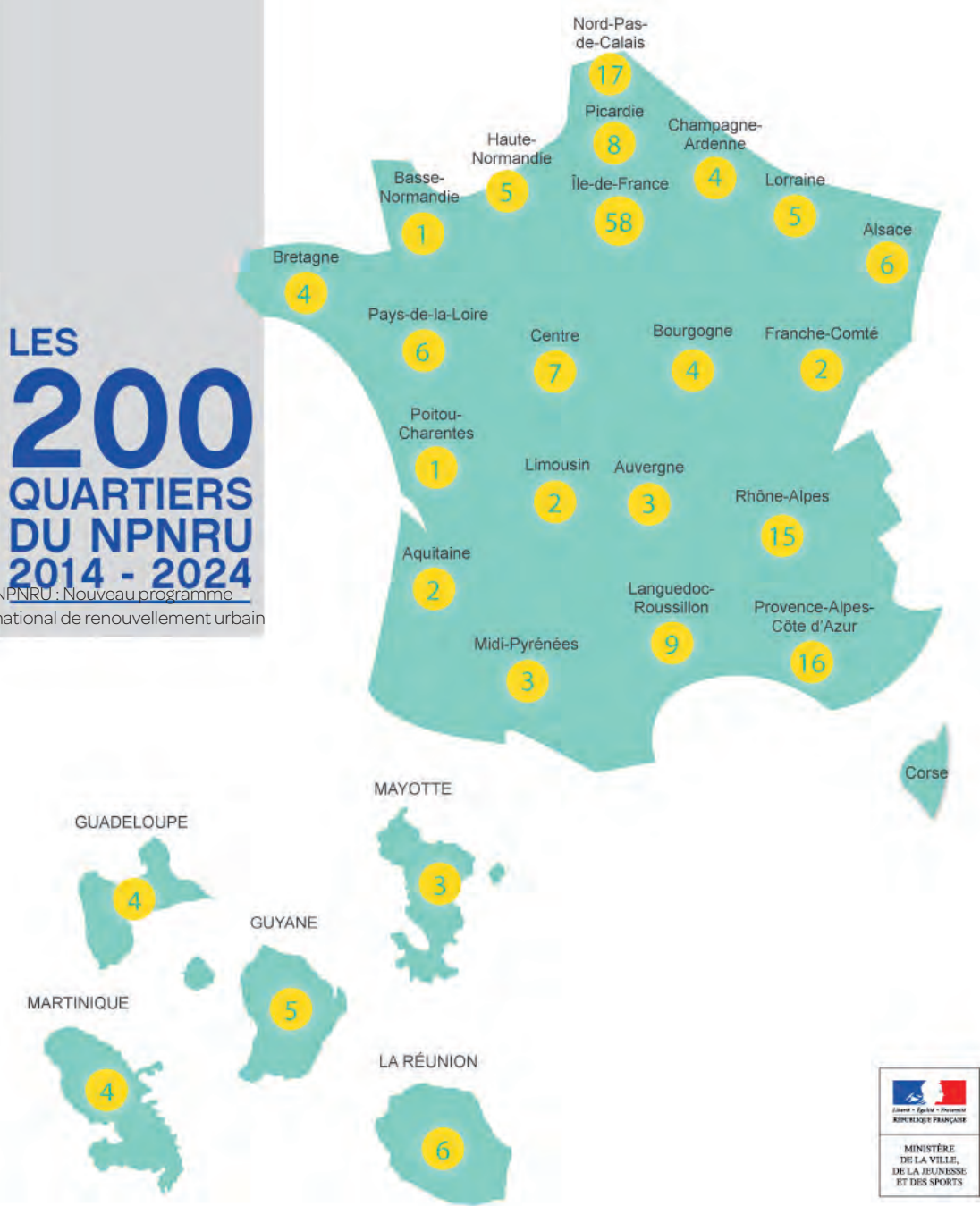
faire repartir leur produit. En effet, dans un capitalisme industriel, dans une agriculture industrielle le capital avait besoin de développer les dispositifs et les équipements pour ouvrir les marchés. La mise en œuvre peut se situer à tous les échelons de la puissance publique. En Bretagne, sur les quinze dernières années la région a réalisé un bon qualitatif des transports. Il faut une cohérence nationale mais la décision n'est pas obligatoirement centralisée.

Comment tendre vers l'égalité des territoires ?

Il y a précisément trois volets. Il y a un premier volet qui est humain. Il faut comprendre que les habitants des quartiers populaires sont comme tout le monde : ils veulent un travail, du pouvoir d'achat, se soigner, un logement et de la culture. Tout cela, ce sont des politiques de droit commun qui ne s'adressent pas qu'à la marge des choses comme la politique de la ville. La deuxième chose c'est un volet urbain, les populations veulent vivre dans de beaux espaces publics, des appartements où il y a des cloisons suffisamment épaisses pour disposer d'intimité, qui sont suffisamment isolées pour éviter que les coûts augmentent. Enfin, il y a un troisième volet qui est

LES 200 QUARTIERS DU NPNRU 2014 - 2024

NPNRU : Nouveau programme national de renouvellement urbain



démocratique. Notamment en ce qui concerne le droit de vote des résidents étrangers. Il faut mesurer ce qui se passe dans les quartiers populaires : parfois on y frise les 80 % d'abstention. C'est non seulement un droit, je donne mon avis sur ce qu'on fait des impôts que je paie ;

de la citoyenneté existe moins. J'ajouterai le récépissé contre le contrôle au faciès. C'est la 30^e proposition de Hollande. Quand des jeunes sont contrôlés, fouillés au corps, quatre fois dans la même journée, et quatre fois par les mêmes policiers, c'est une humiliation terrible.

Quelle politique mettrions-nous en place pour les quartiers populaires ?

Il faut en finir avec l'austérité. La logique de réduction des dépenses publiques réduit les investissements des collectivités. On aggrave le chômage de façon mécanique, c'est par exemple mortifère pour le BTP puisque les investissements des collectivités territoriales c'est 70 % du chiffre d'affaires du secteur (avec les constructions de routes, d'écoles etc.). Il y a eu 25 % de faillite dans les entreprises du bâtiment en 2014, et ça sera pire en 2015. C'est à toute l'économie qu'on s'attaque. La logique d'austérité est incompatible avec la promotion de l'égalité dans les quartiers populaires. Aujourd'hui, on fait le minimum pour ►

« Les catégories populaires ont disparu du discours politique, ils ne sont plus l'objet d'une préoccupation politique authentique. »

mais c'est aussi une culture de la citoyenneté. Dans les familles où les parents n'ont pas le droit de vote cette culture

Pour eux-mêmes, leurs sœurs qui sont très touchées par ce genre d'acte et pour les parents !

► garder le contrôle et pour ne pas que tout s'enflamme. Mais, en même temps, il faut faire ce minimum. Je pense également qu'il y a des politiques de droits communs à mettre en place. Des dispositifs importants comme les Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) qui ont été supprimés doivent être réhabilités. Il faut démultiplier le nombre d'adultes dans les écoles. Dans les quartiers populaires, si l'école n'est pas en mesure d'avoir une attention quasi individuelle, je ne crois pas qu'on arrivera à sortir des difficultés actuelles. Il y a de 40 à 50 % de chômage dans ces quartiers, il faut que les jeunes sortent de l'école avec des diplômes. Je crois aussi que la présence des associations dans ces quartiers est extrêmement importante. C'est un atout considérable.

Après la guerre, jusque dans les années quatre-vingt, les communistes sont très ancrés dans les quartiers populaires, quelle évolution depuis ?

Les quartiers populaires d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux des années soixante-dix. En Île-de-France, les ouvriers des classes moyennes sont partis dans la péri-urbanité. Dans la banlieue de la petite couronne, les habitants sont à 70 % des enfants d'immigrés. Les catégories populaires ont disparu du discours politique, ils ne sont plus l'objet d'une préoccupation politique authentique. Ils n'ont plus de représentation, ni d'imaginaire. Le parti communiste devrait être le parti de ces catégories populaires. Dire congrès après congrès qu'il faut aller dans les quartiers populaires est un objectif que je partage, encore faut-il

discuter de ce que cela signifie. S'il y a une authentique mutation, il faut métamorphoser nos habitudes militantes. Ce qui fonctionnait dans les années soixante-dix ne peut plus fonctionner aujourd'hui, ce n'est plus le mode opératoire efficace pour que notre expression et notre discours pénètrent les couches populaires.

Quel rôle ont joué les communistes et quels leviers ont-ils à disposition ?

Je vais prendre l'exemple que je connais le mieux : Vitry où je suis adjointe. La municipalité a réalisé un film qui raconte l'histoire du quartier Balzac depuis le tout début des premiers pavillons, quasiment des bidonvilles jusqu'à la construction de la grande cité. Ce quartier a bénéficié du programme de l'Agence nationale pour la rénovation

PUBLICATION DES SECTEURS

LA RÉFORME DU COLLÈGE

PAR **MARINE ROUSSILLON***

Au nom de l'égalité, la ministre de l'Éducation impose une réforme du collège dans la continuité des politiques libérales mises en œuvre depuis plusieurs années. Plus d'autonomie pour les établissements, des

« L'essentiel, c'est qu'à partir de la rentrée prochaine, 20 % de l'emploi du temps d'un collégien dépendra de l'établissement où il se trouve. »

parcours individualisés, l'interdisciplinarité et les activités pratiques présentés comme des remèdes miracles à la difficulté scolaire... C'est la même logique qui a inspiré la réforme Chatel du lycée (dont le gouvernement se refuse à faire un bilan) et la réforme des rythmes scolaires.

La suppression du latin et des classes bilingues est au centre de tous les débats. Certes, ces options permettent trop souvent de sélectionner et de trier les élèves. Mais ce n'est pas en les supprimant qu'on résoudra le problème. Ceux qui en ont les moyens iront chercher ailleurs, dans le privé, ce qu'ils ne trouvent pas dans

le public. Pour que l'école publique soit l'école de tous, il faudrait au contraire généraliser des enseignements ambitieux.

Mais l'essentiel de la réforme n'est pas là. L'essentiel, c'est qu'à partir de la rentrée prochaine, 20 % de l'emploi du temps d'un collégien dépendra de l'établissement où il se trouve. En créant des enseignements interdisciplinaires (EPI) qui varieront d'un établissement à l'autre et dont les heures devront être prises sur les horaires disciplinaires, la ministre diminue le temps

« Ceux dont la culture familiale est la plus éloignée de l'école, seront donc une fois de plus exclus de la réussite scolaire. »

d'enseignement alloué à chaque discipline, casse le cadre national de l'éducation, garant d'égalité, et accroît la concurrence entre les établissements, entre les disciplines et entre les enseignants.

La ministre justifie la création des EPI en expliquant que les élèves s'ennuient au collège et que des enseignements plus « pratiques » leur permettraient de mieux réussir. C'est une imposture. D'abord, parce que l'enseignement disciplinaire n'est pas purement théorique, mais articule théorie et pratique. Quand les enseignants disposent de suffisamment de temps (d'heures devant

urbaine (ANRU I). C'est-à-dire un logement détruit équivaut à un logement construit. À Vitry, on a eu un de détruit pour deux de construits. Mais ce qui est vraiment extraordinaire dans ce documentaire c'est qu'on voit à quel point le

« Je crois à la mixité des formes urbaines. »

PCF était l'acteur majeur du quartier. Les militants étaient partout. Un communiste s'occupait du club de foot, un autre de la pétanque ou l'amicale des locaux. Au-delà de l'activité politique, le quotidien des gens était irrigué par la présence communiste. Il y a un carna-

val dans la ville : c'était les communistes qui l'organisaient dans chaque quartier. Ils étaient impliqués dans toute la vie sociale du quartier. C'est ce que l'on doit reconstruire : le projet collectif d'un avenir meilleur. Il faut aussi considérer les quartiers comme des ressources ! Je suis sidérée par leurs richesses. Le levier ne vient pas de l'extérieur, il faut considérer que les habitants produisent du communisme et du partage.

Quelle ville de demain pouvons-nous imaginer ?

Je crois à la mixité des formes urbaines. Il faut de la densité urbaine contre l'étalement qui est plus polluant. C'est essentiel pour disposer d'une vie locale, et notamment les petits commerces : pour qu'un boulanger s'installe, il faut 1 500 logements. On doit considérer que l'es-

pace public est extrêmement précieux et sa propreté tout autant. Il faut développer les espaces collectifs et les lieux de partage. La France a un réseau de villes incroyable dont chacune est le fruit d'une histoire séculaire et l'urbanisme doit se construire sur ces histoires. À l'adage « il faut faire de la ville sur la ville », j'ajouterais qu'il « faut faire de la banlieue sur la banlieue ». C'est aussi reconnaître la dignité des populations : elles ont une histoire, leur futur s'écrit aux confins de leur passé et du présent. Tout n'est pas parfait dans l'urbanisme de banlieue mais tout n'est pas à mettre à la poubelle. ■

les élèves et de temps pour se former), ils peuvent faire varier les activités et donner sens à leur enseignement. C'est en réduisant le temps d'enseignement qu'on risque au contraire de rendre les cours indigestes. Ensuite, parce que la recherche montre que l'enseignement interdisciplinaire renforce les inégalités : ce sont les élèves qui

« Nous portons l'exigence d'une refondation de l'école qui s'attaque enfin aux inégalités. »

maîtrisent déjà les savoirs disciplinaires qui réussissent à les investir dans ce type d'enseignement. Les autres, ceux dont la culture familiale est la plus éloignée de l'école, seront donc une fois de plus exclus de la réussite scolaire.

La réforme du collège aura pour conséquence un accroissement des inégalités entre les enfants, les établissements et les territoires.

L'opposition à cette réforme grandit. Les principaux syndicats d'enseignants la refusent. La direction nationale de la FCPE, qui la soutenait, vient d'être désavouée par le congrès. Le gouvernement a choisi de passer en force en promulguant le décret d'application au lendemain d'une grève majoritaire. La bataille continue cependant, et les communistes doivent y prendre toute leur place. Dans cette bataille, nous portons l'exigence d'une refondation de l'école qui s'attaque enfin aux inégalités. La France a besoin d'une nouvelle phase de démocratisation scolaire : cela passe par une relance du collège unique, par la garantie d'une gratuité réelle de la scolarité et par l'extension de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans. Pour faire évoluer les contenus et les pratiques d'enseignement et construire l'école de la réussite de tous, l'urgence est de relancer la formation initiale et continue des enseignants. Pour garantir l'égalité des territoires, nous proposons le rétablissement d'une carte scolaire contraignante, un cadrage national fort des formations et des diplômes, une régulation nationale de l'affectation des moyens et des élèves. Les élections régionales seront l'occasion de porter cette bataille pour l'égalité.

RÉSEAU ÉCOLE

À LIRE

- **Luttes de classe(s)**, le bulletin du réseau école, consacré à la réforme du collège : http://reseau-ecole.pcf.fr/sites/default/files/luttes_de_classes_04-2015-_1.pdf
- **Carnets rouges**, n°1: quels programmes pour une culture partagée ? <http://reseau-ecole.pcf.fr/58628>
- **Carnets rouges**, n°3: l'émancipation au cœur de l'éducation <http://reseau-ecole.pcf.fr/70854>
- Et le site du réseau école: <http://reseau-ecole.pcf.fr>

Retour sur les rapports PCF/ PCI

Un colloque international s'est tenu dernièrement à Rome sur la personnalité et les idées d'Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien de 1972 à 1984.⁽¹⁾ L'occasion de remarquer qu'entre l'eurocommunisme des années soixante-dix et la recherche d'une nouvelle gauche, aujourd'hui, en Europe, il existe un certain cousinage.

PAR **GÉRARD STREIFF**

Le colloque *Berlinguer et l'Europe. Les racines d'un nouveau socialisme*, le 6 mars dernier à Rome, était coorganisé par « Futura Umanita », l'association pour l'histoire et la mémoire du PCI, le bureau de Bruxelles de l'Institut Rosa Luxembourg, l'Institut Nicos Poulantzas (Grèce) et le groupe GUE/NGL du Parlement européen. Il s'est ouvert, le matin, sur quatre rapports, celui de Paolo Ciofi (Futura Umanita) qui rappelait les grands moments de l'itinéraire de Berlinguer, de Heinz Bierbaum (Die Linke) sur « l'eurocommunisme de Berlinguer, les rapports entre les partis communistes et avec la social-démocratie », de Guido Liguori (« Le nouveau socialisme et l'idée d'Europe chez Berlinguer », voir encadré) et d'Alexander Höbel (« Berlinguer parlementaire européen. Le dialogue avec Altiero Spinelli »). Le thème en débat l'après-midi s'intitulait « Berlinguer et la construction d'une nouvelle gauche en Europe », présenté par Haris Golemis (Syriza, Institut Poulantzas) et Eleonora Forenza, parlementaire européenne (Refondation communiste). Pour l'anecdote, signalons qu'Alexis Tsipras, en décembre 2014, avait prévu de participer au colloque « mais par chance, pour lui et pour nous, il a présent autre chose à faire », dira un organisateur. Deux contributions écrites ont été également fournies aux intervenants, celle de Dino Greco et celle de Fiamma Lussana sur « Le rapport Nord/Sud dans le monde et la perspective du socialisme chez le "dernier" Berlinguer ».

LES INTERROGATIONS PRODUCTIVES DES ANNÉES SOIXANTE-DIX

L'ordre du jour remettait donc les projecteurs sur le communisme occidental après 1968. Les PC étaient alors travaillés par des interrogations productives. Le PCI de Berlinguer se prononçait pour une « troisième voie », entre le modèle autoritaire des pays de l'Est et la ligne sociale-démocrate ; il optait pour la construction d'un socialisme de la liberté et portait une attention renouvelée à la Communauté européenne, au sein laquelle il se proposait d'agir en faveur de la paix, d'un nouvel ordre mondial, bref, d'une Europe des travailleurs et des peuples. Au même moment, en France, le PCF de Georges Marchais (et de Jean Kanapa, notamment) retravaillait sa doctrine (*Le défi démocratique* de 1973, la condamnation du stalinisme en 1975, le 22^e congrès et le socialisme démocratique en 1976) alors même qu'il militait pour une nouvelle coopération entre communistes ouest-européens (Conférence de Bruxelles de 1974). Les deux partis étaient donc appelés à entamer un dialogue fécond. La rencontre Marchais/Berlinguer de novembre 1975 se traduira par une analyse commune (de la crise, du socialisme, de l'indépendance des PC, du rassemblement) et se poursuivra par des initiatives de masse tout à fait spectaculaires, comme le meeting commun Marchais/Berlinguer de Paris/La Villette du 3 juin 1976. La rencontre tripartite de Madrid en mars 1977 (PCF, PCI, PCE) donnera un bel éclat

médiatique à cette démarche. Une commission mixte PCF/PCI sera même mise en place à l'été 1977 pour approfondir la concertation politique, idéologique et militante.

Cette convergence, qui se manifeste avec d'autres PC (Espagne, Belgique, Japon, Mexique...) va être qualifiée d'eurocommunisme, un concept qui va connaître une popularité foudroyante au premier semestre 1977. Foudroyante et éphémère pour ce qui concerne la France. Les réticences à Paris sont réelles ; la direction communiste est divisée ; le terme d'eurocommunisme ne trouve pas sa place dans le journal *L'Humanité* (seule la revue *France Nouvelle* traitera du sujet, à deux reprises.) Ce même été 1977, donc, la dynamique à peine lancée est cassée. Il en sera un peu de même à Rome et à Madrid, pour des raisons spécifiques. Progressivement, chaque parti va accorder à sa réalité nationale l'essentiel de son énergie (législatives de 1978 en France et gestion de l'après programme commun ; compromis historique en Italie mais aussi pressions de l'ultra-gauche et assassinat d'Aldo Moro au printemps 1978 ; division des communistes espagnols et transition démocratique cahotique à Madrid). ■

⁽¹⁾ Gilles Garnier et Gérard Streiff représentaient le PCF.

LA PROPOSITION EUROCOMMUNISTE

Berlinguer voyait dans le capitalisme une menace pour la paix, pour la survie du genre humain et de son environnement ; une source permanente de crise économique, de phénomène de chômage de masse et d'appauvrissement, d'exploitation et d'aliénation des travailleurs. Il considérait que les risques d'autoritarisme et de fascisme étaient endémiques à ce système au point d'écrire que « pour sauver la démocratie, pour la rendre plus ample, plus forte, plus organisée, il y a besoin de dépasser le capitalisme ». En même temps, au centre de l'action de Berlinguer, il y avait, surtout depuis l'invasion de Prague en 1968, la conviction que le modèle de socialisme pour lequel on appelait les classes populaires des pays du capitalisme avancé à lutter devait être différent du socialisme autoritaire issu de l'expérience soviétique.

Quels contours devaient avoir cette société socialiste pour laquelle se battait Berlinguer ? Tout en reconnaissant les mérites historiques de la Révolution russe de 1917 et de l'URSS, il affirmait que les communistes italiens avaient « conscience des limites » de cette expérience, avant tout par absence de liberté politique. Non seulement Berlinguer, dans sa polémique avec les Soviétiques, insistait sur le fait que le PCI entendait avancer vers le socialisme « par une voie démocratique » mais il a soutenu, y compris à Moscou, en 1977, lors de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, que la démocratie était « une valeur universelle » et qu'une société ne pouvait se dire socialiste si elle n'était pas démocratique.

Certes, précisait Berlinguer, il n'existait pas « un unique modèle de démocratie valable pour tous ». Le parlement était ainsi un instrument utile pour exercer la volonté populaire mais d'autres instruments démocratiques pouvaient s'avérer plus efficaces, plus proches pour favoriser la participation. Il ne s'agissait pas seulement pour Berlinguer de définir des formes de représentation démocratique, parce que ces formes pouvaient varier selon les traditions, les coutumes, les expériences historiques. Ce qui semblait indispensable pour Berlinguer, c'était « la reconnaissance de la valeur des libertés individuelles et de leur garantie ; les principes de la laïcité de l'État, de son articulation démocratique, de la pluralité des partis, de l'autonomie des syndicats, de la liberté religieuse, la liberté de la culture, de l'art, de la science, une planification qui ferait coexister les différentes formes d'initiative et de gestion publique et privée ».

Cette construction d'un socialisme de liberté était au cœur de la proposition politique dite de l'eurocommunisme, de la « troisième voie » entendue comme une voie différente du socialisme autoritaire soviétique et de la social-démocratie qui avait renoncé à changer le système capitaliste. Il s'agissait en somme d'ouvrir une « troisième phase » dans la lutte pour le socialisme, après les phases de la Seconde puis de la Troisième Internationale, qui avaient épuisé leur « force propulsive ».

Guido Liguori (traduction G.S.)

Cerveau, sexe et préjugés

Les progrès des recherches en neurosciences montrent que la plasticité cérébrale est un concept clef pour comprendre comment se construisent nos identités de femmes et d'hommes.

PAR CATHERINE VIDAL*

Nous les humains, femmes et hommes, avons tous des personnalités et des façons de penser différentes. Mais d'où viennent ces différences ? Sont-elles innées ou sont-elles acquises ? Quelle est la part de la biologie et quelle est celle de l'environnement social et culturel dans la construction de nos identités ? Ces questions sont l'objet de débats passionnés depuis des siècles. Il serait tentant de croire qu'avec les progrès des connaissances, tant en biologie qu'en sociologie, les arguments se clarifient, les polémiques s'apaisent. Il n'en est rien. Idées reçues et fausses évidences continuent de proliférer sur ces sujets. Média et magazines nous abreuvent de vieux clichés qui prétendent que les femmes sont « naturellement » douées pour le langage, multitâches mais incapables de lire une carte routière, alors que les hommes seraient par essence bons en maths et compétitifs. Ces discours laissent croire que nos aptitudes, nos goûts, nos comportements, seraient câblés dans des structures mentales immuables depuis la naissance. Or les progrès des recherches en neurosciences montrent le contraire : grâce aux techniques d'imagerie cérébrale par IRM, on sait désormais que le cerveau fabrique sans cesse des nouveaux circuits de neurones en fonction des apprentissages et des expériences vécues. Ces propriétés de « plasticité cérébrale », découvertes il y a une quinzaine d'années, ont révolutionné nos conceptions du fonctionne-

ment du cerveau. Rien n'est à jamais figé ni programmé dans nos neurones. La plasticité cérébrale est un concept clef pour comprendre comment se construisent nos identités de femmes et d'hommes.

LE CERVEAU A-T-IL UN SEXE ?

Au XIX^e siècle, la forme du crâne et la taille du cerveau ont été utilisées pour justifier la hiérarchie entre les sexes. On pensait que les hommes, prétendument plus intelligents, étaient naturellement dotés d'un cerveau plus gros que celui des femmes. Certains médecins, en particulier Paul Broca, ont alimenté ces thèses par des mesures comparatives de cerveaux soigneusement sélectionnés pour conforter leur démonstration. Bien qu'à la même époque d'autres études avaient clairement montré que la taille du cerveau n'était pas la cause de l'intelligence, l'idéologie conservatrice l'emportait sur la rigueur scientifique.

hommes. Mais concernant les fonctions cognitives, la réponse est non. Les connaissances actuelles sur le développement du cerveau et la plasticité cérébrale démontrent que les filles et les garçons ont les mêmes capacités de raisonnement, de mémoire, d'attention.

LA PLASTICITÉ CÉRÉBRALE

Quand le nouveau-né voit le jour, son cerveau compte 100 milliards de neurones, qui cessent alors de se multiplier. Mais la fabrication du cerveau est loin d'être terminée, car les connexions entre les neurones, les synapses, commencent à peine à se former : seulement 10 % d'entre elles sont présentes à la naissance ; les 90 % de connexions restantes vont se construire progressivement au gré des influences de la famille, de l'éducation, de la culture, de la société. Par exemple, chez les pianistes, on observe un épaississement des régions du cortex cérébral spécialisées dans la motri-

« Les connaissances actuelles sur le développement du cerveau et la plasticité cérébrale démontrent que les filles et les garçons ont les mêmes capacités de raisonnement, de mémoire, d'attention. »

Que répondre aujourd'hui à la question : le cerveau a-t-il un sexe ? La réponse scientifique est oui et non. Oui, parce que le cerveau contrôle les fonctions associées à la reproduction sexuée, qui sont évidemment différentes chez les femmes et chez les hommes. Dans les cerveaux féminins, on trouve des neurones qui s'activent chaque mois pour déclencher l'ovulation, ce qui n'est pas le cas chez les

cités des doigts et l'audition. Ce phénomène est dû à la fabrication de connexions supplémentaires entre les neurones. De plus, ces changements du cortex sont directement proportionnels au temps consacré à l'apprentissage du piano pendant l'enfance. La plasticité cérébrale est à l'œuvre également pendant la vie d'adulte. Ainsi chez des sujets qui apprennent à jongler avec trois balles,

on constate après trois mois de pratique, un épaissement des zones qui contrôlent la coordination des bras et la vision ; et si l'entraînement cesse, les zones précédemment épaissies régressent. Ces exemples, et bien d'autres, permettent de comprendre pourquoi nous avons toutes et tous des cerveaux différents, indépendamment du sexe.

DÉVELOPPEMENT DU CERVEAU ET IDENTITÉ SEXUÉE

Les propriétés de plasticité du cerveau apportent un éclairage nouveau sur les processus qui contribuent à forger nos identités. À la naissance, le petit humain n'a pas conscience de son sexe. Il va l'apprendre progressivement à mesure que ses capacités cérébrales se développent. Ce n'est qu'à partir de l'âge de deux ans et demi que l'enfant devient capable de s'identifier à l'un des deux sexes.

« Tous ces acquis de la neurobiologie confortent et enrichissent les recherches en sciences humaines et sociales sur le genre qui analysent comment se forgent les identités sexuées. »

Or depuis la naissance, il évolue dans un environnement sexué : la chambre, les jouets, les vêtements diffèrent selon le sexe de l'enfant. De plus, les adultes, de façon inconsciente, n'ont pas les mêmes façons de se comporter avec les bébés. Ils ont plus d'interactions physiques avec les bébés garçons, alors qu'ils parlent davantage aux filles. C'est l'interaction avec l'environnement familial, social, culturel qui va orienter les goûts, les aptitudes et contribuer à forger les traits de personnalité en fonction des modèles du masculin et du féminin donnés par la société. Mais tout n'est pas joué pendant l'enfance. À l'âge adulte aussi, la plasticité du cerveau permet de changer d'habitudes, d'acquérir de nouveaux talents, de choisir différents itinéraires de vie. Tous ces acquis de la neurobiologie

confortent et enrichissent les recherches en sciences humaines et sociales sur le genre qui analysent comment se forment les identités sexuées. N'en déplaise à certains milieux conservateurs, le genre ne nie pas la réalité biologique, bien au contraire, il l'intègre. Le sexe et le genre ne sont pas des variables séparées, mais s'articulent dans un processus d'incorporation (*embodiment*) qui désigne l'interaction entre le sexe biologique et l'environnement social, et ce dès la naissance.

LES FILLES NATURELLEMENT DOUÉES POUR LE LANGAGE ?

Les théories sur les régions cérébrales du langage qui seraient plus développées chez les femmes que chez les hommes datent de plus de 30 ans. Elles n'ont pas été confirmées par les études récentes d'imagerie cérébrale comme l'IRM. Ces vieilles théories reposaient souvent sur des observations conduites sur de très petits échantillons, parfois une dizaine de personnes ! Mais ce sont toujours ces études qui sont citées, alors que la réalité scientifique contemporaine est toute autre : les méta-analyses qui rassemblent de nombreuses expériences en IRM incluant des centaines d'hommes et de femmes, montrent qu'il n'existe pas de différence statistiquement significative entre les sexes dans la répartition hémisphérique des aires du langage. Cela s'explique par le fait que les localisations des zones du langage sont très variables d'un individu à l'autre, cette variabilité l'emportant sur une possible variabilité entre les sexes.

LE CERVEAU DES GARÇONS PLUS APTE À FAIRE DES MATHS ?

On entend souvent dire que les garçons auraient un cerveau plus doué pour le raisonnement mathématique que les filles. Cette conception n'a aucun fondement biologique. En 1990, aux États-Unis, une étude statistique sur 10 millions d'élèves avait montré que les garçons réussissaient mieux que les filles dans des tests de mathématiques. Certains avaient interprété ce résultat comme étant le signe d'une inaptitude du cerveau des filles à faire des maths... La même enquête réalisée en 2008 montre cette fois que les filles obtiennent des résultats aussi bons que les garçons. Difficile d'imaginer qu'il y ait eu, en deux décennies, une mutation génétique du cerveau des filles qui les rendent plus matheuses ! Ces résultats sont en fait dus au développement de l'enseignement des sciences et à la présence croissante des filles dans ces filières.

Une autre étude menée auprès de 300 000 adolescents dans 40 pays a montré que plus l'environnement socio-culturel est favorable à l'égalité hommes-femmes, plus les filles obtiennent de bons scores aux tests mathématiques. En Norvège et en Suède, il n'y a pas de différence entre les garçons et les filles ; en Islande, les filles sont mêmes meilleures que les garçons ; mais en Turquie ou en Corée, les garçons obtiennent de meilleurs résultats.

DIFFUSER LE SAVOIR SCIENTIFIQUE POUR CONSTRUIRE UNE CULTURE DE L'ÉGALITÉ

L'idée que nos comportements relèvent d'un déterminisme biologique est toujours bien ancrée dans l'opinion publique. Dans le vaste registre des préjugés sur les différences entre les femmes et hommes, l'argument des différences de « nature » est récurrent. L'environnement médiatique contemporain contribue activement à renforcer la « biologisation » des comportements humains. Télévision, presse écrite, sites Internet nous abreuvant régulièrement de « découvertes » scientifiques qui expliqueraient nos émotions, nos pensées, nos actions : gêne de la violence, hormone de la fidélité, neurones de l'empathie etc. Ce contexte est forcément propice à la promotion des thèses essentialistes orchestrées par les mouvements conservateurs qui s'opposent aux nouvelles formes de la famille, au mariage des couples homosexuels, à la légalisation de l'avortement etc. Dans ces débats de société, il est crucial que les biologistes s'engagent pour remettre en cause les fausses évidences qui voudraient que l'ordre social soit le reflet d'un ordre biologique. Si les filles et les garçons ne font pas les mêmes choix d'orientation scolaire et professionnelle, ce n'est pas à cause de différences de capacités cognitives de leur cerveau. Si les femmes ont la charge des tâches domestiques et des enfants, ce n'est pas à cause d'un instinct maternel naturel. Si les femmes sont victimes de violences, la faute n'est pas à la testostérone qui rendrait les hommes agressifs. Aborder de front les préjugés essentialistes est indispensable pour combattre les stéréotypes, mener des actions politiques et construire ensemble une culture de l'égalité. ■

*Catherine Vidal est neurobiologiste. Elle est directrice de recherche à l'Institut Pasteur.

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

Pour une laïcité émancipée

Le mot « laïcité » peut fonctionner à contresens du mouvement initial qui l'a forgé et s'est exprimé en lui.

PAR JEAN-MICHEL GALANO*

Essayez de traduire le mot « laïcité » dans une langue étrangère, en anglais par exemple : vous n'y arriverez pas. Pour vous faire comprendre, il faudra user de longues périodes. Cela dit, à la fin on vous comprendra très bien. Que faut-il en conclure ? Ceci selon moi : ce qu'en français nous nommons « laïcité » n'est que la forme propre à notre tradition nationale d'un mouvement de distanciation entre l'Église et l'État qu'on peut observer aussi ailleurs. Si dans la plupart des autres États ces relations ont été réglées sous la forme du compromis, il n'en reste pas moins qu'un compromis suppose implicitement la reconnaissance de deux termes opposables en droit. En France, un contexte historique original a conduit à formuler explicitement la laïcité comme valeur. Valeur universelle ? Non : mais cristallisation, dans un certain contexte, d'un mouvement émancipateur qui a par la suite mené en son nom un certain nombre de ses combats.

LA RÉFÉRENCE À LA LAÏCITÉ

Mais, c'est un enseignement banal de l'histoire, les mots peuvent être récupérés, et devenir des pavillons de complaisance sous lesquels on fait circuler les marchandises les plus hétéroclites. Il n'est que de voir les avatars de mots comme « gauche », pour s'en tenir à ce seul exemple. Les mots, avec leur charge affective, leur contenu conceptuel pas toujours très net, peuvent être pliés à des significations différentes voire opposées, et se faire manipuler dans tous les sens. Ils sont des enjeux de pouvoir, au même titre que toutes les autres insti-

tutions. Le mot « laïcité » peut fonctionner à contresens du mouvement initial qui l'a forgé et s'est exprimé en lui. Il le peut d'autant plus que ce mouvement initial n'était pas lui-même strictement propre à la France, ni dépourvu d'ambiguïtés. En France, la référence à la laïcité a permis la création d'espaces politiques et institutionnels originaux, fonctionnant sans référence à une transcendance et donc selon des normes strictement

l'armée et le patronat (pourtant souvent très liés aux milieux cléricaux !) et a imposé la fiction d'un État neutre. Il y a davantage : la formation des instituteurs, pièce maîtresse de la laïcité, incluait explicitement, avec un esprit de « mission » avoué et même revendiqué, une action résolue contre les identités culturelles régionales : « Messieurs, n'oubliez pas que vous êtes là pour tuer la langue bretonne » (Consigne donnée aux instituteurs débutants par le recteur

« Ce qu'en français nous nommons "laïcité" n'est que la forme propre à notre tradition nationale d'un mouvement de distanciation entre l'Église et l'État qu'on peut observer aussi ailleurs. »

sociales et humaines, voire purement techniques : c'est vrai de l'école, avec la naissance d'idéaux pédagogiques ; c'est vrai aussi de l'hôpital, où l'antagonisme entre fonction thérapeutique et idéal d'accueil remonte au XVII^e siècle ; c'est vrai aussi de la justice. Mais si ces évolutions se sont faites en France largement au nom de la laïcité, elles ont eu lieu également, bon an mal an et sous des formes différentes, dans les autres pays. Sur les ambiguïtés : d'abord, la promotion de la laïcité en France s'est réalisée sous un pouvoir politique dévoué aux intérêts économiques et moraux de la bourgeoisie. À l'école, s'il y a eu éviction de l'Église, ni l'armée ni le patronat n'ont été mis hors des murs. Les contenus d'enseignement en témoignent. Et ce qui était vrai il y a 160 ans le demeure à l'époque actuelle. Le souci de laïcisation s'est concentré sur les hiérarchies religieuses et sur les fidèles mais a épargné

de l'académie de Rennes, 1906). Réduction des cultures régionales à un insignifiant folklore, imposition du « français national », avec comme corollaire la déconsidération des régions excentrées et de leurs habitants, réduits (Bécassine) à de simples forces de travail ou éventuellement de la chair à canon : voilà une des faces sombres de la laïcité historiquement constituée.

LAÏCITÉ ENRÉGIMENTÉE PAR LE COLONIALISME

Mais il y a davantage encore : la laïcité ainsi conçue a été le fer de lance du colonialisme. Jules Ferry a été le porte-parole doctrinaire de la « mission civilisatrice de la France. » De l'Afrique noire au Tonkin, le pillage des ressources, le démantèlement des structures économiques, politiques, institutionnelles, la mise en coupe réglée des cultures « indigènes » se sont autorisées d'une réf-

rence à la laïcité. Aux missionnaires chrétiens souvent illuminés mais proches des populations, la Troisième République a graduellement substitué la gestion administrative d'un « Empire » colonial. La laïcité a été associée dans les faits, et pour des millions d'êtres humains, à la violence du colonisateur.

tion des hommes, disent chacun à sa manière (Lucrèce, Spinoza et Feuerbach) est en germe dans les religions elles-mêmes : les iconodules (du grec *doulos*, esclave) sacralisent des images, que les iconoclastes (*clastein*, casser) répudient et détruisent. Dans les religions constituées elles-mêmes, des voix s'élèvent

que les syndicats prennent le parti du patron ! On voudrait jeter des personnes ainsi humiliées et offensées dans les bras des extrémistes intégristes qu'on ne s'y prendrait pas autrement. « Partout les dévots ont dégoûté de la dévotion », disait il ya un demi-siècle l'écrivain catholique Emmanuel Mounier. Il visait aussi les dévots de la laïcité. Il avait raison.

Les marxistes doivent avoir une toute autre ambition que de fournir à ces nouveaux dévots je ne sais quelle couverture idéologique. Voltaire l'a fait. S'il convient de rester extrêmement vigilants contre toutes les tentatives de reconfectionnalisation de l'école ou de tel autre secteur de la société, nous devons être attentifs à ce qui s'exprime dans le phénomène religieux. Or ce qui s'y exprime, c'est peut-être justement le refus par l'homme d'être réduit à l'état de simple moyen. Refus mystifié, tant qu'on voudra. Mais nous savons depuis Marx que la mystification est aussi la prise de conscience « à l'envers » d'une vérité. Dans son essence multiséculaire, « la » religion (pour autant que ce vocable ait un sens) est liée à des conservatismes, à des abus de toute espèce, à des crimes, et on peut considérer que cela s'est incorporé à son essence. Pour autant, celle-ci n'est pas moins contradictoire que l'essence de la laïcité : dans les pratiques religieuses, il se dit aussi que la force n'est pas la justice, que le partage est une valeur... Et quand nous nous retrouvons sur le terrain, qui a intérêt à nous diviser ?

Statuer « la » religion c'est déjà faire du religieux. La réduire à une faiblesse ou à une « imposture », c'est s'ériger soi-même en pape ou en inquisiteur. Inquiétons-nous par contre de l'esprit religieux, et de la façon dont il se décline aujourd'hui, des « vaches sacrées » médiatiques aux dogmes patronaux. Impérieux programme de travail pour une laïcité vivante et émancipatrice. ■

« Le souci de laïcisation s'est concentré sur les hiérarchies religieuses et sur les fidèles mais a épargné l'armée et le patronat (pourtant souvent très liés aux milieux cléricaux !) et a imposé la fiction d'un État neutre. »

On peut toujours dire que ce n'étaient que des dévoiements de la laïcité contradictoires avec son essence même. Comme si une essence (et cela vaut bien entendu aussi pour celle de la religion) ne se constituait pas historiquement ! Comme si la base nationale étroitement française de la laïcité n'avait pas fait de celle-ci un modèle empreint de particularités voire de particularisme, plutôt qu'une valeur miraculeusement universelle dès que posée !

Il faut garder présents à l'esprit ces éléments pour ne pas risquer de bégayer la laïcité. Telle que celle-ci nous est parvenue, elle a ses lumières et ses ombres. La pratiquer implique d'en dépasser les étroitesse.

ÊTRE LAÏC, C'EST DEVENIR PLUS LAÏC

Et pour cela, revenons une dernière fois sur son essence : celle-ci est certes *historiquement constituée*, mais aussi *théoriquement constituante* et c'est de là qu'elle peut tirer sa force : elle ne désigne pas un être (pas de statue de la laïcité !), mais un rapport. Rapport de désacralisation par la réinsertion dans son contexte de ce qui avait été posé comme intangible, éternel et absolu. Ce mouvement de mise en rapport est selon Marx la dialectique elle-même « critique et révolutionnaire » (Préface du *Capital*). Réfléchissons-y : le mouvement de désacralisation que la pensée laïque radicalise et généralise (les dieux sont une créa-

tion contre l'idolâtrie. Rien de plus absurde donc que de faire de la laïcité une « nouvelle idole ». Être laïc, c'est devenir plus laïc. C'est être iconoclaste. C'est ne jamais faire un camp de ce qui est toujours un mouvement. Briser des murs et tisser des relations. Je dirai même que ce qui se fait « au nom de la laïcité » n'est jamais très laïc, dans la mesure où l'imposition d'une norme par un sujet extérieur supposé sachant et supposé sachant parce que puissant relève simplement du sinistre « droit du plus fort. »

« Nous devons être attentifs à ce qui s'exprime dans le phénomène religieux. »

Que ce « plus fort (institutionnellement, économiquement, culturellement) se drape dans oripeaux de la laïcité ne devrait pas faire illusion : qui sont en pratique ses victimes ? des adolescentes, à cause d'un détail vestimentaire ; des gosses privés de repas de substitution dans certaines cantines ; des malheureux obligés faute de lieux de culte à prier dans la rue ; et quand un patron refuse la pause prière à ses salariés, il faudrait

*Jean-Michel Galano est philosophe. Il est professeur au lycée Montaigne (Paris) et à l'École supérieure des arts appliqués. Il est membre du comité de la rubrique Mouvement réel.

Des conflits entre et dans les cités

Les rivalités entre cités et dans les cités des Gaules au Haut Empire : sur deux épisodes de « l'année des quatre empereurs »

PAR **BLAISE PICHON***

Si les sources sont assez précises quant aux querelles entre cités qui agitent les provinces orientales de l'Empire romain, il n'en est pas de même pour les provinces d'Occident, et les provinces des Gaules ne font pas exception à cette règle. Sans doute cela tient-il pour partie à une vie civique moins développée, mais aussi au nombre moindre de sources littéraires concernant les cités d'Occident. La guerre civile qui débute à la fin du Principat de Néron, et qui dure jusqu'en 70, est un moment privilégié pour analyser ces rivalités entre cités, mais aussi, exceptionnellement, des rivalités intra-civiques, connues en particulier à travers le soulèvement de Mariccus, dans la cité des Éduens, qui paraît contester les élites qui dirigeaient alors la cité. Le récit de cette guerre par Tacite, dans les *Histoires*, subsiste largement.

L'OPPOSITION DES LYONNAIS ET DES VIENNOIS

Si Tacite évoque brièvement les luttes entre les cités des Séquanes, des Lingons et des Éduens lors de la guerre civile, c'est l'opposition entre Lyon et Vienne qui permet le mieux d'étudier les rivalités entre cités des Gaules.

Distantes de 38 kilomètres, les colonies de Vienne et de Lyon ont été créées à la fin de la République. Lyon est fondée en 43 av. J.-C. par Munatius Plancus pour accueillir les Romains expulsés de Vienne et son importance s'accroît lorsqu'elle devient capitale fédérale des Trois Gaules, au moment de la fondation de l'Autel fédéral du culte impérial des Trois Gaules par Drusus, en 12 av. J.-C. L'attachement que marque l'empereur Claude pour la colonie de Lyon, où il naquit, est connu par le texte du discours gravé sur les Tables claudiennes.

La colonie latine de Vienne est très certainement fondée par Octave entre 40 et 27 av. J.-C., et non par César ou plus tôt encore, comme cela a été parfois proposé. Vienne est promue colonie romaine par Caligula, peut-être grâce au patronage de Valerius Asiaticus, Viennois et consul en 35. Elle est qualifiée par Claude, dans son discours de 48 au Sénat de « colonie à la belle parure et très puissante ».

La rivalité entre Lyon et Vienne remonte probablement à l'époque de la fondation de la première et est sans doute liée au souvenir de l'expulsion de Vienne de ceux qui devinrent les premiers colons de Lyon. Elle transparaît dans un passage de l'*Apocoloquintose* de Sénèque (VI, 1), qui écrit à propos de Claude : « Je te l'affirme, moi qui ai passé de si nombreuses années en sa compagnie : il est né à Lyon. Tu as devant toi un concitoyen de Munatius. C'est comme je te le dis : il est né à seize milles de Vienne, c'est un franc Gaulois ». Certes, Vienne se situe en Narbonnaise et Lyon en Lyonnaise, mais il est fort probable que Sénèque reprenne ici une affirmation des Viennois, qui se prétendent tout à fait Romains contrairement aux Lyonnais. Cependant, si l'on s'en tient au statut juridique des deux cités, c'est bien Lyon qui est plus anciennement romaine, la romanité étant d'abord, aux yeux des Romains, juridique.

Lors du soulèvement de Vindex, au printemps 68, la colonie de Lyon refuse de soutenir Vindex, sans doute à cause de relations privilégiées avec Néron, dont nous avons trace lors des incendies successifs de Rome et de Lyon. En 64, les Lyonnais avaient offert quatre millions de sesterces à Rome ; Néron décide d'octroyer la même somme aux Lyonnais victimes d'un incendie très important l'année suivante. C'est en réaction à cette position des Lyonnais que les Viennois choisissent de soutenir Vindex.

Ils entreprennent alors une expédition militaire contre Lyon, mais elle échoue et les Viennois se retirent après la mort

de Vindex, en mai 68. Galba favorise ensuite les Viennois et opère des confiscations à l'encontre de Lyon. Tacite écrit, à propos de la situation sous Galba que Lyonnais et Viennois « s'étaient infligé mutuellement de nombreuses pertes et avec trop d'acharnement pour que l'unique raison du conflit fût la lutte pour Néron ou Galba. Galba d'ailleurs, mettant à profit son ressentiment, avait confisqué les revenus des Lyonnais, tandis qu'il prodiguait aux Viennois les marques de sa considération ; d'où la rivalité, la jalousie et, entre les deux cités séparées seulement par un fleuve, un seul lien, la haine » (*Histoires*, I, LXV, 1). On constate que, dès le début de la guerre civile, la forte implication de Lyon et de Vienne dans des camps opposés sert de justification à la réactivation d'un conflit local.

En janvier 69, le soulèvement de Vitellius en Germanie change la donne, et offre à Lyon l'occasion d'une revanche. Une partie des troupes de Vitellius, sous le commandement de Fabius Valens, séjourne plusieurs semaines à Lyon au début de l'année 69. Les Lyonnais réclament alors le châtiement des Viennois : « Aussi les Lyonnais excitaient-ils individuellement les soldats et les poussaient-ils à exterminer les Viennois, en leur rappelant que ces gens-là avaient assiégé leur colonie, secondé la tentative de Vindex, levé naguère des légions pour soutenir Galba ». L'argumentaire développé par les Lyonnais auprès des soldats de Vitellius, tel que nous le rapporte Tacite, est riche d'enseignements sur la manière dont les Lyonnais considèrent les Viennois en 69. Outre le rappel des événements du printemps 68, les Lyonnais insistent sur le prétendu rôle des Viennois dans la poursuite de la guerre civile : « ils les conjuraient publiquement de marcher à la vengeance, d'anéantir le quartier général de la guerre dans les Gaules : là-bas, tout était étranger et ennemi, mais eux, ils étaient une colonie romaine, une partie de l'armée, les alliés des bons et des mauvais jours » (*Histoires*,

I, LXV, 2). Le discours rapporté par Tacite réactive une opposition de statut juridique entre Lyon et Vienne qui n'existe plus depuis plus de deux décennies. Il donne l'impression que l'époque où les Allobroges se soulevaient contre la République, ici assimilée aux Romains lyonnais, est toute proche ; les Lyonnais ne se privent d'ailleurs pas de rappeler que leur cité accueille un des rares contingents militaires stationnés en Gaule intérieure (dont l'une des missions est de protéger l'atelier monétaire de Lyon). Ils laissent aussi entendre que les Viennois seraient à la tête des ennemis de Vitellius dans les Gaules, ce qui est loin d'être exact. Le procédé qui consiste à dénier la qualité de Romains aux ennemis du pouvoir est classique depuis l'époque des guerres civiles du dernier siècle de la République.

« L'imbrication de quelques-uns de ces conflits dans la trame de la "grande histoire" de la guerre civile qui secoua l'Empire a seule permis la transmission de leur souvenir jusqu'à nous. »

Les Viennois sont alors contraints de faire acte de *deditio* à l'égard des légionnaires de Vitellius qui, selon Tacite, s'apprêtaient à piller Vienne contre l'avis des légats qui commandaient les légions, à une période où les légionnaires ont vu leur influence et leur indépendance s'accroître, dans le contexte de la compétition armée entre Vitellius et Othon pour la succession de Néron. Lors de la campagne menée officieusement par les Lyonnais pour exciter les légionnaires contre les Viennois, Tacite note également que les légionnaires sont approchés individuellement par les Lyonnais, dans une atmosphère de *conjuratio*, révélatrice d'une volonté du commandement militaire d'éviter les exactions. La crise s'achève lorsque les Viennois versent une forte somme et livrent leurs armes, évitant ainsi le pillage de la cité.

MARICCUS, OU LA DIVISION DANS LA CITÉ DES ÉDUENS

Le soulèvement de Mariccus en Gaule occupe un court paragraphe des *Histoires*, intercalé dans le récit des suites de la victoire des armées vitelliennes sur les troupes d'Othon, à Bédriac, le 14 avril 69, qui occupent les paragraphes 51 à 69 du livre II. Le récit de Tacite incite à y voir un épisode assez bref, situé au printemps 69, alors que Vitellius est à Lyon.

Mariccus est inconnu par ailleurs, et Tacite insiste, un peu trop peut-être, sur sa modeste extraction (« un certain Mariccus, appartenant à la plèbe des Boïens »), qui permet au sénateur histo-

rien de discréditer le personnage en tant que prétendant crédible à un pouvoir. Mariccus intervient dans un conflit qui est, à l'origine, intra-civique, puisque les Boïens font partie de la cité des Éduens, à laquelle ils ont été soumis par César. Par la suite, le conflit reste localisé. Les magistrats de la cité des Éduens font intervenir, aux côtés de troupes de Vitellius, les *iuuenes* de la cité contre Mariccus et ses partisans, assez nombreux (Tacite indique que Mariccus a rassemblé 8 000 hommes, ce qui, au-delà d'un nombre sans doute approximatif, montre que le Boïen est capable de mobiliser une troupe assez nombreuse de partisans). Le récit de Tacite laisse penser que les combats n'ont pas duré longtemps. L'épisode s'achève par l'exécution de Mariccus devant Vitellius.

Depuis Camille Jullian et son *Histoire de la Gaule*, de nombreuses hypothèses ont été émises pour essayer d'expliquer le cas de Mariccus. Les causes du soulèvement peuvent être sociales, comme le sous-entend Tacite : il oppose la modeste extraction de Mariccus, « appartenant à la plèbe des Boïens », et la position sociale éminente des Éduens envoyés contre lui. Mais, comme nous l'avons dit, il ne faut pas surestimer la basse extraction de Mariccus. Les partisans de Mariccus, sans doute mobilisés assez rapidement, pourraient être ses clients. Dans ce cas, le soulèvement serait plutôt lié à des dissensions entre élites boïenne et éduenne au sein de la cité des Éduens.

Le soulèvement pourrait aussi être en relation directe avec l'action des compétiteurs en lice pour le pouvoir impérial. Cette hypothèse paraît moins probable, car Mariccus n'inscrit pas son combat dans le cadre de la romanité. Juste après avoir affirmé que Mariccus prétendait être « inspiré par les dieux », Tacite indique qu'il se qualifiait d'*adsertor Galliarum* et de *deus*. Le terme *adsertor* peut aussi bien signifier « libérateur » que « défenseur ». En choisissant cette traduction on peut envisager que Mariccus défend les Gaules, sans doute contre les troupes de Vitellius. En tout cas, l'affirmation que Mariccus se prétend un dieu en fait clairement un étranger à la romanité. Faut-il forcément, pour autant, du fait de son nom unique, le considérer comme un pérégrin ? Ces caractéristiques non romaines de

Mariccus peuvent également renvoyer aux religions gauloises. Cependant, nous n'avons pas de témoignage de Gaulois qui se serait prétendu dieu. Quant à rattacher Mariccus aux druides, c'est un pas qu'il est prudent de ne pas franchir. Certes, Tacite rapporte des prophéties druidiques au cours des troubles des années 69-70, mais celles-ci interviennent bien plus tard dans son récit, au moment du soulèvement de Civilis. Par ailleurs, si Mariccus s'était prétendu druide, nul doute que Tacite en eût fait mention pour souligner combien le personnage était étranger à la conception romaine du monde. Cette affirmation qu'il est un dieu n'est-elle pas plutôt un écho déformé du culte impérial, afin de rendre plus légitime – pas aux yeux des Romains toutefois – un pouvoir usurpé ? En tout cas, cette prétention divine paraît aussi étrangère à la romanité qu'à la tradition gauloise.

Les partisans de Mariccus sont une « multitude exaltée » selon Tacite, qui emploie l'adjectif *fanaticus* dans un contexte de manifestation druidique anti-romaine lors de la conquête de l'île de Mona (Anglesey) en 60. Pour autant, l'absence de mention explicite de druides invite à ne pas en imaginer derrière Mariccus.

La répression est d'abord le fait des autorités de la cité, qui reçoivent le renfort de cohortes de l'armée de Vitellius. Mariccus est ensuite remis à la justice impériale. Le sort qui lui est réservé par Vitellius est conforme au traitement infligé aux insurgés défaits : il est livré aux bêtes sous les yeux de nombreux spectateurs. Tacite souligne la nécessité de tuer Mariccus pour prouver sa vulnérabilité à la « foule stupide » (Tacite souligne là encore sa basse extraction), qui semble accorder du crédit à la divinité de Mariccus.

Sans nul doute, des conflits locaux ont opposé certaines communautés civiques des Gaules et en ont déchiré d'autres, comme en témoignent les épisodes violents qui ont marqué les années 68-70. L'imbrication de quelques-uns de ces conflits dans la trame de la « grande histoire » de la guerre civile qui secoua l'Empire a seule permis la transmission de leur souvenir jusqu'à nous. Les circonstances dans lesquelles ces conflits sont évoqués nous renseignent moins sur leurs répercussions locales que sur leur rôle dans l'affrontement général, plus ou moins déformé par l'historiographie antique, reflet d'une vision sénatoriale du destin de Rome. ■

*Blaise Pichon est historien. Il est maître de conférences en histoire romaine à l'Université Blaise Pascal Clermont-Ferrand.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Tiers-espace, quotidien et démocratie ?

Le tiers-espace est le couplage de l'imaginaire et du réel, le lieu de l'altérité, du ressenti ou de la croyance appliquée à l'espace ; bref, le lieu du tout.

PAR **CERISE MOLEG***

Il y a bientôt vingt ans Jean-Louis Guigou, alors directeur de la Direction à l'aménagement du territoire (DATAR), appelait de ses vœux la révolution des territoires. Sans nul doute, un bouleversement est à l'œuvre, les débats sur la constitution des métropoles en témoignent. Toutefois, de la même façon que

contemporaine. En un même temps, la planète connectée en ses lieux centraux, ses villes globales pour reprendre les mots de la sociologue Saskia Sassen, crée de l'information, la remplace, l'accélère. Si les technologies numériques ont considérablement réduit les distances, elles tendent à effacer le temps, si bien que les chaînes de causalité deviennent de plus en plus complexes et difficiles à maîtriser dans leur entièreté. La spatialité s'affirme dans le temps court que nous connaissons, dans l'accélération mondialisée, au détriment de la temporalité. L'espace-temps de nos quotidiens s'en trouve fractionné. Or la

manière contemporaine que nous avons d'appréhender l'espace qui nous entoure. Ce tiers-espace est le couplage de l'imaginaire et du réel, le lieu de l'altérité, du ressenti ou de la croyance appliquée à l'espace ; bref, le lieu du tout.

BOULEVERSER LE DÉCOUPAGE CENTRE-PÉRIPHÉRIE

C'est précisément, ici, ce qui nous intéresse. Ce tout dont nous sommes. Ce tiers-espace pense la subversion dépassant les oppositions binaires, de classes sociales, de groupes racisés, genrés... Les spatialisant, il permet l'articulation entre les territoires et les mécanismes d'hégémonie, décrits par Gramsci et prolongés par Gayatri Chakravorty Spivak. Le tiers-espace est subalterne, mais il n'est pas cartographiable, enfin pas toujours, pas palpable. L'espace est élastique et rétractable, il change d'échelle. Le tiers-espace aussi, se glisse dans les interstices, les bordures, les délaissés, les marges.

La perception binaire, classique de la modernité, des géographes, des aménageurs et politiques consiste donc à lire les centres, où il se passe quelque chose, où le monde se fait, où les échanges créent l'information, le capital nécessaire au bon fonctionnement du système mondialisé et les périphéries, les bordures, dont au mieux on se préoccupe lorsqu'elles deviennent trop instables, lorsqu'elles ne supportent plus l'hégémonie. La vivacité des mouve-

« La fragmentation temporelle, spatiale, influe irrémédiablement sur la fragmentation de la société pour en faire une juxtaposition d'individus. »

l'extraordinaire prévaudrait sur le quotidien, que le notable supplanterait le peuple, la métropole effacerait le reste du territoire. Martin Vanier, parodiant Sieyès pose le débat : « Qu'est-ce que le tiers espace ? Tout ! Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans la recomposition territoriale ? Rien ! Que demande-t-il ? À y devenir quelque chose ! »

Probablement, l'habitude de comprendre l'époque par la chronologie des faits est-elle bousculée par la simultanéité

fragmentation temporelle, spatiale, influe irrémédiablement sur la fragmentation de la société pour en faire une juxtaposition d'individus. Edward Soja, en 1996, à la relecture d'Henri Lefebvre propose trois notions clefs sur la représentation de l'espace et des lieux. Un premier degré serait tout lieu réel et cartographiable, le deuxième espace correspondrait aux représentations, aux perceptions, aux ressentis liées au premier, le troisième, le tiers-espace caractériserait cette



Presles-en-Brie (Seine-et-Marne) et Nanterre (Hauts-de-Seine) Tiers-espaces ?



ments des espaces délaissés n'en fait d'ailleurs pas forcément une garantie d'émancipation sociale.

Revenons au tiers-espace qu'Hugues Bazin, au sein du laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action, rapproche du tiers-paysage du paysagiste Gilles Clément. Ce tiers-espace s'il bouleverse ce confortable découpage centre-périphérie c'est qu'il est « l'espace qui pousse du milieu ». « [Il] ne se définit pas par ses limites ou ses lisières, mais par les interactions au centre. [...] C'est une autre manière de dire que nous ne

sommes plus définis par nos "extrémités" dans une histoire linéaire entre un "début" et une "fin", mais, comme le dit si bien le poète Rilke, que "nous construisons chaque jour notre origine un peu plus devant nous". Nous prenons ainsi conscience de cet "état du mouvement" dans cet inachèvement perpétuel. » La subversion du tiers-espace tient dans ce mouvement perpétuel, dont la reconnaissance n'est pas dans l'air du temps, puisqu'il induit fondamentalement le quotidien et par conséquent la volonté démocratique.

« La subversion du tiers-espace tient dans ce mouvement perpétuel, dont la reconnaissance n'est pas dans l'air du temps, puisqu'il induit fondamentalement le quotidien et par conséquent la volonté démocratique. »

RENDRE POSSIBLE L'INVENTION, L'INNOVATION, LA RICHESSE CULTURELLE

La route de la révolte du tiers-espace, de cette volonté de devenir « quelque chose », pose comme fondement pour l'aménagement du territoire de ne plus réfléchir exclusivement par pôles de développement économique, dont on voit bien les logiques néolibérales de fragmentation évoquées plus haut, mais de rendre possible l'invention, l'innovation, la richesse culturelle qui poussent du milieu, y compris – surtout – des espaces subalternes qui n'aspirent qu'à ne plus l'être.

Penser le tiers-espace invite à dépasser ces strates hiérarchisées pour favoriser le métissage, pour l'altérité des espaces. L'équilibre, pour instable qu'il est, nécessairement, par définition, n'est donc pas à chercher uniquement dans les métropoles mais dans l'ensemble des espaces. L'équilibre construit par le tiers-espace, par le lieu mélangé a donc à voir avec le droit à la ville construit par Henri Lefebvre, le droit à transformer la ville. ■

*Cerise Moleg est est urbaniste.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une question scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

Qu'est-ce qu'une journaliste scientifique ?

Dans la série des métiers liés aux sciences, après celui d'informaticien, nous proposons celui de journaliste scientifique.

ENTRETIEN AVEC
MARIE-NEIGE CORDONNIER*

Quelle formation as-tu suivie pour en arriver là ?

À *Pour la Science*, il est plus important d'avoir une solide formation scientifique qu'une expérience dans le journalisme. Sans cela, je n'aurais eu aucune chance ! C'était en 2000. J'étais en fin de thèse de biophysique à l'Institut Curie, à Paris, et je n'étais pas sûre de vouloir continuer dans la recherche. Le travail au labo m'avait passionnée, mais après quatre ans passés à étudier une protéine particulière, l'étendue et la diversité des sciences que j'avais découvertes à la faculté me man-

embauchée en tant que rédactrice chargée de l'édition des *Génies de la Science*, une revue trimestrielle d'histoire des sciences. Le directeur de la rédaction de l'époque, Philippe Boulanger, m'a appris le métier au fil des numéros. Puis en 2009, les *Génies de la Science* se sont arrêtés et je suis passée sur le mensuel *Pour la Science*. Mais en général, les journalistes scientifiques ont une formation en sciences et en journalisme.

Tu dois parler un peu de toutes les sciences, mais on ne peut pas tout maîtriser. Comment se garder de dire des bêtises de bonne foi ?

Là encore, le cas de *Pour la Science* est assez particulier, car la plupart des articles sont écrits par des chercheurs, ce qui limite considérablement les erreurs.

sages qui paraissent obscurs, les transitions un peu trop abruptes, etc. On joue en quelque sorte le rôle du lecteur type. On propose aussi d'explicitier certains points sous la forme d'encadrés ou à l'aide de figures. L'auteur ajuste à son tour le texte, puis en général une discussion s'engage sur les points les plus délicats et aboutit à un compromis entre précision et simplification.

Une partie des articles que nous publions sont des adaptations en français d'articles parus en anglais dans la revue *Scientific American*, dont *Pour la Science* est une filiale (à 50 %, l'autre moitié appartient aux éditions Belin). Dans ce cas, nous demandons toujours à un spécialiste du domaine de relire la version française, afin de vérifier que rien ne le choque à la lecture. Enfin, les rédacteurs écrivent eux-mêmes de petits articles d'actualité scientifique qui paraissent sur notre site Internet et sous une forme réduite dans le mensuel. Là encore, nous faisons relire nos textes par des spécialistes du domaine, qui vérifient que l'on n'a pas dit de bêtises.

« On essaye [...] de donner une idée des problèmes auxquels les chercheurs sont confrontés. »

quaient. De plus, les postes dans la recherche étaient déjà rares et beaucoup de postdoctorants (des jeunes chercheurs en contrat à durée déterminée) de mon entourage galéraient pour en décrocher. Sans compter qu'il me manquait quelques mois de financement pour rédiger ma thèse. L'offre d'emploi de *Pour la Science* est tombée à ce moment-là. J'ai postulé sans trop y croire et j'ai été

Un rédacteur contacte un chercheur (ou l'inverse), discute avec lui pour définir le sujet de l'article, le chercheur écrit, puis le rédacteur retravaille l'article avec lui et le met en forme pour sa publication. Dans ce cas, on avance en général par petites touches. On pose des questions à l'auteur et, avec ses réponses et ce que l'on sait par ailleurs, on lui propose une version de l'article où l'on a expliqué les pas-

En cherchant à rendre compréhensible un sujet difficile, on risque de le simplifier exagérément, de le tordre, de cacher les problèmes de fond. Alors comment procéder ?

On part du principe qu'on peut tout expliquer en avançant pas à pas. Parfois, cela signifie que les trois quarts de l'article seront consacrés à présenter des prérequis pour comprendre le sujet. Tout le défi est alors d'agencer et de mettre en scène ces éléments de telle façon que le lecteur découvre pas à pas une histoire et non qu'il ait l'impression d'avaler *n* définitions,

lemmes et théorèmes avant d'arriver au résultat. C'est particulièrement le cas pour les articles de mathématiques (par exemple celui qui fait la couverture du numéro de juin 2015, qui traite d'un sujet abstrait, la géométrie aléatoire sur une sphère), mais on retrouve en fait la même difficulté dans toutes les disciplines. Quelques « trucs » aident à dérouler l'histoire sans la rendre indigeste : revenir sur le cheminement qui a conduit à telle idée ou à tel concept, utiliser des métaphores ou com-

tifique sensible. Notre rôle est avant tout d'apporter un éclairage scientifique, et si on constate qu'on n'apportera rien de plus de ce point de vue, on s'abstient. Ensuite, tout dépend des articles. Dans les papiers d'actualité que les rédacteurs signent, on opte en général pour un ton factuel, qui permet d'évoquer les dimensions sociétales, les difficultés éthiques posées, sans prendre parti. On essaye de se poser en spectateur objectif. Quand il s'agit d'un article de chercheur, soit on lui demande

ter, de les expliciter, de les comparer de façon scientifique et de montrer leurs avantages et limites.

Alors : ta meilleure et/ou ta plus mauvaise expérience ?

Ma plus mauvaise expérience remonte aux *Génies de la science*. En 2001, je préparais un numéro consacré à Freud – une adaptation en français d'un numéro paru dans la revue homologue italienne *I grandi della scienza*. Tout se passait bien. Comme d'habitude, j'avais prévenu l'auteur que j'adaptais sa monographie aux contraintes de notre ligne éditoriale, tout en restant au plus près de l'esprit de son texte, et que l'ensemble serait relu par un spécialiste francophone. L'auteur a accepté, mais en découvrant la version quasi finale du numéro, il a refusé notre adaptation et a demandé, sans négociation possible, un retour à son texte original. Résultat : le numéro n'est jamais paru (par chance, nous avons une roue de secours !). Heureusement, ces cas sont rares. En général, les discussions se passent bien (c'est même une des parties les plus intéressantes du métier !) et nous arrivons toujours à un accord.

Ma meilleure expérience, ou plutôt mes meilleurs moments, ce sont des rencontres avec les chercheurs (on découvre à chaque fois un nouveau monde !), ou celles que j'ai pu faire lors de la recherche d'illustrations pour les *Génies de la Science*. Quand on préparait le numéro sur Paul-Émile Victor, par exemple, j'ai beaucoup discuté avec sa fille, qui m'a même permis de garder un carnet de voyage de son père pour quelques jours. Et les discussions avec l'ancienne secrétaire de Jacques Monod à l'Institut Pasteur, lors de la préparation du numéro sur l'aventure de son prix Nobel avec André Lwoff et François Jacob, furent tout aussi passionnantes. Madeleine Brunerie m'a raconté de nombreuses anecdotes et nous a déniché des trésors iconographiques. En somme, chaque article est une nouvelle aventure... ■

« Notre rôle est avant tout d'apporter un éclairage scientifique »

paraisons pour fixer les idées, prendre le temps d'expliquer un aspect en lui consacrant un encadré. Alors certes, on ne raconte pas tout ce que pourraient se dire des spécialistes, mais on essaye de ne pas éluder les difficultés et de donner une idée des problèmes auxquels les chercheurs sont confrontés.

On croyait autrefois que les sciences c'était plutôt pour les hommes et les lettres plutôt pour les femmes (!). Comment cela se traduit-il dans ton métier ? Est-ce une profession « genrée » ?

Bon, déjà, ce n'est plus trop le cas en sciences ! Même si dans certaines disciplines, en mathématiques et en physique, notamment, les hommes restent très majoritaires. Dans les filières biologiques de l'université, par exemple, il y a en général plus de femmes que d'hommes. Parmi les journalistes scientifiques, c'est assez équilibré, avec peut-être une tendance à la féminisation, notamment dans le journalisme *free lance*. Et ce ne sont pas forcément les femmes qui s'occupent de la biologie...

Les sciences (et encore plus les techniques) ont des dimensions politiques, économiques, éthiques... parfois délicates ou conflictuelles. Comment en rendre compte, surtout dans une revue n'affichant pas de parti pris ?

C'est une question délicate qui fait l'objet de nombreuses discussions lors des réunions de rédaction ! La première façon d'en rendre compte, c'est de choisir de traiter ou non un sujet d'actualité scien-

de faire la même chose, soit, si le sujet est particulièrement sensible, on demande à un autre chercheur, souvent un sociologue, d'apporter son éclairage sur la question. C'est ce que l'on a fait, par exemple, sur la biologie de synthèse, l'année dernière. Dans un premier article, un biologiste de *Genopole*, François Képès, a présenté les travaux dans ce domaine et la théorie qui les sous-tend, puis un sociologue de l'INRA, Pierre-Benoît Joly, a évoqué les débats que la biologie de synthèse suscite et les difficultés des sociologues à trouver leur place au milieu et à faire avancer les choses. Chacun répondait à des questions qu'on s'était posées, toujours en tant que lecteurs types, et qui aideraient donc les lecteurs à y voir plus clair ou à se faire une opinion.

Enfin, nous avons une rubrique « Point de vue », où un chercheur donne son opinion sur un sujet de science et société. Dans ce cas en particulier, le seul fait de choisir de traiter ou non un sujet, et de demander l'article à telle ou telle personne, est une façon de prendre parti. D'où les discussions parfois très longues au sein de la rédaction : faut-il en parler ? Quel angle choisir ? Quel intervenant ? Mais le leitmotiv reste le même : se cantonner à des sujets où l'on peut apporter un éclairage scientifique. Par exemple, au moment de la réflexion sur la transition énergétique, l'année dernière, il était hors de question de donner un point de vue non étayé scientifiquement sur ce sujet. L'idée était de faire parler non pas un défenseur de tel scénario, mais un chercheur qui avait participé à la consultation nationale et à la définition des différents scénarios possibles et qui serait à même de les présen-

*Marie-Neige Cordonnier est rédactrice en chef adjointe du magazine *Pour la Science*.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

Droite/extrême droite : proximité et distance

Le baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, le Centre d'étude de Sciences-Po, réalisé par Opinionway l'hiver dernier (dite vague 6) permet d'établir les distances et les proximités entre les électorats de l'UMP et du Front national.

La proximité est à peu près totale sur les questions d'immigration et de conservatisme moral. 86 % des électeurs UMP trouvent qu'il y a trop d'immigrés en France ; c'est le cas de 94 % des électeurs FN. De la même manière, ils sont 53 % à l'UMP à vouloir supprimer la loi autorisant le mariage homosexuel, et 51 % au FN. Soit des différences de 2 à 8 points, ce qui est très faible.

En matière économique et sociale (faut-il réformer en profondeur le capitalisme ? Prendre aux riches pour donner aux pauvres ?), les distances sont plus grandes : 20 % des électeurs UMP sont d'accord contre 45 % au FN, soit une différence de 25 %.

Sur la question d'identité (française), ils sont 19 % à l'UMP à se sentir seulement français contre 59 % au FN (40 % de différence).

Enfin, sur l'Europe, 58 % des électeurs UMP trouvent que l'appartenance à l'Europe est une bonne chose contre 11 % seulement au FN : une différence cette fois de 47 points. ■

IL FAUT SUPPRIMER LA LOI SUR LE MARIAGE HOMOSEXUEL ?



IL Y A TROP D'IMMIGRÉS ?



IL FAUT PRENDRE AUX RICHES POUR DONNER AUX PAUVRES ?



LA FRANCE DOIT SE PROTÉGER D'AVANTAGE ?



SE SENT SEULEMENT FRANÇAIS ?



L'APPARTENANCE DE LA FRANCE À L'EUROPE EST UNE BONNE CHOSE ?





Comment les Français se logent-ils ?

En 2013, 58 % des 28 millions de ménages français sont propriétaires de leur logement, d'après les premiers résultats de l'enquête *Logement* de l'INSEE. 17 % sont locataires dans le secteur social, et 20 % sont locataires dans le secteur libre. Cette répartition n'a que très peu évolué depuis 2001. De même, la proportion d'habitat individuel (maisons) est stable, autour de 57 %. Ce type d'habitat est beaucoup plus fréquent pour les propriétaires, qui sont 80 % à vivre dans une maison, alors que plus des deux tiers des locataires du secteur libre et 84 % des locataires du logement social vivent en habitat collectif (immeubles). Naturellement, le lieu de résidence conditionne fortement le type de logement : dans les grandes agglomérations, seulement un logement sur trois est une maison, alors que c'est le cas de presque toutes les résidences en zone rurale.

Une des évolutions les plus marquantes depuis les années 1970 est la baisse du nombre de personnes par logement. Dans les années 1980, on comptait ainsi en moyenne 2,7 personnes par logement, contre seulement 2,3 en 2013, d'une part à cause du vieillissement de la population, d'autre part à cause des décohabitations liées aux divorces. En parallèle, la surface des logements a augmenté, rapidement entre 1970 et 1990, et plus lentement depuis. En moyenne, les Français disposent d'une surface de logement de 40 m² par personne en 2013, contre 37 m² par personne en 2001.

La qualité globale des logements a également sensiblement augmenté depuis les années 1970 et 1980. En 2013, moins d'1 % des logements ne disposent pas de l'eau courante, de baignoires, de douche ou de WC : c'était encore le cas de près de 15 % des logements en 1984. Parmi les défauts potentiels du logement, les plus fréquemment cités sont des problèmes d'humidité ou d'isolation. Près de 20 % des ménages français vivent ainsi dans un logement avec des courants d'air. Des

défauts plus sérieux sont également cités à des fréquences parfois relativement importantes : plus de 4 % des logements possèdent des installations électriques en mauvais état, et près de 2 % se trouvent dans un état général dégradé, parfois allant jusqu'à des fissures profondes de la structure.

Le surpeuplement reste un problème important, puisque 2,7 millions de ménages (8,5 % de la population) sont concernés. On parle d'un logement surpeuplé dès lors qu'il n'y a pas suffisamment de pièces par rapport à un standard qui compte une pièce à vivre commune puis une pièce par couple et par célibataire (éventuellement une pièce pour deux enfants qui ont moins de sept ans ou qui sont de même sexe). Le surpeuplement concerne particulièrement l'habitat collectif et les locataires, et est particulièrement fréquent dans les villes : en particulier, à Paris, plus d'un ménage sur cinq est dans une situation de surpeuplement.

Au total, 6 % des ménages déclarent que leurs conditions de logement sont insuffisantes, voire très insuffisantes. En 1973, c'était le cas de 15 % des ménages. Pour autant, malgré cette amélioration notable, un ménage sur

quatre désire changer de logement, soit volontairement, soit pour des raisons professionnelles ou familiales. C'est particulièrement le cas des locataires, dont un sur deux désire changer de logement.

Dans la mesure où l'accèsion à la propriété est de plus en plus rare (on comptait seulement 540 000 nouveaux acquéreurs en 2013 contre 616 000 en 2011, soit une baisse de 12 % en dix ans), ce désir de changer de logement explique sans doute l'explosion du nombre de demandeurs de logement HLM, en particulier parmi les ménages logés à l'extérieur du parc social : ils étaient 546 000 en 2001, contre 688 000 en 2013, soit une augmentation de plus de 25 %.

« Une des évolutions les plus marquantes depuis les années 1970 est la baisse du nombre de personnes par logement. »

Anarchie : une petite poussée de fièvre ?

Peu présente dans les lignes éditoriales ces vingt dernières années, l'anarchie semble intéresser de nouveau, dans le mouvement d'analyse et de mise à jour des théories politiques anticapitalistes. Le drapeau noir reprendrait-il des couleurs ? Il existe aujourd'hui un frémissement éditorial certain avec au cours de l'année écoulée plusieurs productions.

PAR PATRICK COULON

« Anarchisme, nouvelles approches, nouveaux débats », *Dissidences*

Commençons par la revue *Dissidences*, revue « engagée mais non partisane » qui intitule son dernier numéro : « Anarchismes, nouvelles approches, nouveaux débats » (dossier qui fait partie d'un ensemble de numéros portant sur les mouvements révolutionnaires). Les articles sont regroupés en trois parties qui rendent compte des recherches récentes sur la notion. La première fait le point sur la pensée de l'anarchisme aujourd'hui. La seconde présente concrètement des actions anarchistes comme *l'anarcho-punk* – initialement groupes *punk* refusant les circuits commerciaux et s'illustrant par des chansons qui diffusent les pensées anarchistes – ou les luttes anarchistes en lien aux mouvements des sans-emploi. La dernière enfin se tourne vers l'existence de tels mouvements en Amérique Latine.

Dans la première partie, Irène Pereira interroge les deux notions d' « anarchisme » et de « libertaire » pour montrer la difficulté à les délimiter. « Pour les chercheuses et chercheurs travaillant sur l'anarchisme, la délimitation des notions d'anarchisme, d'anarchiste, mais également de libertaire, pose des difficultés tant auprès du grand public que dans leurs usages savants. En effet, ces notions sont polysémiques et recouvrent des usages lexicaux très divers. Tout anticonformiste ou rebelle se voit qualifié d'anarchiste. L'anarchisme est également l'objet d'auto-categorisations par les acteurs. Il peut renvoyer à des mouvements historiques comme à des théories politiques diverses. Son extension historique et géographique est aussi problématique : il serait repérable à toutes les époques ou dans toutes les cultures selon certains, tandis que pour d'autres, il ne commencerait à se constituer qu'en Europe au XIX^e siècle. À ces difficultés s'ajoutent celles posées par le terme de libertaire : initialement

synonyme d'anarchiste, il tend à prendre une extension plus large. En langue anglaise, il se confond également avec celui de libertarien. Les pratiques sont, elles également, l'objet de controverses : l'anarchisme est pour certains un courant du mouvement ouvrier, pour d'autres, il se caractérise par des pratiques de vie, voire une simple attitude antiautoritaire... ». C'est l'analyse de discours de théoriciens du XIX^e, Anselme Bellegarrigue et Joseph Déjacque qui se disent anarchistes, qui montre l'implication politique de ces définitions différentes. En effet, les deux théoriciens ne défendent pas les mêmes approches de l'anarchisme. L'anarchisme peut être plutôt socialiste ou plutôt individualiste. Dans ce dernier cas, il peut aller jusqu'à supporter la libre concurrence et l'initiative individuelle (ce que prônent les libertariens américains).

Les anarchistes. Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone.

Ce dictionnaire produit par Les éditions de l'Atelier au titre évocateur : *Les anarchistes* réunit plus de cinq cents biographies de militants français, belges, suisses ou québécois des années 1840 aux années 2000, reconstituées à partir des travaux de Jean Maitron. Elles balayent le large spectre de l'anarchisme – communiste, individualiste, syndicaliste – et de ses formes d'actions. Joliment illustrée de photographies rares, dotée d'une riche chronologie commentée et complétée par des encarts historiques ou linguistiques, cette somme renouvelle l'approche de l'anarchisme et de certaines de ses figures phares.

Gaetano Manfredonia, Histoire mondiale de l'Anarchie.

C'est un fort bel ouvrage que nous livrent ensuite Arte éditions et Textuel, de ceux qui deviennent des références. Il regroupe une centaine de récits d'événements ayant eu lieu entre 1848 et nos jours dans beaucoup de pays du monde. Pour raconter le mouvement de la pensée

anarchiste et son influence sur l'évolution de la société, l'auteur s'appuie sur une riche iconographie : photographies d'archive bien sûr mais aussi correspondances, tracts, chansons, estampes, caricatures, journaux et livres.

Alba Balestri, *La section italienne de la colonne Ascaso.*

Alba Balestri rend dans ce livre un hommage à son père, exilé italien à Paris, parti s'opposer au coup d'État de Franco, mais aussi à tous les libertaires qui furent les premiers à s'engager au côté des républicains espagnols. Tous étaient portés par la volonté de construire une autre société plus fraternelle et solidaire. Tous aussi concevaient cette guerre comme une révolution.

John Clark, *Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme.*

Le philosophe John Clark livre dans les trois essais qui composent ce livre, « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », « La politique de libération : de la classe à la culture », « L'anarchisme et la crise mondiale actuelle », sa vision de la façon dont nous devons sortir de l'opposition gauche-droite, complètement vide de sens et mortifère. L'anarchisme permettrait de quitter l'aveuglement actuel face aux questions portant sur l'écologie.

Un Indigné, Révoltez-vous ! Répertoire non exhaustif des idées, des pratiques et des revendications anarchistes.

Pour sortir de la pratique habituellement citée du « contrôle citoyen », l'auteur propose des modes d'ac-

tion de révolte, de libération. Se rassembler pour sortir de l'indignation promue par Hessel, et reprise par tous les politiques, et entrer dans la révolte face à des situations inacceptables. Ce petit livre voudrait créer une dynamique pour oser de nouveaux possibles, de nouvelles propositions.

Anarchy, France 4

Pour finir sur une touche moins scientifique, voici *Anarchy*, la nouvelle série télévisée de France 4. Imaginez une série pour laquelle seul le premier épisode a été écrit. La suite est à imaginer par les internautes sur un blog. Le synopsis futuriste, inspiré de la faillite bancaire de l'Islande, raconte la vision d'humanitaires belges sur la France qui, après être sortie de l'euro, sombre dans le désordre. Le projet vise à susciter « une réflexion sur le contrat social », ou à créer la crainte de ces scénarios ? ■

MAIS AUSSI

- *Pierre Kropotkine ou l'économie par l'entraide*, Le passager clandestin.
- *La littérature de l'anarchisme*, ELLUG.
- *Encyclopédie anarchiste*, Éditions des Équateurs.
- « *Les militantes du POUM 1935-1980* » *Revue des mondes hispanophones*, PUF.
- *Dionysos au Drapeau Noir - Nietzsche et les Anarchistes*, Atelier de création libertaire.
- Max Nettlau, *Une mémoire anarchiste*, Éditions du Monde Libertaire.

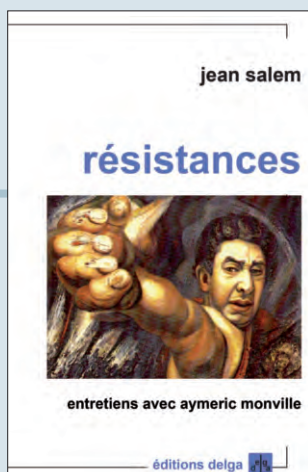
Résistances

Éditions Delga, 2015

JEAN SALEM

PAR IGOR MARTINACHE

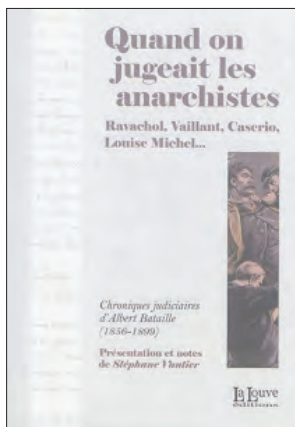
« Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes ». Ainsi aurait pu s'intituler ce livre d'entretiens si le titre n'avait pas déjà été pris par une comédie gentille. Professeur de philosophie à l'université Paris-1 où il organise depuis une dizaine d'années le roboratif séminaire « Marx au XXI^e siècle » (<http://seminaire-marx.univ-paris1.fr>), Jean Salem y revient sur son itinéraire d'un enfant



– culturellement – gâté, fils de Gilberte et Henri Alleg, infatigables militants et intellectuels communistes. Avec de tels moules, la reproduction sociale s'avère néanmoins positive, même s'il n'est pas toujours facile d'être ballotté entre Alger, Tarascon, Prague et Moscou au gré des activités parentales. Le jeune Jean en tire néanmoins un appétit insatiable pour la culture classique en même temps qu'un goût pour les voyages et un sens politique affirmé. C'est tout cela qu'il raconte à Aymeric Monville, éditeur militant (ce qui devient un pléonasse à notre époque) également communiste « non pratiquant ». Mais, à l'exemple de son ►

► regretté père dans ses très belles *Mémoires algériennes*, Jean Salem ne s'adonne pas à un exercice d'auto-complaisance trop fréquent dans ce genre éditorial, mais parseme son récit de nombreuses analyses réflexives. Ce sont, en fait, plusieurs ouvrages en un que le lecteur y trouvera : le parcours biographique et intellectuel d'un communiste resté fidèle à ses engagements, des souvenirs tantôt cocasses tantôt édifiants de rencontres aux quatre coins du monde, des réflexions sur l'état du monde actuel, une initiation philosophique à la pensée des atomistes classiques (Démocrite, Epicure et Lucrèce), mais aussi une analyse (très) critique des évolutions du milieu universitaire et... du PCF ! Si Jean Salem ne mâche pas ses mots contre l'historiographie dominante tendant à exagérer le passif des Communistes français, comme de leurs homologues étrangers, ou sur la trahison d'un Parti socialiste mitterrandien qui usurpe son nom, il n'en est pour autant pas tendre avec le PCF qui poursuivrait une dérive socio-démocrate depuis le secrétariat de Georges Marchais. Ce qui ne justifie pas pour autant de quitter le navire, mais oblige à s'interroger sur son cap avec discernement. Si une telle position tiraillée, nostalgique du « centralisme démocratique » et d'une lutte des classes clairement assumée, n'est évidemment pas originale, elle est néanmoins déployée ici de manière particulièrement claire et contextualisée pour nourrir un débat bien nécessaire. Certains lecteurs pourront en revanche trouver que ses critiques du genre, du *care* ou de Foucault comme objets de recherche à la mode, ou du « pédagogisme » comme source des maux de l'Éducation nationale manquent un peu d'étayage et appellent à la discussion. Il n'en reste pas moins un ouvrage particulièrement engagé et engageant, alimenté de part en part de références érudites, mais écrit dans un style oral et vivant. Bref, une invite convaincante à résister à l'air du temps. Reste à trouver comment le traduire dans une stratégie politique pertinente, où les Communistes ne joueront pas encore le rôle des dindons de la farce... ■

Quand on jugeait les anarchistes. Chroniques judiciaires d'Albert Bataille (1856-1899)



La Louve éditions,
2015

**PRÉSENTATION
ET NOTES DE
STÉPHANE VAUTIER**

PAR STÈVE BESSAC

Cet ouvrage compile les articles d'Albert Bataille qui couvrent les procès d'anarchistes pour *Le Figaro*. À travers seize affaires, allant du procès de Louise Michel en

1883 après son retour du bague de Nouvelle-Calédonie suite à la Commune jusqu'au procès de Santo Caserio, l'assassin du président Sidi Carnot en 1894, en passant par ceux de Ravachol, figure de proue du mouvement anarchiste déjà étudiée par Jean Maitron, l'auteur retrace la chronique judiciaire du mouvement anarchiste de 1882 à 1894 après la publication des « lois scélérates » (1893-1894). Neuf affaires se concentrent sur les années 1892-1894 lorsque certains anarchistes décident de passer à la

propagande par le fait, c'est-à-dire en pratiquant des attentats soit à l'encontre du pouvoir politique – comme dans le cas d'Auguste Vaillant qui lance une bombe à l'assemblée nationale en décembre 1893 –, soit contre le capital à l'image d'Émile Henry qui décide le 12 février 1894 de mettre une bombe au café Terminus car, dit-il, il est « fréquenté par les bourgeois » (p. 277).

Ces textes, présentés par Stéphane Vautier qui laisse beaucoup la parole à Albert Bataille, sont symboliques d'une époque, d'une époque où la chronique judiciaire a les faveurs de l'opinion publique, et pas seulement de la bourgeoisie lectrice du *Figaro*. En effet, de même que sous l'Ancien Régime, les gens accourent aux exécutions publiques, de même au XIX^e siècle, la justice qui tend pourtant à être de plus en plus confinée dans la sphère des tribunaux (bien que les exécutions soient publiques jusqu'en 1939) continue d'intéresser les Français.

Mais ces procès sont surtout représentatifs d'une époque marquée par l'affirmation du capitalisme qui entraîne dans son sillage la misère sociale et par l'affirmation de l'État. Ces deux phénomènes expliquent alors le développement du mouvement anarchiste en France, et plus globalement en Europe. Un des mérites du livre est d'auteurs de souligner l'« internationalisme » du mouvement anarchiste. On remarquera également l'hétérogénéité sociale des prévenus, certains étant issus des classes ouvrières à l'instar de Léon Léauthier ou de Santo Caserio, d'autres appartenant aux élites socio-économiques (le prince Kropotkine ou Sébastien Faure par exemple).

Conformément aux principes de la collection « Littérature et textes » des éditions de La Louve, le lecteur pourra également apprécier les nombreuses illustrations, dessins de presse ou photographies, ainsi que les précieuses notices biographiques situées à la fin de l'ouvrage. ■



Capitalisme, désir et servitudes

La Fabrique

FRÉDÉRIC LORDON

PAR JEAN-MICHEL GALANO

Après beaucoup d'autres, Frédéric Lordon a entrepris « d'aider à compléter Marx ». Sympathique attention. Il s'agit selon

l'auteur de « combiner un structuralisme des rapports et une anthropologie des passions : Marx et Spinoza ». Dès les premières pages, il pose comme une évidence que Marx aurait seulement décrit les structures économiques et sociales du capitalisme sans examiner les conditions et les conséquences subjectives de l'acceptation par les salariés de leur condition aliénée. Ici déjà, le lecteur tant soit peu familier du *Capital* fronce le sourcil : Marx parle en plus d'un endroit de ces choses, et la réinsertion de « la suave économie politique » dans l'histoire est l'une des lignes de forces de sa « critique de l'économie politique ». Mais passons.

Ce souhait d'enchâsser la pensée de Marx dans une métaphysique fait curieusement écho à un problème très actuel : comment se fait-il que des hommes et des femmes acceptent « librement » de sacrifier leurs intérêts et même leurs vies pour l'entreprise ?

La réponse de Lordon peut se résumer ainsi : l'entreprise est subjectivement l'émanation d'un « désir-maître » qui utilise l'argent et les moyens matériels, logistiques et communicationnels dont il dispose pour subjuguier les salariés en jouant de leurs désirs propres ; en leur dispensant des gratifications (ce que Spinoza appelle des « joies » et La Boétie « servitude volontaire ») qui rendent leur aliénation non seulement supportable, mais agréable. Alors que le capitaliste du temps de Marx tenait les salariés par l'aiguillon de la faim (affect triste), que le capitalisme fordien les tenait par un affect joyeux mais « extrinsèque » (avoir de l'argent pour consommer) le capitalisme néolibéral les tient par un affect joyeux interne (faire partie de l'entreprise). Affect aisément réversible en crainte du déclassement.

De là quelques formules brillantes : « Le patronat veut des oranges mécaniques » : Lordon exhibe avec férocité l'idéologie rampante qui imprègne tant de discours lénifiants sur l'entreprise. Plus encore, il décrit très bien la souffrance retenue de nombreux personnels d'encadrement amenés à s'identifier à ce qu'ils croient être « leur boîte », avec les excès que l'on connaît.

Mais c'est ici que se pose, je crois, la question cruciale : les hausses de salaires, l'amélioration des conditions de travail, la protection sociale, la retraite, ne sont-elles pas à mettre d'abord, au crédit des luttes ?

Le grand mérite de Lordon est de refuser la dissociation entre économie et anthropologie, et de poser la question de la dimension imaginaire dans la relation des salariés à l'entreprise. Pour autant, il ne nous donne pas les moyens de penser l'entreprise autrement que comme un lieu de manipulation. Où sont dans cette épreuve les comités d'entreprise, les conventions collectives, et autres acquis de l'action syndicale ? Où sont la production et l'appropriation des richesses sociales ? ■



Supports pédagogiques et inégalités scolaires : études sociologiques

La Dispute, 2015

STÉPHANE BONNÉRY (DIR.)

PAR IGOR MARTINACHE

Depuis maintenant plusieurs décennies, l'école fait l'objet d'une attention publique centrale et

crystallise les tensions. Bien des raisons peuvent expliquer cela : tant la population qu'elle concerne que les missions éducatives qu'elle endosse à son égard ne peuvent laisser indifférents, mais le fait qu'elle soit porteuse, plus que toute autre institution, de la promesse d'égalité des chances – valeur cardinale dans des sociétés libérales – n'est également sans doute pas étranger à cela. Or, loin de la réaliser, elle vient au contraire entretenir le mythe de la « méritocratie » et même légitimer les inégalités de fait, comme l'a montré toute une flopée de travaux sociologiques depuis *Les Héritiers* (1964) et *La Reproduction* (1970) de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron. Et pourtant, si le constat d'une inégalité de

traitement semble aujourd'hui admis par la plupart de nos concitoyens, peut-on en revanche, faire nôtre l'idée selon laquelle celle-ci se nicherait dans toute une série de mécanismes fins reposant sur l'affinité entre la culture scolaire et celle des classes dominantes, permettant aux enfants de ces dernières de réaliser un « délit d'initiés » d'un genre particulier. Tout au plus va-t-on ainsi débattre de l'enjeu – bien réel – de la ségrégation scolaire que ne viennent pas régler les politiques dites « d'éducation prioritaire ». Or, le diable est dans les détails, et en matière éducative, les inégalités commencent dans les pratiques enseignantes et les supports scolaires. C'est plus particulièrement sur ces derniers, largement délaissés jusque-là par les sociologues, que viennent se pencher les auteurs de cet ouvrage collectif, toutes et tous membres de la même équipe de recherche. Manuels scolaires, fiches confectionnées par les enseignants, mais aussi extraits de morceaux diffusés en cours d'éducation musicale ou encore ouvrages de littérature jeunesse, lesdits supports peuvent prendre des formes variées et évolutives dans le temps, mais tous ont en commun de constituer un intermédiaire entre les intentions de leurs concepteurs et les influences qu'ils exercent sur leurs utilisateurs, en cadrant néanmoins les usages possibles que ces derniers peuvent en faire.

En analysant l'évolution de différents supports au cours des dernières décennies dans le contexte français, les différents articles réunis ici mettent en évidence un certain nombre de constantes dans la manière dont les supports contribuent à alimenter les inégalités d'apprentissage selon l'origine sociale des enfants, en exigeant des élèves des opérations toujours plus complexes et implicites, sans pour autant les accompagner dans l'acquisition des savoir-faire nécessaires à leur réalisation. Encouragés en cela par l'évolution des programmes scolaires, ces supports ne demandent en effet plus un simple apprentissage de leçons linéaires pratiquement par cœur visant à la restitution – méthode d'apprentissage en soi discutable, mais ayant le mérite d'être explicite et ce faisant plus égalitaire. Ils exigent au contraire de leurs jeunes utilisateurs d'effectuer différents types de sauts cognitifs, de distinctions et de « mises en relation » d'éléments hétérogènes : images et textes, activités ou œuvres différentes, capacité à distinguer tout en les mobilisant simultanément le général du singulier, l'essentiel de l'anecdotique, le scolaire de l'extrascolaire, le sérieux de l'amusement, etc. Ce faisant, ils changent implicitement le rôle de l'élève, mais aussi des enseignants, qui deviennent de ce fait davantage des guides que des « maîtres », et renforcent le malentendu avec les parents des classes populaires, tentés dès lors de revenir à des méthodes « traditionnelles » comme le montre Séverine Kapko dans son article.

Au-delà même des supports, c'est donc un enjeu de taille que soulèvent les chercheuses et chercheurs une contradiction majeure de l'école à l'époque contemporaine qui traverse tout particulièrement ceux qui prennent au sérieux sa vocation émancipatrice. Comment ne pas en rabattre sur les ambitions éducatives visant à former des citoyennes et des citoyens réflexifs, tout en faisant en sorte que ces dernières ne conduisent pas à abandonner en cours de route les enfants ne disposant pas des dispositions initiales et des codes pour y arriver ? La réponse réside en partie dans un effort toujours recommencé d'explicitation des objectifs et consignes et de réflexion sur la progressivité des apprentissages, mais reste à savoir comment les traduire dans la pratique. ■

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, *La Revue du projet* propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

Communisme, travail et liberté

Le travail est-il condamné à n'être que contrainte et domination, à être le contraire de la liberté ? Marx s'inscrit en faux contre cette idée et présente le communisme comme une forme de société où la liberté serait présente non seulement en dehors du travail mais également, de manière différente, en son sein.

En fait, le règne de la liberté commence seulement là où cesse le travail déterminé par la nécessité et la finalité extérieure ; il se situe donc par nature au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite. De même que le sauvage est forcé de lutter contre la nature pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie, de même l'homme civilisé est forcé de le faire, et il est forcé de le faire dans toutes les formes de société et sous tous les modes de production possibles. Avec son développement, ce règne de la nécessité naturelle s'étend parce que les besoins s'étendent ; mais en même temps s'étendent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la liberté ne peut consister que dans le fait que l'homme socialisé, les producteurs associés, règlent rationnellement leur métabolisme avec la nature, le placent sous leur contrôle communautaire au lieu d'être dominés par une puissance aveugle ; qu'ils l'accomplissent avec la plus petite dépense de force et dans les conditions les plus dignes et les plus adéquates à leur nature humaine. Mais cela reste toujours un règne de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement de la force humaine qui vaut pour lui-même comme son propre but, le vrai règne de la liberté, mais qui ne peut s'épanouir que sur la base de ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail en est la condition fondamentale.

Karl Marx, *Le Capital*,
Livre III, Tome 3, Éditions sociales, Paris, 1974, p. 198 sq.
Traduction de Catherine Cohen-Solal et Gilbert Badia
(modifiée)

PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER

RÈGNE DE LA LIBERTÉ ET RÈGNE DE LA NÉCESSITÉ

Marx entend tout d'abord établir un fait universel, valable pour toutes les formes de société, celui d'un partage entre « règne de la nécessité » et « règne de la liberté », entre travail et temps libre. Cette dualité est présente dans toute l'histoire le plus souvent sous cette forme : quelques-uns, les maîtres, les seigneurs, jouissent du règne de la liberté tandis que l'immense majorité travaille pour les premiers, condamnée au règne de la nécessité.

La production matérielle constitue pour Marx une donnée anthropologique indépassable et, dans le livre I du *Capital*, il présentait déjà le processus de travail comme une « condition naturelle et éternelle de la vie humaine ». La possibilité même d'une perpétuation de l'humanité repose en effet sur l'existence d'une sphère de la production matérielle, que celle-ci soit prise en charge par des esclaves ou par des salariés.

En affirmant cela, Marx entend notamment refuser l'idée que l'automatisation progressive de la production pourrait un jour nous libérer du travail. Une idée qui n'est d'ailleurs pas neuve : au IV^e siècle avant notre ère, le philosophe grec Aristote déclarait déjà que si les navettes (outils pour tisser) filaient toutes seules, on

pourrait se passer d'esclaves. L'invention du métier à tisser automatique ne donne-t-elle pas raison à Aristote ? Ne s'agit-il pas simplement d'une question de temps et n'est-il pas possible d'entrevoir, à longue échéance, la prise en charge de l'ensemble de la production par des machines ? Non, répond Marx, et pour au moins deux raisons. D'une part, si la mécanisation et l'automatisation font fortement baisser le nombre de travailleurs requis pour fabriquer un même produit, elles en requièrent un nombre croissant pour la surveillance des processus de production et la fabrication des machines. D'autre part, les besoins eux-mêmes s'étendent. La consommation du XIX^e siècle a peu à voir avec celle du XXI^e siècle, il ne faut donc pas raisonner en faisant comme s'il existait une quantité de besoins absolue et finie (les besoins dits « vitaux » : se loger, se nourrir, se vêtir). L'apparition de nouveaux besoins chez les consommateurs entraîne elle-même une nouvelle demande dans la sphère de la production. La proportion croissante de la part des services au sein de la production semble d'ailleurs peu conciliable avec l'idée d'une automatisation complète de la production. Une machine peut-elle remplacer un comédien ou un enseignant ?

LA LIBERTÉ : APRÈS LE TRAVAIL ET DANS LE TRAVAIL.

Si le règne de la nécessité est indépasseable, comment penser la liberté ? Il faut tout d'abord libérer l'homme du travail. Cette libération, on l'a vu, ne saurait être intégrale. Seule une société inégalitaire, esclavagiste par exemple, pourrait libérer totalement quelques hommes du travail, mais en maintenant par la force l'immense majorité dans le règne de la nécessité. Se libérer du travail signifie donc réduire la journée de travail – une revendication politique centrale du mouvement ouvrier, d'après Marx. Si l'homme est contraint de travailler,

LE LIVRE III DU CAPITAL : UN TEXTE RESTÉ INACHEVÉ

Le troisième livre du *Capital*, consacré au processus d'ensemble de la production capitaliste et faisant suite à l'étude des processus de production et de circulation du capital, n'a jamais été publié du vivant de Marx. Demeuré à l'état de brouillon malgré des années de travail, il a été mis en forme et édité pour la première fois par Engels en 1894. On y trouve notamment d'importantes analyses concernant le taux de profit, le crédit ou encore la rente foncière.

sa vie ne saurait être réduite à son travail, sauf à le priver de nombre de ses potentialités. Car le temps libéré du travail ne doit pas être simplement le temps nécessaire à la reconstitution de la force de travail, le temps du repos avant de repartir travailler. Le temps libéré du travail, s'il n'exclut pas le repos et même parfois la paresse, est néanmoins pour Marx, un temps actif, celui « où commence le développement de la force humaine qui vaut pour lui-même comme son propre but ». La liberté consiste donc à développer volontairement et consciemment les potentialités de l'être humain, sans considération, du moins en un premier temps, pour l'utilité sociale de ces activités. On peut penser à l'activité de l'artiste, du passionné, à celle du bricoleur, du sportif.

Mais il existe une deuxième forme de liberté, non pas après, mais au sein du travail. Ce qui signifie que le travail n'est pas pure contrainte et que la liberté y a déjà sa place. Penser que la liberté n'a pas sa place dans la sphère de la production matérielle reviendrait à tenir pour négligeable la différence entre l'esclavage, le servage et le salariat. La liberté dans le travail n'est pas le libre développement des potentialités humaines. Elle consiste en une certaine organisation de la production. On peut penser ici à l'association des producteurs en coopérative, laquelle constitue un

progrès en matière de liberté par rapport au salariat. Avec la coopérative, la démocratie franchit les portes du lieu de travail en distribuant à chaque associé la même part de pouvoir. La production doit par ailleurs être maîtrisée collectivement et non pas dominée par la « puissance aveugle du marché ». Elle doit être au service des besoins humains et non de l'augmentation du profit. La production matérielle, enfin, ne doit pas rendre impossible la liberté hors du travail. Elle ne doit pas gaspiller l'énergie humaine nécessaire au libre développement des potentialités de chacun. Elle ne doit pas, *a fortiori*, détruire ces capacités, en soumettant le producteur à des conditions de travail indignes.

Le communisme ? Un ordre social dans lequel se déploient ces deux formes de liberté : le libre développement des potentialités de chacun et la maîtrise collective de la production. ■

CHAQUE MOIS UN THÈME QUI VOUS CONCERNE POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE



En ligne sur : <http://projet.pcf.fr>

CITOYENNES, CITOYENS... PARTICIPEZ !

« BEAUCOUP METTENT DE L'ÉNERGIE À RÉSISTER, IL EN FAUT TOUT AUTANT QUI SE MÊLENT DU DÉBAT POLITIQUE ! »

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a invité ainsi l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

Nous voulons nous appuyer sur l'expérience professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences. *La Revue du projet* est un outil au service de cette ambition.

Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

LAISSÉZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS CONTACT AVEC VOUS. OU ÉCRIVEZ-NOUS PAR COURRIEL À : revue@pcf.fr

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Portable : Adresse électronique :

Profession :

Centre d'intérêt et/ou compétences :



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Responsable national
du projet



Isabelle De Almeida
Responsable nationale
adjointe du projet



Marc Brynhole



Olivier Dartigolles



Jean-Luc Gibelin



Isabelle Lorand



Alain Obadia



Véronique Sandoval



AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT

Xavier Compain
xcompain@pcf.fr



ÉDUCATION

Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr



**RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE
ET INSTITUTIONS**

Pierre Dharréville
pdharreville@bdr13.pcf.fr



CULTURE

Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR -
RECHERCHE**

Anne Mesliand
amesliand@orange.fr



SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

Jean-Luc Gibelin
jean-luc.gibelin@orange.fr



DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com



JEUNESSE

Isabelle De Almeida
idealmeida@pcf.fr



SPORT

Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr



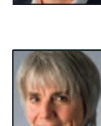
ÉCOLOGIE

Hervé Bramy
hbramycg93@wanadoo.fr



LUTTE CONTRE LE RACISME

Fabienne Haloui
fabienne.haloui@wanadoo.fr



TRAVAIL, EMPLOI

Véronique Sandoval
sandoval_ve@yahoo.fr



ÉCONOMIE ET FINANCES

Yves Dimicoli
ydimicoli@pcf.fr



**PRODUCTION, INDUSTRIE
ET SERVICES**

Alain Obadia
alain.obadia@orange.fr



**VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE**

Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Sylvie Mayer
mayersy@wanadoo.fr



PROJET EUROPÉEN

Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr



**ÉCONOMIE
POLITIQUE**
Frédéric Rauch
frauch@pcf.fr



Progressistes
Science, Travail & Environnement
Amar Bellal
bellal.amar@gmail.com



**LA REVUE DU
PROJET**
**Guillaume
Roubaud-Quashie**
gquashie@pcf.fr



**espaces
Marx**
explorer, confronter, éveiller
Patrice Cohen-Seat
pcohen-seat@pcf.fr



Michel Laurent
Lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr



**Guillaume
Roubaud-Quashie**
Rédacteur en chef



Caroline Bardot
Rédactrice en chef
adjointe



Hélène Bidard
Rédactrice en chef
adjointe



Davy Castel
Rédacteur en chef
adjoint



Clément Garcia
Vice-rédacteur en chef



Igor Martinache
Rédacteur en chef
adjoint



Léo Purguette
Vice-rédacteur en chef
Travail de secteurs



Jean Quétier
Vice-rédacteur en chef
Lectrices & lecteurs



Gérard Streiff
Vice-rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



**Séphanie
Loncle**
Collaboratrice



Mickaël Bouali
Collaborateur



**Marine
Roussillon**
Critiques



**Maxime
Cochard**
Critiques



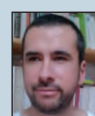
Nadhia Kacel
Féminisme



Stève Bessac
Histoire



Camille Ducret
Lire



Florian Gulli
Mouvement réel
Dans le texte



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Étienne Chosson
Regard



Victor Blanc
Poésies



Alain Vermeersch
Revue des média



Pierre Crépel
Sciences



Michaël Orand
Statistiques



Quentin Corzani
Travail de secteurs



Alexandre Fleuret
Vidéo



Vincent Bordas
Relecture



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Parti communiste français